

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
PROBLÈME VITICOLE
(1900-1908)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris

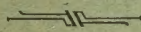
le 6 Juin 1908, à 2 h. 1/2 du soir

PAR

GUSTAVE VIÉ

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

CHEF DE CABINET DE PRÉFET



AUCH

IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE TH. BOUQUET, RUE ARMAND-CARREL

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE PROBLÈME VITICOLE

[1900-1908]

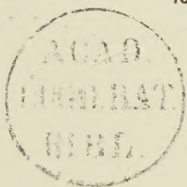
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
PROBLÈME VITICOLE
(1900-1908)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Paris

le 6 Juin 1908, à 2 h. 1/2 du soir

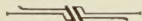


PAR

GUSTAVE VIÉ

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

CHEF DE CABINET DE PRÉFET



AUCH

IMPRIMERIE-LITHOGRAPHIE TH. BOUQUET, RUE ARMAND-CARREL

—
1908

Commission de la Thèse ;

MM. SOUCHON, Président.

FERNAND FAURE } Suffragants.
TRUCHY }



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

L'agitation des viticulteurs méridionaux surexcités par la misère, l'étonnante campagne des meetings monstres de Carcassonne, Béziers, Nîmes, Montpellier, le prestige merveilleux d'un simple sur une foule fascinée par ses moindres gestes, les échauffourées sanglantes de Narbonne et les journées d'anxiété tragique qui ont suivi ces tristes événements, toutes ces manifestations ont fouetté la curiosité blasée du grand public et retenu l'attention des hommes d'Etat.

En des reportages sensationnels, en des articles étudiés, en des rapports bourrés de chiffres et de faits, publicistes, savants, parlementaires ont déployé toute la puissance de leur analyse à découvrir les causes du mal et toutes les ressources de leur imagination à inventer des remèdes. De cette collaboration spontanée de personnalités appartenant aux milieux les plus divers est née une littérature considérable — aggravée encore par la littérature viticole de la période antérieure remise en question et par conséquent versée, elle aussi, dans le débat — en sorte qu'articles de journaux et de revues, rapports et débats parlementaires, vœux et doléances des Syndicats et Chambres de commerce, livres, thèses, brochures

s'entassent et s'accumulent en un énorme monceau. A l'heure actuelle, la seule bibliographie systématique de la question viticole exigerait un labeur considérable. Aussi ne peut-on guère espérer qu'une modeste contribution puisse apporter quelque élucidation nouvelle. *Tarde venientibus ossa*, dit le poète latin ! Tout au plus peut-on tenter de procéder à un examen critique de la plupart des publications — du moins de celles qui paraissent les plus importantes — pour retenir ce qui paraît acquis et rejeter ce qui paraît ne pas pouvoir être maintenu. Même avec la prétention modeste de ne rien vouloir innover, un travail de ce genre rendrait service au lecteur auquel il épargnerait le dépouillement très souvent infructueux d'une fastidieuse documentation.

Certes, les vues d'ensemble ne manquent pas, et là encore il semble que la matière soit épuisée et qu'on doive s'exposer à fouler les sentiers battus des lieux communs.

Mais il ne faut pas oublier que ces travaux de mise au point ne présentent aucun caractère définitif qui doive décourager notre entreprise. Ils trahissent toute une divergence de vues qui tient à ce qu'en matière viticole tout est contesté et contestable, en commençant par les matériaux sur lesquels on échaffaude la plupart des opinions : les statistiques. On a dit plaisamment que la statistique est l'art de préciser ce qu'on ignore. Rien n'est plus vrai en matière viticole. Dressées sans contrôle, d'après les déclarations fantaisistes des maires et imprimées par les soins du Ministère des Finances et du Ministère de l'Agriculture, les statistiques de la superficie et de la production du vignoble revêtent, une fois officielles, un caractère quasi-sacré. On peut aisément juger quelle autorité on doit accorder à des chiffres

recueillis de la sorte. Mais il y a plus : il existe des contradictions entre statistiques. Citons-en une, caractéristique, relevée par M. Leenhardt-Pomier (Bulletin des Syndicats agricoles du Gard, octobre 1902) : « L'on « admettait comme article de foi que l'Hérault avait pro-
« duit de 1866 à 1868 :

« 1866.....	11.770.000
« 1867.....	13.700.000
« 1868.....	14.000.000
	39.470.000

« Ce sont les chiffres que l'on trouve dans la très
« importante enquête que fit en 1882 le Ministère des
« Finances. Or, une enquête très sérieuse aussi, qu'avait
« faite en 1869 le Ministère de l'Agriculture, donne pour
« les mêmes années :

« 1866.....	6.100.000
« 1867.....	6.800.000
« 1868.....	5.400.000
	18.300.000

« Divergence de plus du double entre les deux enquê-
« tes ! »

Ce sont des chiffres aussi solidement établis, qui sont invoqués pour trancher le différend entre partisans ou adversaires d'une explication de la crise : la surproduction; aussi les débats s'enveniment-ils et s'éternisent-ils sans que la discussion gagne du terrain. Sans doute, la loi du 29 juin 1907 a remédié, à ce point de vue, à cette fâcheuse incertitude; mais elle n'agira que pour l'avenir. — Nous avons cité les statistiques de la pro-

duction et de la superficie du vignoble; nous ne parlerons que pour mémoire de celle de la consommation en franchise, que l'Administration considère comme sensiblement constante, et de celle des quantités de vin distillé sous le régime du privilège des bouilleurs de cru. Seules peuvent être considérées comme probables — ou tout au moins comme donnant un degré suffisant d'approximation les statistiques de la consommation taxée, des importations et de la fabrication artificielle jusqu'en 1903. Dès lors, on est en droit de frapper de suspicion légitime toute généralisation, toute thèse à contours arrêtés, toute affirmation tranchante. Il ne faut pas oublier qu'en matière viticole on est dans le domaine de l'incertitude avec, çà et là, quelques îlots de probabilité.

Et, d'ailleurs, si l'on doit renoncer à jeter dans la discussion l'argument convaincant et décisif, il ne faut pas non plus oublier que bien souvent ces discussions ont un caractère scolastique et sans portée pratique.

Un phénomène étant donné, à savoir la mévente du vin, il importe peu de connaître exactement si cette mévente dépend d'une surproduction, des fraudes ou d'une mauvaise organisation commerciale. Sans doute, il n'est pas oisieux de le rechercher, mais ces considérations ne sont pas d'une importance primordiale pour apporter un adoucissement aux maux dont souffre la viticulture. En admettant que la crise provient de la surproduction, quelle conclusion pratique en tirer? L'arrachage? Mais qui arrachera? L'élimination progressive des moins aptes?... Mais l'hectare de vigne revient à 5,000 francs, et, outre que c'est une déperdition considérable de la richesse nationale, quel sort assure-t-on au viticulteur évincé? Quand on serait convaincu que la crise est produite par les fraudes, est-il possible d'imagi-

ner un système répressif parfaitement étanche ? Et si le mal tient à la défectuosité de notre organisation commerciale, peut-on espérer pouvoir la remettre sur pied assez à temps pour conjurer le fléau ?

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il importe, par tous les moyens, de délester le marché : le choix de ces moyens dépend des aptitudes et des ressources des viticulteurs, des appuis et des alliances sur lesquels ils peuvent compter, des obstacles ou des coalitions qu'ils peuvent rencontrer.

Quelle que soit la cause de la crise, tout palliatif praticable sera certainement le bienvenu. Que la mévente doive être attribuée à la fraude, à la surproduction, ou à la défectuosité de notre organisation commerciale, on ne saurait nier qu'une politique tendant à réprimer les fraudes, à encourager les exportations, à discipliner le marché, ne soit utile et efficace. Aussi est-ce moins une étude d'économie viticole qu'une étude de politique viticole que nous voudrions tenter.

Dans une Première Partie, intitulée : La Crise, nous examinerons comment se pose le problème viticole et comment on a pensé le résoudre.

Dans un premier Chapitre, nous examinerons pourquoi et comment se manifeste la mévente, quels sont ses effets, quelles répercussions elle entraîne.

Dans un second Chapitre, nous étudierons à grands traits la législation viticole dont nous ferons un examen critique. Il nous permettra de montrer que cette législation, à elle seule, est inefficace, parce que le mal est plus complexe que ne l'imaginent les législateurs. Nous discuterons, en passant, les diverses hypothèses relatives à l'origine de la crise.

Dans une Deuxième Partie, nous aborderons l'étude des

voies et moyens propres à accroître notre marché à l'étranger et à l'intérieur; nous insisterons surtout sur les mesures qu'il conviendrait de prendre pour atténuer la crise : atténuer, car, ainsi que nous le montrerons dans notre Conclusion, la viticulture a besoin de transformations profondes, dont la réalisation ne peut être que lointaine, pour conjurer définitivement le fléau qui menace de l'engloutir.



PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE

CHAPITRE PREMIER

La Mévente

Si l'on demande à la majorité des viticulteurs quel est le mal dont ils souffrent, ils répondent sans hésitation : de la mévente. La crise viticole consiste donc en une mévente.

Ce n'est pas à dire que l'on ne vende point de vin. Tout au contraire, les quantités donnant lieu à la perception des droits, la consommation taxée, comme l'appelle l'Administration, qui exprime très sensiblement le volume de transactions commerciales, n'a pas cessé d'augmenter : elle passe en effet d'une moyenne de 25 millions d'hectolitres pour la période de 1860-1875, à une moyenne de 32 millions et demi de 1890 à 1900, et de 43 millions de 1900 à 1906. On veut donc dire par là que la crise

porte moins sur les quantités consommées que sur les prix offerts : en d'autres termes, que le vin se vend au-dessous du prix de revient.

Quels sont les prix pratiqués pendant la période 1900-1906 ?

Le deuxième rapport si documenté de M. Cazeaux-Cazalet (1) sur la situation critique de la viticulture ne donne aucune indication à ce sujet.

Il n'y a pas de cours, car il n'y a pas de marché organisé; on peut, pour la place de Paris, se rendre un compte approximatif de la dépréciation des vins à partir de 1900 en usant du tableau reproduit par la *Réforme économique* dans chacun de ses numéros, sous la rubrique : Prix courant des Produits agricoles depuis 1900. Nous les transcrivons ci-après.

(1) Chambre des Députés, n° 1203 (1907).

Cote des Vins dans les Entrepôts de Paris (Réforme Economique)

ANNÉES	BERCY Fût et Oeuf compris La pièce de 220 litres	BAS-BOURGOGNE Thectolitre	CHER Thectolitre	TOURNAI Thectolitre	MONTAIGNE Thectolitre	BOUSSILLON Thectolitre	ALGÈRE Thectolitre
1890.....	151.00	58.50	55.00	41.00	40.00	38.50	30.55
1892.....	138.00	61.50	46.00	42.00	36.50	32.24	23.82
1893.....	139.00	61.50	47.00	43.00	27.50	25.00	21.01
1894.....	124.00	43.17	46.57	42.50	24.97	21.36	19.09
1895.....	117.00	37.02	33.54	31.50	26.64	27.50	22.63
1896.....	133.00	46.10	40.45	37.97	30.99	30.91	26.94
1897.....	132.00	31.68	31.45	30.59	29.42	28.93	26.19
1898.....	132.00	47.85	47.44	47.44	28.97	28.36	25.98
1899.....	132.08	53.58	32.87	52.77	30.26	30.93	27.20
1900.....	131.77	45.62	41.33	39.33	24.85	27.08	23.98
1901.....	91.04	32.84	33.35	32.35	18.66	21.72	19.69
1902.....	86.87	35.26	31.22	28.93	21.10	23.61	21.02
1903.....	98.61	40.47	38.22	37.69	28.94	31.84	32.10
1904.....	100.00	34.66	34.00	31.87	25.57	27.31	28.06
1905.....	85.98	29.72	25.26	22.91	14.79	16.42	14.57
1906.....	85.00	32.16	20.78	17.65	14.88	20.68	15.68

Il est plus difficile d'indiquer les prix au lieu de production.

M. Cazeaux-Cazalet, dans son rapport, cite cependant le cours des vins de Bourgogne (prix de vente du commerce). Il s'agit évidemment du commerce local. Il donne les chiffres suivants :

Grands Vins de Bourgogne

ANNÉES	PRIX MOYEN de vente par hectolitre	ANNÉES	PRIX MOYEN de vente par hectolitre
1875	167.70	1892	152.35
1876	121.45	1893	129.95
1878	132.10	1894	150.15
1879	113.55	1895	139.50
1880	114.40	1896	149.95
1881	128.98	1897	157.70
1882	122.25	1898	144.90
1883	131.00	1899	143.55
1884	110.05	1900	155.45
1885	116.35	1901	174.35
1886	111.10	1902	144.80
1887	121.00	1903	135.75
1888	149.10	1904	149.45
1889	148.70	1905	172.15
1890	153.85	1906	148.60
1891	135.35		

Un autre tableau fourni par le même rapport (prix moyens de vente et des frais généraux grevant le chiffre d'affaires d'une maison de commerce de la Gironde) indique bien pour les années 1874, 1875, 1880, 1885 et 1890, les chiffres respectifs de 163, 134, 147, 218 et 200 francs la barrique, mais on note pour les années 1895, 1900, 1905, 1906 les cours de 120, 142.50, 122.50, 114 qui indi-

quent cependant, pour la dernière décade, une constance relative.

Sans pouvoir donner des renseignements précis sur les autres régions, en nous en tenant au seul Midi, — c'est-à-dire au Gard, à l'Hérault, à l'Aude et aux Pyrénées-Orientales, qui produisent environ 40 % de la récolte nationale et qui livrent 50 % de la consommation taxée, — on enregistre à la propriété des cours d'une faiblesse déconcertante.

Tandis que de 1890 à 1900 les cours se maintiennent à une hauteur moyenne de 15 à 20 francs l'hectolitre, en 1900 on assiste à un lamentable effondrement : les cours s'abaissent à 5 francs, 3 francs, 2 francs, 1 fr. 50 l'hectolitre, se relèvent un peu les années suivantes entre 8 et 10 francs, pour atteindre en 1903 le point culminant de 20 à 25 francs; mais la baisse reprend en 1904 avec des cours moyens de 5 à 8 francs, et depuis 1905 de 8 à 10 francs. A l'heure actuelle, même après les ravages causés par les inondations générales qui ont désolé le Midi, les cours atteignent péniblement 1 franc et 1 fr. 10 le degré, soit pour un vin moyen de 9 degrés, le prix de 9 à 10 francs.

Ces cours constituent-ils des prix de famine ?

Pour le savoir, il faudrait déterminer le prix de revient de l'hectolitre de vin. — C'est là une tâche théoriquement possible, mais absolument impraticable en fait.

On conçoit en effet qu'il suffirait de diviser les récoltes moyennes par les superficies moyennes pour obtenir le rendement moyen — et qu'étant donnés les frais à l'hectare, il suffirait de diviser les frais à l'hectare par le rendement moyen pour obtenir le prix de revient moyen.

Sans blâmer les auteurs qui se sont engagés dans

cette voie périlleuse, on peut toutefois reconnaître, et eux-mêmes ne se font pas faute de l'avouer, que les résultats sont plus qu'hypothétiques.

Et tout d'abord il est à peu près impossible, par suite de l'incertitude des statistiques de la production et de la superficie cultivée, de donner un rendement moyen digne de foi. L'aurait-on obtenu que ce résultat ne servirait pas à grand' chose. Une moyenne n'est intéressante que lorsque les écarts sont relativement peu élevés; or, le rendement varie de 20 à 300 hectolitres par hectare. D'autre part, il serait peut-être illusoire de vouloir comparer ce rendement moyen avec les frais moyens à l'hectare : car, s'il y a des écarts énormes entre rendements, il y a des écarts plus considérables encore entre frais généraux à l'hectare — depuis 200 francs jusqu'à 1.800 francs, pour ne citer que la seule viticulture méridionale. Y a-t-il un rapport entre rendements et frais généraux ? C'est là une question des plus délicates qui met en cause, en matière viticole, la fameuse loi du rendement décroissant — pour la vérifier ou la condamner. La culture intensive abaisse-t-elle ou élève-t-elle les frais de revient ? Il semble que la majorité des techniciens opine pour la première hypothèse. C'est, semble-t-il, aussi l'avis de M. Augé-Laribé, dont le beau livre sur la Viticulture industrielle du Midi de la France sera souvent mis à contribution. — M. A. Müntz, sans se prononcer formellement pour l'avis contraire, formule quelques réserves (1).

Sans nous engager dans les nombreuses difficultés que

(1) *Etudes sur les Vignobles à haut rendement du Midi de la France. Revue de Viticulture*, 1^{er} mai 1902.

soulèvent les notions de rendement moyen et de frais généraux moyens, il importait toutefois de les signaler.

Il reste donc qu'il est tout au plus légitime de recourir à la méthode monographique et de pîcorer, çà et là, quelques comptabilités capables de nous donner des aperçus suffisants sur les prix de revient.

L'idéal serait de posséder des monographies de grandes, moyennes, petites exploitations des différentes régions viticoles. Il n'en existe guère de semblables que pour la viticulture méridionale : on en retrouvera reproduites un certain nombre dans le livre de M. Augé-Laribé. — Mais tout d'abord il importe de remarquer que les comptabilités des exploitations paysannes qui forment sensiblement la masse sont à peu près introuvables, les paysans étant réfractaires aux écritures. Quant aux autres comptabilités, elles émanent, pour la plupart, de moyens ou grands propriétaires — et, sans attacher une acception scientifique à ces concepts, nous entendons par là les possesseurs d'entreprises de 800 à 5,000 et de 5,000 hectolitres et au-dessus de récolte moyenne. Ces comptabilités émanent — quand il s'agit de moyens propriétaires, car toute grande entreprise nécessite une comptabilité — de gens soigneux, par conséquent exceptionnels. Ces comptes de propriétés moyennes ne présentent donc aucun caractère de généralité.

Restent les comptes des grandes propriétés; mais là encore combien d'entreprises sont-elles comparables entre elles ? Tout dépend du sol, du climat, de l'habileté technique, des avances dont on a disposé.

Enfin il n'est pas jusqu'aux méthodes comptables qui ne varient, l'un amortissant son capital mobilier en dix ans, l'autre en quinze, l'un attribuant à son capital foncier un intérêt de 4 %, l'autre un intérêt de 3 %, etc....

Sans compter le caractère aléatoire du prix de revient moyen en matière agricole, prix de revient fort variable par suite de l'inconstance des récoltes et leur extrême instabilité d'une année à l'autre.

Pour la grande propriété viticole du Midi de la France, M. Augé-Laribé cite quelques chiffres que nous glanons çà et là (p. 168-187) :

1.346 fr. à l'hectare, avec 80 hectolitres de rendement moyen.	} 2 exploitations dans la plaine de Nîmes.
1.154 fr. à l'hectare, avec 150 hectolitres de rendement moyen.	

D'après M. Zolla (rapporté par Augé-Laribé), les frais généraux de trois grands domaines s'élèvent respectivement à 1,140 francs, 872 francs, 1,075 francs à l'hectare, pour une production moyenne de 100 hectolitres; les chiffres rectifiés par M. Augé-Laribé donneraient :

1,460 francs à l'hectare avec 150 hectolitres.

1,152 francs à l'hectare avec 80 hectolitres.

1,325 francs à l'hectare avec 110 hectolitres.

M. Augé-Laribé cite encore 1,182 francs pour 155 hectolitres (Marsillargues), 1.143 francs (Montpellier) et

1.596 f. pour 130 h.	} Plantations dans les sables de la Compagnie des Salins du Midi.
1.254 f. 150 h.	
1.305 f. 145 h.	
1.294 f. 125 h.	

aux environs de Béziers 997 francs pour 95 hectolitres; chez M. Coste-Floret, dans l'Hérault, 1,449 francs pour 120 hectolitres et 1,649 francs pour 200 hectolitres, à Jouarres, dans l'Aude, 818 francs (pas d'indication de rendement); dans le Roussillon, 914 francs (pas d'indication de rendement).

M. Augé-Laribé donne encore deux tableaux que nous transcrivons :

ANNÉES	CANDILLARGUES 240 HECTARES		SAINT-JUST	
	Dépenses à l'hectare	Prix de revient de l'hectolitre	Dépenses à l'hectare	Prix de revient de l'hectolitre
1901.....	838.33	7.35	833.00	7.93
1902.....	693.33	10.08	756.00	9.65
1903.....	837.00	8.10	955.00	10.05
1904.....	915.40	6.76	940.00	7.50
1905.....	812.50	7.09	916.00	11.50

Compagnie des Salins du Midi, domaines de Clavelet
et de Villeroy : coût de production de l'hectolitre de vin :

	CLAVELET	VILLEROY
1892.....	13 fr. 42	12 fr. 32
1893.....	15 fr. 94	16 fr. 14
1894.....	13 fr. 66	9 fr. 71
1895.....	20 fr. 65	18 fr. 52
1896.....	19 fr. »»	11 fr. 17
1897.....	16 fr. 39	8 fr. 78
1898.....	37 fr. 40	18 fr. 09
1899.....	13 fr. 11	10 fr. 47
1900.....	15 fr. 74	11 fr. 22
1901.....	15 fr. 68	10 fr. 77
1902.....	24 fr. 88	12 fr. 68
1903.....	36 fr. 54	12 fr. 09
1904.....	12 fr. 76	11 fr. 87

La plupart des comptabilités citées sont celles de grandes exploitations modèles et gérées avec une capacité

technique incontestable, — notamment la Compagnie des Salins du Midi, la plus grande entreprise viticole (80,000 hectolitres environ pour l'ensemble de ses domaines). Or, on peut voir, par l'examen rapide de son prix de revient, combien il est supérieur au cours moyen pratiqué depuis 1900. Si de pareilles exploitations produisent à perte, à plus forte raison les autres !

Nous avons déjà dit, au début de ce Chapitre, qu'il fallait renoncer à obtenir des comptabilités des moyennes et petites exploitations. Il ne s'agit pas ici de soulever la question de la supériorité ou non de la grande propriété sur la petite. Dans sa thèse *Grande ou petite Propriété ?* M. Augé-Laribé s'est efforcé de démontrer que la superficie par elle-même n'était pas un élément de supériorité (sous ce rapport, les meilleures exploitations seraient celles d'une soixantaine d'hectares environ). Ce qui différencie les exploitations, ce sont les capitaux dont elles disposent. Mais, d'une manière générale, la grande propriété possède plus de capitaux que la petite, et sa production est plus intensive. Aussi est-il fort probable que les prix de revient doivent être supérieurs dans les petites exploitations. Selon toute apparence — comme le remarque justement M. Alger, dans son livre sur *la Crise viticole* (1), la crise doit être moins aiguë pour la propriété paysanne parce que les frais généraux comprennent, pour 2/3 au moins, les salaires; or, la grande propriété a recours au travail mercenaire et la petite fournit elle-même sa main-d'œuvre. Il en résulte que les dépenses en argent sont moindres sur les petits

(1) Alger. *La Crise viticole et la Viticulture méridionale*. Giard et Brière. 1907.

domaines que sur les grands, même si le prix de revient y est plus élevé. La supériorité du grand propriétaire en temps de crise consiste dans la possession d'un fonds de réserve, d'un dépôt en banque, dont le paysan est totalement dépourvu. L'un se ruine, mais l'autre est dans la misère.

Le rapport de M. Cazeaux-Cazalet sur la crise viticole, sans entrer dans le détail des prix de revient, cite un certain nombre de chiffres, approximations moyennes, du prix de revient dans chaque contrée. Sans attacher une grande valeur à des énonciations aussi vagues, nous les transcrivons cependant. Dans le Midi, les frais de plantation s'élèveraient de 1.500 à 4.500 francs à l'hectare et les frais courants (non compris sans doute l'intérêt du capital avancé) à 500 francs pour un rendement de 100 hectolitres; vers Besançon, 4.500 francs de plantation et 500 francs de frais courants; en Bourgogne, 500 à 1.000 francs de frais annuels; dans l'Est, 500 à 700 francs; en Gironde, 1.000 francs; vers la Loire et la Vendée, 450 francs pour un rendement de 75 hectolitres; vers la Mayenne, la Sarthe, le Morbihan, 300 francs l'hectare. Partout, à défaut de données précises, les enquêteurs ont enregistré des doléances et des plaintes affirmant la vente au-dessous du prix de revient.

Quelles répercussions sociales pouvaient résulter d'un pareil état de choses ? Et tout d'abord peut-on évaluer les pertes annuelles de la viticulture ?

Il faudrait, pour ce faire, comparer le prix de revient moyen au prix de vente moyen et multiplier cette différence par la récolte totale. Il est à peu près impossible, on l'a vu, de parler d'un prix de revient moyen et d'un prix de vente moyen pour l'ensemble du pays. Et d'ailleurs il n'est pas évident que la crise ait porté sur toute

la viticulture française — d'après l'enquête parlementaire, la viticulture septentrionale aurait été à peu près épargnée. C'est surtout la viticulture méridionale, bourguignonne et girondine qui ont été frappées. Aussi la plupart des auteurs évaluent-ils surtout les pertes de la viticulture méridionale. Selon M. Atger, si l'on admet que le prix de revient moyen soit d'environ 14 fr. 30 l'hectolitre — le prix de vente étant de 8 francs environ entre 1900 et 1906 — pour une récolte moyenne de 20 millions d'hectolitres, les pertes du Midi se chiffraient à 120 millions par an. M. Augé-Laribé, dans un article sur la crise viticole (*Revue d'Economie sociale*, octobre 1907) donne un chiffre un peu plus élevé, 175 millions. (Il admet un prix de revient de 15 francs et une production de 25 millions d'hectolitres).

M. Atger a essayé de calculer le coefficient de dépréciation qui résulte pour le vignoble de ces pertes continues. Il distingue, dans le prix de revient, deux éléments : d'une part, le coût de production strict, c'est-à-dire les débours, et le coût de production intégral, qui comprend, outre ces débours, l'amortissement du capital mobilier et l'intérêt du capital foncier. Il obtient ainsi un double prix de revient de 10 fr. 70 et 14 fr. 30 pour un rendement moyen de 42 hectolitres à l'hectare; la différence entre les deux soit 3 fr. 60, représente l'intérêt et l'amortissement des capitaux, soit 72 millions d'intérêts et amortissement ($3 \text{ fr. } 60 \times 20 = 72$) qui ne sont plus payés. Or, si l'on capitalise cette somme même à 5 %, on obtient un capital de 1.440 millions qui ne reçoit plus aucun loyer.

Si l'on met en regard la valeur du gage constitué par les exploitations viticoles, soit 3.700 francs par hectare, d'après l'auteur que nous citons, à 486.000 hectares pour

les 4 départements, on voit qu'elle s'élève à 1.800 millions, auxquels il convient d'ajouter 1.200 francs par hectare pour la valeur de l'outillage, soit $1.200 \times 486.000 = 583$ millions à ajouter à 1.800 millions = 2.400 millions. — Or, on a vu que la dette s'élève à 1,440 millions, auxquels il faut ajouter $6 \times 72 = 432$ millions d'intérêts non payés : soit en tout plus de 1.800 millions. Si l'on compare la valeur totale soit 2.400 millions, à la dette totale, soit 1.800 millions, on s'aperçoit que le vignoble est obéré des trois quarts de sa valeur.

Sans apprécier les moyens statistiques et comptables employés pour obtenir ce résultat, on doit reconnaître qu'il concorde avec la réalité.

La propriété a subi une dépréciation de 70 à 75 % de la valeur qu'on lui attribuait avant la crise.

M. Alger cite, d'après la *Revue de Viticulture*, la vente de deux domaines, l'un ayant coûté 150,000 francs, adjugé à 90,000; un autre, de 300 hectares, dont 60 en vignes, au prix de 30,000 francs.

L'enquête parlementaire confirme encore la généralité de ces déplorables transactions : « J'ai entre mes mains, « dit M. le conseiller général Bertrand-Lauze (Gard), « une affiche de vente immobilière d'où il résulte qu'une « propriété de 60 hectares s'est vendue 12.000 francs, « soit 200 francs l'hectare, ce qui est dérisoire. Si ce « mouvement de baisse continue, la propriété finira par « ne plus trouver preneur. »

La Chambre de commerce de Narbonne déclare (1) que les prix de vente des propriétés de cette région, qui

(1) P. 13.

ont atteint de 1.500 à 2.000 francs l'hectare, ont baissé dans la proportion de 70 à 80 %; les adjudications au tribunal confirment, d'ailleurs, ces indications. Le Président du tribunal civil de la même ville déclare que la terre se vend le cinquième de ce qu'elle se vendait il y a six ans. Le professeur d'agriculture du département de l'Aude confirme encore ces données et cite un domaine de 128 hectares de terre de premier ordre, dont 50 en vignes, vendu aux enchères publiques 100.050 fr. et repris sur surenchère par le Crédit foncier à 140.000 francs.

La Chambre de commerce de Béziers accuse une dépréciation de 80 % sur les vignobles. Le Président du Tribunal civil cite des propriétés d'un million vendues 250 à 300.000 francs.

Les autres régions viticoles, moins éprouvées, subissent cependant des pertes notables : dans la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées, les Landes, l'Ariège, le Tarn-et-Garonne, la baisse des prix de vente des propriétés immobilières atteint 50 %. Dans l'Yonne, la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire et le Rhône, même dépréciation, ainsi que dans la Loire-Inférieure, le Loir-et-Cher, le Loiret, le Cher, la Vienne, les Deux-Sèvres, la Vendée et la Nièvre. Seules les régions du groupe septentrional-oriental (Ardennes, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Aisne) et du groupe occidental-septentrional (Morbihan, Ille-et-Vilaine, Mayenne et Sarthe) ne paraissent pas sérieusement affectées.

Ce fléchissement de la valeur des capitaux fonciers entraîne naturellement un affaiblissement considérable du crédit foncier. Partout, en effet, on constate une diminution des prêts hypothécaires, diminution causée par l'insolvabilité probable des emprunteurs.

M. Thévenet, directeur de la succursale du Crédit foncier, à Nîmes, communique les renseignements suivants à la Commission d'enquête :

Montant des prêts hypothécaires consentis par le Crédit foncier dans le Gard :

Exercice 1901 :	36 prêts pour	1.191.300 fr.
— 1902 :	35 prêts pour	387.500 fr.
— 1903 :	32 prêts pour	613.300 fr.
— 1904 :	20 prêts pour	334.500 fr.
— 1905 :	28 prêts pour	466.500 fr.

Le Conservateur des Hypothèques de Carcassonne communique des documents établissant, depuis 1904, une diminution constante des inscriptions. Cette diminution est expliquée par la difficulté des prêts et garanties qu'offre la viticulture. Il en est de même dans le Roussillon.

Dans certains endroits le nombre des ventes par autorité de justice se multiplie.

A Pézenas, les expropriations atteignent le nombre de 30 à 40 par semaine !

A Béziers, le nombre des poursuites suivies d'expropriation a baissé en 1904-1905 pour remonter en 1906. La baisse de 1904-1905 est expliquée par l'hésitation des créanciers à réaliser un gage incertain. Le Président du Tribunal civil de Béziers dit à la Commission : « En ce qui concerne l'état des ventes sur expropriation, dont le nombre est considérable, il est à remarquer que de 1905 à 1906 ce nombre a doublé et qu'il paraît devoir augmenter encore.... »

Si les propriétaires sont atteints dans leurs capitaux et leurs revenus, les travailleurs agricoles subissent eux aussi les conséquences inévitables de la crise, non pas seulement par une diminution de salaire, mais surtout par un chômage intense. La main-d'œuvre grève d'environ les 2/3 des frais généraux les exploitations agricoles. C'est sur elle que l'on fait porter les réductions nécessaires. Il est difficile d'avoir des statistiques à peu près exactes du chômage, mais il suffit, pour se faire une idée de son intensité, de relever les sommes allouées par les communes en secours et œuvres de bienfaisance et dont le tableau est significatif.

Voici la liste des communes ayant établi des ateliers ou chantiers de charité dans le Gard, avec le chiffre des allocations accordées pour l'année 1906 :

NOMS DES COMMUNES	SOMMES votées	NOMS DES COMMUNES	SOMMES votées
Arrondiss. de Nîmes	Francs		
Aimargues	21.500	Générac.....	600
Aramon.....	500	Jonquières.....	1 000
Aubais.....	350	Le Cailar.....	6.000
Aubord.....	600	Manduel.....	2 059
Bellegarde.....	9.050	Milhaud	600
Bernis	200	Nîmes ..	10.000
Bouillargues	400	Redessan.....	1.000
Caissargues.....	400	St-Cômes.....	400
Clarensac.....	300	St-Dionizy.....	100
Codognan.....	300	St-Gilles.....	5.000
Comps..	200	St-Laurent-d'Aigouze	10 500
Congénies.....	252	Sommières.	1.882
Domazan.....	100	Vauvert.....	3.000
Guallargues.	3.000	Vestric	1.500
Garons.....	928	Vergèze.. . . .	1.200

NOMS DES COMMUNES	SOMMES votées	NOMS DES COMMUNES	SOMMET votées
	Francs		
Arrondissement d'Alais		Laudun.....	150
Massillargues-Atuech	678	Montfaucon	50
Lédignan.....	200	Pujaut	300
Ribaute.....	418	Roquemaure.....	484
Arrondissement d'Uzès		St-Victor-la-Coste..	200
Bagnols-sur-Cèze....	350	Sauveterre.....	200
Chusclan.....	30	Vers.	300
Fournès.....	200	Arrondissement du Vigan	
		Quissac	500
		St-Jean-de-Crieulon..	200
		Total..	87 181

Montpellier a voté, en 1906, 20,000 francs de secours aux chômeurs agricoles.

L'état des sommes distribuées aux indigents par le Bureau de bienfaisance d'Aigues-Mortes et des sommes votées par le Conseil municipal pour parer au chômage par suite de la crise agricole est particulièrement instructif. Nous le transcrivons ci-après :

	Sommes distribuées aux indigents	Sommes distribuées aux chômeurs
1900.....	1.549 75	300
1901.....	1.651 15	600
1902.....	1.933 70	3.600
1903.....	1.921 75	900
1904.....	2.796 35	600
1905.....	2.210 95	6.900
1906.....	2.375 15	3.400
Total...	14.438 80	16.300

Il convient d'y ajouter les dépenses faites en travaux communaux pour subvenir à l'entretien de la population ouvrière. Nous donnons les totaux annuels :

1901.....	39.700 fr.
1902.....	41.500 fr.
1903.....	45.800 fr.
1904.....	45.500 fr.
1905.....	48.600 fr.
1906.....	50.400 fr.

Mais ce n'est pas seulement la viticulture qui est atteinte; l'incidence de la mévente se manifeste sur les industries annexes et sur le commerce et l'industrie en général. Dans le Midi, notamment, la vigne étant la source principale de richesse, quand la vigne souffre, tout souffre aussi. Le viticulteur devient mauvais payeur, ou il restreint ses achats.

D'abord les industries annexes. « Dans nos communes rurales, déclare le représentant de la Fédération des Syndicats agricoles de Nîmes, interrogez les charrons, les bourreliers, tuiliers, merciers (*le gén de mesticé*), ils vous diront qu'on ne les paie pas; tout au plus paie-t-on le boulanger parce qu'autrement il ne ferait plus de crédit... »

Le Maire de Nîmes déclare que les industries locales, telles que la chaussure, la bonneterie, la tonnellerie, sont dans une situation décroissante.

A Montpellier, le Tribunal de Commerce déclare « que la mévente des vins a eu une répercussion sensible sur le commerce local. Tous les commerçants « ont été éprouvés par la crise viticole; ils ont constaté « une diminution notable dans leurs chiffres d'affaires.

« Les petits commerçants ont plus ressenti cette crise;
« ils ont été obligés de demander des renouvellements
« à leurs créanciers. »

Le Maire de Montpellier ajoute : « La misère est ter-
« rible en ce moment ; tous les jours je reçois des plain-
« tes des petits et des gros commerçants de Mont-
« pellier. »

A Carcassonne, la Chambre de commerce répète les
mêmes doléances.

Les faillites se multiplient dans la région méridionale.
A Narbonne, depuis 1903, le nombre des faillites a aug-
menté de 20 %; le nombre de ces faillites, clôturées pour
insuffisance d'actif, a augmenté très sensiblement, tan-
dis que celles qui se sont clôturées par un concordat
ou par une résiliation de comptes, est restée station-
naire.

A Pezenas, le nombre des faillites a doublé depuis
1903 et le nombre des liquidations judiciaires a triplé.

A Montpellier, le nombre des faillites, de 49 en 1905,
s'est élevé, en 1906, à 74 : il est malheureusement cer-
tain que ce chiffre sera dépassé en 1907. La moyenne des
faillites déclarées pendant les dix dernières années anté-
rieures est de 51.

La diminution du chiffre général des affaires est
encore marquée par le fléchissement des recettes des
octrois : Dans la ville de Nîmes, la consommation de la
viande a diminué d'un dixième, celle de la charcuterie
de près de moitié, le beurre et le fromage d'un dixième.
Pour les matériaux, les diminutions sont très sensibles.
Les pierres de taille ont diminué de près de moitié, la
chaux également; les moëllons, le fer sont en déchet.

A Béziers, les recettes de l'octroi n'ont pas cessé de

fléchir depuis 1904; elles ont accusé une diminution de 43,000 francs en 1905 et 77,000 en 1906. Ces diminutions portent sur l'alcool, les comestibles, les combustibles, les fourrages, les matériaux de construction. Même espèce de diminution est constatée par le chef des octrois de Montpellier.

La mévente atteint ainsi jusque dans leurs œuvres vives, non seulement la viticulture, mais encore toutes les forces productives de la région méridionale.

Si dans l'économie générale d'un pays la misère d'une région trouve quelque répercussion, c'est surtout sur ses finances. La grève de l'impôt n'est pas seulement une manifestation politique, c'est aussi et surtout le signe manifeste d'une incapacité absolue d'acquitter le devoir national.

On a vu combien le budget communal était obéré, et par les dépenses extraordinaires occasionnées par la mévente, et par la diminution des ressources par suite surtout du fléchissement des recettes d'octroi. Le recouvrement des contributions a été rendu difficile, moins par suite de la mauvaise volonté des contribuables que de leur insolvabilité. Le *Temps* publiait à ce sujet, dans son numéro du 11 juillet 1907, une statistique de la rentrée des impôts pour l'arrondissement de Narbonne.

	MONTANT	RECouvreMENTS	RESTES
ANNÉES	DES ROLES	AU 30 JUIN	A RECOURER
1904....	4.560.637	4.549.448	11.182
1905....	4.857.981	4.801.011	56.990
1906....	4.947.384	4.563.247	384.137
1907....	5.020.008	576.677	4.443.331

Sans présenter des retards aussi considérables, les autres arrondissements du Midi se trouvent vis-à-vis du Trésor dans une situation analogue.

Les contributions indirectes sont moins affectées. Notamment l'Etat ne souffre pas d'une diminution de rendement de l'impôt sur les boissons hygiéniques; il perçoit toujours — quel que soit le prix de vente — le droit de 1 fr. 50 par hectolitre de vin, et l'on sait que les transactions sur les vins n'ont pas été affectées par la mévente, au contraire, puisque la consommation taxée s'est constamment accrue. On a noté cependant des diminutions sur le monopole des tabacs.

Ainsi donc la mévente par son incidence sur la propriété foncière, les classes rurales, le commerce, l'industrie et les finances locales, entraîne une épouvantable misère dont le « *Tocsin* » (organe du fameux Comité d'Argelliers, devenu celui de la Confédération générale des vignerons sous le nom de « *Vendémiaire* »), dans un bilan aux énonciations aussi concises qu'impressionnantes, dit toute l'étendue :

Au Pays des Vignerons

Le Bilan de la Misère

Revenus bruts inférieurs à la moitié de la normale.

Revenus nets réduits souvent à zéro et au-dessous.

Absence de numéraire.

Tout bien-être supprimé.

Insuffisance pécuniaire pour subvenir aux besoins immédiats de la vie.

Peu ou pas de provisions de bouche dans la maison.

Plus d'avances de linge ou de vêtements.

Bilan familial

Par la baisse de la propriété foncière le bien familial a perdu plus des 3/4 de sa valeur et il représente le gage de dettes supérieures à ce qu'il vaut actuellement.

Toutes les ressources de l'emprunt épuisées.

Tout crédit arrêté.

Impossibilité de satisfaire aux engagements.

Obligations non remboursées.

Intérêts des emprunts accumulés.

Dettes chirographaires insoldées .

Comptes de fournisseurs impayés.

Insolvabilité à peu près complète.

Licitations volontaires devenues quasi-impossibles.

Licitations judiciaires absolument désastreuses, et biens de mineurs sacrifiés.

Bilan communal

Impôts communaux rentrant très difficilement et incomplètement.

Cotes irrécouvrables plus nombreuses.

Baisse dans le rendement des taxes locales (droits de place, octrois, fermages).

Travaux indispensables suspendus.

Réparations urgentes retardées.

Retard dans le paiement des employés, des fonctionnaires et des fournisseurs.

Impossibilité de payer exactement les annuités des emprunts à amortir. Intérêts supplémentaires à solder pour les versements retardés.

Augmentation énorme et toujours insuffisante des crédits pour chantiers communaux contre le chômage.

Nombre croissant des indigents à la charge de la commune.

Bilan social

Propriété surchargée d'hypothèques : petite propriété, plus accablée; pour une moitié au moins changera de mains et ses tenanciers actuels iront grossir les rangs de la classe ouvrière.

Misère générale et baisse considérable de la propriété foncière, situation lamentable dont profitent seuls les brasseurs d'affaires, ainsi que leurs satellites, les intermédiaires louches et les agents véreux qui vivent de la détresse publique.

Expropriations très nombreuses, quoique les revenus déficitaires du sol fassent hésiter les créanciers et rendent les poursuites proportionnellement très rares.

Circulation monétaire très faible et mouvement des affaires presque nul.

Crédits locaux et warrants agricoles poussés à l'extrême limite.

Mouvement commercial très réduit.

Augmentation très forte du chômage agricole.

Chômage accru par ce fait que nombre de places d'ouvriers sont occupées par les fils de petits ou moyens propriétaires qui allaient jadis dans les lycées, collèges, écoles de commerce, etc.

Accroissement fantastique du nombre de demandes d'admission dans les emplois publics.

Dépopulation de 1/10 en cinq ans. Cette dépopulation augmente de jour en jour.

Forte décroissance du nombre des mariages, surtout dans la catégorie des moyens et petits propriétaires.
Diminution considérable des naissances.

Bilan général

Le Vin n'ayant guère que des débouchés intérieurs, l'appauvrissement des pays vignobles s'est fait à l'avantage des autres régions françaises dont la propriété s'est édifiée en partie sur notre misère. Le milliard de francs qui en sept ans a été détourné de notre région est resté cependant en France et a procuré ailleurs un excès de circulation qui ne s'est fait qu'à nos dépens. C'est là un phénomène irrationnel et antisocial dont le pays ne peut plus se désintéresser, car un corps vivant ne peut pas traîner après lui une partie de son être où le sang et la vie ne circuleraient plus.

(*Tocsin*, n° 21).

Devant tant de ruines accumulées, le viticulteur pousse un cri de révolte en un manifeste d'une éloquence poignante que nous nous plaisons à citer.

« Qui nous sommes ? » dit le *Tocsin*.

« Nous sommes ceux qui travaillent et qui n'ont pas le sou.

« Nous sommes les proprios décavés ou ruinés, les ouvriers sans travail ou peu s'en faut, les commerçants dans la purée ou aux abois.

« Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

« Nous sommes ceux qui ont du vin à vendre et qui ne trouvent pas toujours à le donner.

« Nous sommes ceux qui ont des bras à louer et qui
« ne peuvent guère les employer : nous sommes ceux
« qui ont des boutiques dont les clients paient sans
« argent.

« Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

« Nous sommes ceux qui sont endettés, les uns jus-
« qu'au cou, les autres par-dessus la tête : tous ceux qui
« paient mal et tous ceux qui ne paient plus du tout.
« Nous sommes ceux qui ont encore quelque crédit,
« ceux qui n'en ont guère, et ceux qui n'en ont pas.

« Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

« Nous sommes ceux qui doivent partout : au boulan-
« ger, à l'épicier, au percepteur, au cordonnier, ceux
« qu'éconduisent les prêteurs, ceux que relancent les
« huissiers et ceux que liaquent les collecteurs d'impôts.
« Nous sommes ceux qui voudraient vivre en honnêtes
« gens et qui sont acculés aux expédients et à la misère.

« Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

« Nous sommes ceux qui aiment la République, ceux
« qui la détestent, et ceux qui s'en foutent; nous som-
« mes ses ardents défenseurs ou ses adversaires décla-
« rés : radicaux ou conservateurs, modérés ou syndica-
« listes, socialistes ou réactionnaires; nous sommes ceux
« qui ont leur jugeotte et aussi leurs opinions.

« Mais nous avons un ventre et nous sommes ceux
« qui crèvent de faim.

« Nous sommes ceux dont chaque espoir s'est traduit
« par plus de misère. Nous sommes ceux qui rivés au
« sol demandent à ce sol leur pitance : c'est par nous
« que la terre est belle et verdoyante; par nous elle pro-
« duit plus qu'en tout autre temps. Nous sommes ceux
« qui la fécondent par leurs soins, leur effort, leur tra-
« vail et leur peine.

« Hélas ! parmi les gueux, nous sommes les plus
« gueux.

« Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

« Nous sommes, enfin, des miséreux : des miséreux
« qui ont femmes et enfants et qui ne peuvent pas vivre
« de l'air du temps. Nous sommes ceux qui ont des
« vignes au soleil et des outils au bout des bras, ceux
« qui veulent manger en travaillant et qui ont droit à la
« vie.

« Nous sommes ceux qui ne veulent pas crever de
« faim ! »

Et cette ardente revendication du droit à la vie proclamait à la fois la faillite de la politique viticole jusqu'alors suivie et la nécessité d'en inaugurer une nouvelle.

CHAPITRE II

La Protection légale de la Viticulture

Nous venons de voir comment les maux de la viticulture, en se répercutant dans toute une région, attaquent l'économie nationale elle-même. Il est donc d'intérêt national et social de venir en aide à une des forces productives menacées dans ses œuvres vives.

Sur les 100 milliards que représente environ le sol français, le vignoble est évalué à 15 milliards environ (1); et si l'on se place au point de vue du revenu, il ne le cède qu'aux céréales (4 milliards environ) et dispute le second rang à l'industrie laitière avec un produit brut d'environ 1.200 millions.

On a pu ajouter que la viticulture française fait vivre 1.541.000 récoltants et leurs familles, 473.000 (2) débi-
lants, 30.814 négociants et leurs familles, qu'elle paie 1 milliard de salaires et qu'elle sert de support à des industries annexes non négligeables : foudrerie, ton-

(1) Atger (op. cit.).

(2) Laclavière et Antonelli : *La Législation sur le sucrage et le mouillage des vins* (p. 7-9).

nellerie, usines de sous-produits (tartres, acide tartrique), de produits viticoles et œnologiques, etc.

Cette intervention de l'État, qui vient de se produire, à deux reprises, par le vote des lois du 29 juin 1907 et du 15 juillet 1907, et la promulgation des décrets du 3 septembre 1907 et du 6 novembre 1907 pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, se superpose à tout un ensemble de mesures légales, mesures de circonstances — dictées par les circonstances variant en même temps que les exigences et les besoins de la viticulture — ou plutôt en même temps que les revendications de ses défenseurs attirés.

La législation viticole a donc suivi l'évolution viticole elle-même, conditionnée par celle-là, mais guidée toujours par la même idée de protection, comme s'est efforcé de le démontrer M. Atger, dans sa thèse sur la protection légale de la viticulture, à laquelle il nous arrivera, pour ce Chapitre, de faire de fréquents emprunts.

Il nous faut donc raconter à grands traits l'histoire de cette législation, histoire touffue et souvent aride, dont nous exposerons les faits saillants plutôt que les moindres épisodes.

* * *

Avant le phylloxéra, c'est-à-dire de 1850 à 1875 environ, la viticulture était prospère; on cite seulement, çà et là, quelques crises de courte durée : la fameuse mévente de 1848, conjurée dès 1852 par l'oïdium, une année difficile en 1865, une autre en 1869, mais pas de mévente, continue. Les cours étaient sans doute médio-

gres; on relève, en effet, les prix, dans le Gard en 1858, de 5 à 7 francs et en 1865, de 6 à 8 francs, et dans l'Hérault, vers 1865, de 10 à 11 francs (1), mais, par suite de la modicité relative du coût de production, le viticulteur pouvait rémunérer son entreprise et faire honneur à ses affaires. Le rendement n'était pas inférieur à ce qu'il est aujourd'hui et les frais généraux étaient moindres de moitié.

Le régime de la viticulture, à cette époque, était un régime libéral. La viticulture était libre-échangiste (les vins étrangers acquittaient un droit de 0 fr. 30 seulement par hectolitre de 1854 à 1878); à l'intérieur, elle jouissait du vinage en franchise à 18° jusqu'en 1864 et du privilège du bouilleur de cru jusqu'en 1872 (2). Sous ce régime, les exportations s'accroissent pour atteindre près de 3.800.000 hectolitres en 1875, et la distillation absorbe en moyenne de 6 à 8 millions d'hectolitres de vin. La viticulture prend son essor : le vignoble s'étend sans cesse et les récoltes s'accroissent pour atteindre une moyenne de 50 à 60 millions d'hectolitres de 1860 à 1875 : les vignobles acquièrent une plus-value croissante et se paient même, dans le Midi, jusqu'à 15.000 fr. l'hectare; la diffusion des lignes de chemin de fer permet de drainer ces énormes récoltes et de les vendre là où le coût du transport par charrettes eût été trop onéreux. Un grand bien-être règne parmi les viticulteurs. Prospérité due moins au régime libéral qu'à la multiplication des voies de communication.

A partir de 1875, cette politique change d'orientation :

(1) Atger. *La Crise viticole* (p. 10 à 12).

(2) Ce privilège, supprimé en 1872, fut rétabli en 1875.

pendant la crise phylloxérique et pendant la renaissance viticole elle devient protectionniste. Pendant la crise, ce protectionnisme se montre sous la forme de primes à la découverte de remèdes contre le phylloxéra et en dégrèvements des vignobles reconstitués, pour une période de 4 ans, à dater de leur plantation (loi du 1^{er} décembre 1887, décret du 2 mai 1888, loi du 3 août 1891). Pendant que la production française baisse de 50 %, il faut, en attendant la reconstitution du vignoble, entretenir le goût du vin chez le consommateur, faciliter à cet effet les importations et la fabrication des succédanés. Le tarif général des douanes du 7 mai 1881 établit un double tarif très modéré de 2 francs et 4 fr. 50 par hectolitre jusqu'à 15°. Des traités de commerce accordent, en outre, des tarifs de faveur : à l'Italie, 3 francs (3 septembre 1881); à l'Espagne, 2 francs (3 septembre 1882). Les importations passent de 1.400.000 hectolitres (1876-1880) à 10.677.000 (1885-1890).

En même temps on faisait appel aux vins factices.

Aux vins de raisins secs, d'abord. Il suffit de restituer de l'eau aux raisins secs et de provoquer la fermentation pour obtenir du vin (100 kilog. de raisins secs donnent 3 hectolitres de vin environ). Les importations de raisins secs passent de 100.000 quintaux, en 1875, à 775.000, en moyenne, de 1879 à 1889.

On connaissait aussi la propriété que possède le sucre dilué de donner par fermentation de l'alcool dans les proportions de 1.700 grammes de sucre pour 1 litre d'alcool. On s'en servait en Bourgogne pour élever le degré alcoolique de la vendange à laquelle on ajoutait du sucre. Mais le sucre était cher et l'impôt qu'il devait supporter en rendait l'emploi dispendieux.

En 1880 on abaissa la taxe du sucre de 73 à 40 francs.

En 1884, la taxe des sucres est relevée à 50 francs, mais à l'instigation des viticulteurs, une détaxe leur permet d'obtenir les sucres employés à la vinification avec un droit réduit de 20 francs les 100 kilogr., avec la limitation de 20 kilogr. par 3 hectolitres de vendanges (3 hectolitres de vendanges donnant 2 hectolitres de vin).

Un décret du 22 juillet 1885 étend le bénéfice de la loi aux vins de deuxième cuvée, c'est-à-dire fabriqués par addition d'eau au marc, jusqu'à concurrence de 50 kilogr. par 3 hectolitres de vendanges. Le sucrage en première cuvée était destiné à relever le degré du vin, le sucrage en deuxième cuvée à obtenir de la boisson pour la consommation familiale.

La loi du 27 mai 1887 élève le droit sur le sucre à 60 francs pour la consommation générale et à 24 francs pour le sucrage. Enfin, la loi du 29 décembre 1889 crée une taxe de fabrication de 1 franc par hectolitre, droit de statistique en quelque sorte.

A partir de 1889, la renaissance viticole inspire une politique protectionniste de tendance opposée, destinée à provoquer l'évacuation, hors du marché, des succédanés et des vins étrangers. Le traité franco-italien, à la suite des tarifs italiens de 1887, est dénoncé (janvier 1888). Les vins italiens sont imposés d'un droit de 20 francs par hectolitre. Nos tarifs sont remaniés le 11 janvier 1892 : 0 fr. 70 par degré, tarif minimum, et 1 fr. 20, tarif maximum, jusqu'à 10°9, et, au-dessus, 1 fr. 56 par degré (le droit de l'alcool pur). Le tarif de 1891 taxe le vin, non plus au degré, mais au volume, 12 et 25 francs, jusqu'à 11°9; de 12° à 15°, la taxe de l'alcool pur pour le degré supplémentaire; et au-dessus, la taxe de l'alcool pur pour le tout.

L'amendement Piou, du 8 février 1899, prohibe tout

mélange en franchise de vins français et étrangers dans les entrepôts.

Aussi les importations de l'Espagne tombent-elles de 9 137.000 hectolitres en 1890 à 640.000 en 1900; et celles de l'Italie, de 334.000 en 1892 à 85.000 en 1900.

On se tourne en même temps contre les vins factices.

La loi du 14 août 1889 oblige les vins factices à révéler par des signes extérieurs leur origine et leur interdit la dénomination de vin réservée « au produit naturel de la fermentation de raisin frais ».

La loi du 27 juillet 1889 soumet à l'exercice les fabricants de vin de raisins secs.

La loi du 26 juillet 1890 distingue entre la fabrication en vue de la vente et la fabrication en vue de la consommation familiale. La fabrication familiale n'est pas inquiétée, mais un droit de fabrication est imposé au négociant : 0 fr. 40 par degré hectolitre jusqu'à 10 degrés et 0 fr. 60 de 10 à 15 degrés. La quantité imposable n'est pas inférieure à 25 francs par 100 kilogr.

Un décret du 19 août 1889 institue des titres de mouvement de couleur différente pour les vins naturels et les vins factices. Un autre, du 8 octobre 1890, assujettit les propriétaires de fabriques de vin de raisins secs au régime des commerçants de boissons et interdit tout mélange de vin naturel et de vin factice sous le nom de vin naturel. Il institue l'obligation de comptes séparés et de locaux distincts.

La loi de douanes du 11 juillet 1892 réduit à 1 franc par hectolitre le droit de fabrication des vins de raisins secs; mais le tarif douanier élève de 6 francs à 15 francs par 100 kilogr. le tarif minimum sur les raisins secs et 25 francs le tarif maximum.

La loi du 15 novembre 1894 aggrave encore ces dis-

positions : on établit une taxe de 15 francs sur les raisins secs de table et de 25 francs, tarif minimum, sur les raisins secs à boisson; 40 francs au tarif maximum.

Enfin, la loi du 6 avril 1897 prohibe les raisins secs. Les raisins secs à boisson sont exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool. Ils sont imposés à raison de 30 litres d'alcool pur par 100 kilogr., s'ils sont à destination du fabricant; et de 6 francs s'ils sont à destination de la consommation familiale. (Bien entendu ces dispositions sont une aggravation du système douanier auquel elles se superposent.)

Ainsi, sous ce régime, les vins de raisins secs acquittent :

1° Le droit de douane $\frac{25 \text{ ou } 40 \text{ fr.}}{3} = 8 \text{ f. } 70 \text{ ou } 13 \text{ f. } 30.$

2° Droit de fabrication de 1 fr. par hectolitre.

3° Droit de $\frac{30 \text{ litres d'alcool}}{3}$ à raison de 156 fr. l'hectol.

Soit 15 fr. 60 (22 fr. depuis le relèvement du droit de consommation sur l'alcool de 1900).

Ou bien le droit de 6 fr. (consommation familiale).

La concurrence leur est donc à peu près impossible.

Ainsi les vins de raisins secs sont-ils peu à peu éliminés. (3.178.000 hectol. en 1890 et 107.000 hectol. seulement en 1900.)

En même temps, toute cette législation est complétée par une série de mesures contre les vins factices illégitimes, contre la fraude.

La loi du 27 mars 1851, sur les substances alimentaires et médicamenteuses, rendue applicable aux boissons par la loi du 5 mai 1855 frappe des peines portées par l'art. 423 du Code pénal : la falsification; la mise en

vente de denrées ou substances alimentaires falsifiées; et la tromperie sur la qualité ou le poids. (2 mois à 2 ans d'emprisonnement, 50 à 500 francs d'amende.)

La loi du 14 août 1889 oblige les vins de raisins secs et de sucre à révéler la tare de leur origine. L'usage de la dénomination de vin pour désigner ces produits ou le mélange de ces produits avec le vin naturel constitue une usurpation, contre laquelle on institue un système de mesures préventives et répressives.

La loi du 10 juillet 1891 interdit l'addition de certaines substances nuisibles, colorantes, acides, sel ou plâtre, ces derniers en quantité exagérée. (6 jours à 3 mois d'emprisonnement, 16 à 500 francs d'amende.)

La loi du 24 juillet 1894 punit des peines portées à l'art. 1^{er} de la loi de 1851 le mouillage et le vinage même si ce mouillage est connu de l'acheteur.

La loi du 6 avril 1897, enfin, prohibe la vente des vins de sucre de deuxième cuvée, des vins de marc et des piquettes dont la fabrication est réservée uniquement à la consommation familiale. (Amende de 500 à 5.000 fr., pénalité de la loi du 28 janvier 1872 qui prévoit les infractions fiscales en matière de spiritueux.)

Dans cette évolution de la législation contre la fraude se manifeste un changement d'orientation : de la protection du consommateur (qui était le système du Code pénal) vers la protection du producteur.

*
* *

Au seuil de la crise, la viticulture semble florissante : les récoltes augmentent et la moyenne oscille entre 30 ou 40 millions d'hectolitres, les prix paraissent satisfai-

sants et l'on peut penser que l'orientation protectionniste de la politique viticole a rétabli la prospérité de la viticulture et permis sa reconstitution.

En 1900, la crise éclate de façon soudaine. Pour remédier à l'encombrement provoqué par une très grosse récolte, on demande à l'Etat, non plus seulement de défendre les viticulteurs contre des rivaux ou des chargés de fonction récalcitrants, mais de créer des débouchés nouveaux : accroître la consommation intérieure, soit en facilitant l'évacuation des vins vers la chaudière, soit en activant la consommation de bouche par des dégrèvements. — Or, ces dégrèvements ne pouvaient s'effectuer qu'en déplaçant le fardeau fiscal, — en l'espèce sur l'alcool, victime désignée sinon résignée; or, les représentants de l'alcool industriel ne consentaient à la surtaxe que si aucun avantage nouveau n'était consenti à l'alcool de vin. Il ne pouvait donc être question ni d'une prime à la distillation ni d'une taxe différentielle, c'est-à-dire d'une taxe de faveur pour les alcools de vin — avantages qui auraient permis à l'alcool de vin, d'un prix de revient plus coûteux que celui de l'alcool d'industrie, de lutter à armes égales contre lui. Une transaction intervint : on s'arrêta au principe du dégrèvement, et, en échange, les représentants des intérêts viticoles durent consentir à la suppression du privilège des bouilleurs de cru qui facilitait l'écoulement de l'alcool en fraude, le bouilleur étant jadis libre de distiller à sa guise sans contrôle, tandis que le distillateur d'alcool industriel était soumis à un régime de surveillance étroit.

La loi du 24 décembre 1900 comporte donc la suppression virtuelle du privilège des bouilleurs de cru et le dégrèvement des boissons hygiéniques.

Avant cette loi, le vin, au point de vue fiscal, est soumis au régime de la loi du 18 avril 1816. Il acquitte :

1° Un droit de circulation de 1 fr. 50 à 2 francs, suivant la zone ;

2° Un droit d'entrée de 0 fr. 40 à 2 fr. 25, suivant la population de la ville destinataire, avec, en outre, le plus souvent un droit d'octroi très lourd (Lille, 21 francs; Paris, 18 francs; Brest 15 fr. 40; Reims, 15 fr. 16; Lyon, 13 fr. 96, etc.) ;

3° Un droit de détail payé par le débitant au *prorata* des prix de vente, 12 fr. 50 %.

Certaines villes, Lyon et Paris, étaient rédimées des droits d'entrée et de circulation, remplacés par une taxe unique, d'autres rédimées seulement du droit d'entrée; et certains débitants abonnés par la Régie suivant un accord de gré à gré.

La loi du 29 décembre 1897 supprime les droits d'octroi sur les vins. — Ils ne pourront excéder, en attendant le 31 décembre de l'année suivante, un tarif variant de 0 fr. 25 à 2 fr. 50.

La loi du 29 décembre 1900 confirme cette loi et comporte la suppression du droit de détail et du droit d'entrée : le droit de circulation seul est maintenu et unifié, soit 1 fr. 50 par hectolitre.

Les licences seules sont augmentées. L'alcool supporte un droit de 220 francs, soit une surtaxe de 64 francs.

Sous le régime de cette loi, la consommation taxée s'accroît :

En 1900.....	35.905.000 hectol.
1901.....	43.438.000 —
1902.....	45.906.000 —
1903.....	42.048.000 —

En 1903, un fait nouveau s'accomplit qui marque un changement d'orientation dans la politique viticole.

A la suite de la convention de Bruxelles qui supprime les primes à l'exportation des sucres pour accroître le marché national, on procède, comme pour les vins, à un dégrèvement fiscal. La loi des 28-29 janvier 1903 abaisse à 25 francs par 100 kilogr. le droit de consommation des sucres. Or ce droit coïncide avec le droit réduit dont bénéficiait le sucreur. Si le sucreur pouvait être surveillé sous l'ancien régime, parce que pour jouir de la détaxe il devait procéder à une déclaration suivie de contrôle effectif, sous le nouveau régime ce moyen de défense paraît illusoire puisque la déclaration ne procure aucun bénéfice — au contraire. Dès lors, n'y a-t-il pas à craindre la fabrication clandestine des vins de sucre en quantité illimitée puisqu'on pourra se procurer dans le commerce — sans l'intervention de la Régie — le sucre à 25 francs.

Ces craintes trouvèrent un écho à la Chambre. M. Chaigne déposait un amendement à la loi, qui devenait l'article 7. Cet art. 7 maintenait la nécessité de la déclaration et limitait les quantités autorisées à 10 kilogr. de sucre par trois hectolitres de vendange en première cuvée, et 40 kilogr. en deuxième cuvée par 3 hectolitres et par personne; enfin, il imposait la déclaration et la justification d'emploi de plus de 50 kilogr. de sucre pour les détenteurs de vendanges, moûts et marcs de raisins.

Des amendements de MM. Augé proposant la suite du sucre, Gauthier proposant la prohibition du sucrage, Cunéo d'Ornano assimilant à l'alcool le sucre allant à la vinification, furent successivement repoussés.

Le décret du 21 août 1903 réglemeute le sucrage et exige la déclaration trois jours à l'avance, à la recette-buraliste, avec légalisation de l'autorité municipale.

L'article 7 et le décret du 21 août 1903 ne désarmèrent pas les viticulteurs. Les vins qui, par suite de la récolte déficitaire, avaient atteint les cours de 25 francs et même 30 francs, au commencement de la campagne 1903-1904, se liquident à 10 et 15 francs, dès le mois de mars. Cet effondrement des cours semblait justifier les sentiments des viticulteurs qui accusaient, avec beaucoup de vraisemblance, la fabrication clandestine des vins de sucre d'avoir afimenté le marché.

Dès lors, il parut évident aux viticulteurs qu'ils avaient conclu un marché de dupes en 1903. Ils avaient échangé la libération du vin contre la perte du privilège des bouilleurs de cru, mais, outre qu'ils n'avaient rien reçu en échange lors du vote de la loi des 28-29 janvier 1903 sur le régime des sucres, ils voyaient, au bénéfice de cette loi, s'évanouir tous les avantages du dégrèvement des vins. Leur politique viticole s'orienta, dès lors, vers la reprise du privilège des bouilleurs de cru et, au besoin, la taxe différentielle et vers une limitation aussi rigoureuse que possible de la fabrication des vins de sucre.

Le régime de la suppression du privilège avait été rendu intolérable par la loi du 31 mars 1903 et surtout le décret du 18 août 1903. — Il n'entre pas dans notre sujet de nous étendre sur le régime des alcools qui déborde la question viticole. Qu'il nous suffise de dire que la loi des 27-28 février 1906 rétablit le privilège : « Les propriétaires distillateurs de mares, vins, cidres, « poirés, prunes, cerises, lies provenant exclusivement « de leurs récoltes sont affranchis de toute déclaration « préalable et de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906. »

Cette restitution du privilège correspondait à un pro-

gramme minimum. Les viticulteurs auraient voulu faire de la distillation « la soupape de sûreté » qui aurait permis de délester le marché des excédents lors des grosses récoltes, et surtout de supprimer les petits vins ou les vins défectueux dont la concurrence était désastreuse pour les bons.

Mais que faire de l'eau-de-vie ? — Le marché se trouvait encombré par les alcools industriels dont les prix de revient (25 à 35 francs), étant de beaucoup inférieurs à celui des alcools de vin, leur assurait une incontestable prédominance. Même en temps de crise, en effet, si l'on évalue à 10 francs l'hectolitre de vin à 8°, en supposant que l'appareil à distiller permit d'utiliser tout l'alcool contenu dans le vin, il faudrait environ 12 hectolitres de vin pour produire un hectolitre d'alcool, soit $12 \times 10 = 120$ francs, sans compter les frais de fabrication (3 francs environ). La concurrence n'est donc pas possible pour l'alcool de vin.

Deux solutions sont en présence : Autoriser le vinage — et en l'espèce il serait parfaitement logique qu'on put relever le degré du vin avec de l'alcool de vin, puisque cette bonification est licite lorsqu'elle est réalisée au moyen de sucre — ou bien accorder aux alcools de vin un tarif de faveur qui leur permit de soutenir la lutte. La première solution avait été proposé dès 1900 par les Sociétés centrales d'agriculture du Gard et de l'Hérault et par M. Salis, en 1903, à la Chambre des députés. Mais le prix de revient du degré alcool est de 1 franc avec le vinage en franchise et de 0 fr. 60 environ avec le sucrage; d'autre part, le vinage en franchise présente les mêmes inconvénients que le sucrage : il permet de surélever le degré du vin pour le ramener à la teneur normale par un mouillage subséquent. Le vinage en

franchise ne pouvait se concevoir que sous le contrôle de la Régie — contrôle qui ne pouvait être efficace que sous le régime de l'abolition du privilège des bouilleurs.

Restait la seconde solution : traitement préférentiel des alcools de vin. Elle comportait trois modalités : la prime à la distillation, la taxe différentielle, le monopole.

M. Augé proposait, en 1901, d'accorder une indemnité de 50 centimes par hectolitre au propriétaire distillant son vin, prime payée par une surtaxe de 50 centimes sur le droit de circulation relevé de 1 fr. 50 à 2 francs. Mais après avoir été accueillie favorablement dans les milieux viticoles, cette idée subit de nombreuses critiques : on reprochait avec raison à la prime d'être un peu faible, et, partant inefficace, en tout cas de favoriser les mauvais vins allant à la chaudière au dépens des bons.

Toutefois, un mouvement se dessine en faveur de ce système auquel se rallie le rapporteur du Congrès viticole du Sud-Ouest (Bordeaux, 14 janvier 1907) et les auteurs du projet d'entente de la betterave et de la vigne.

La taxe différentielle consiste dans une différence de traitement entre les alcools d'industrie et les alcools de vin, les premiers étant imposés à un taux plus élevé que les seconds. La différence est calculée sur la différence entre les prix de revient des alcools d'industrie et des alcools de vins. — Divers procédés sont possibles; tantôt on détaxe l'alcool de vin, tantôt on surtaxe l'alcool. Dès 1902, deux projets de lois avaient été déposés à la Chambre, le projet Lauraine et le projet Leygues. Le projet Lauraine établit un droit de 270 francs sur l'alcool d'industrie et de 200 francs sur l'alcool du vin. Le projet Leygues fixe ces droits à raison de 270 francs sur les

alcools d'industrie et 220 francs sur les alcools de vin.

Le rapport Clémentel (1902), présenté au nom de la Commission d'enquête sur les causes de la crise viticole, se préoccupe, mieux que les précédents, d'organiser le régime des alcools en assurant aux alcools d'industrie un débouché sous forme d'alcool dénaturé.

En 1905, M. Clémentel, à la Chambre, et M. Gauthier, au Sénat, reviennent à la charge : taxe de 240 francs sur les alcools d'industrie et de 180 francs sur les alcools de vin. Enfin, M. Nègre, sénateur de l'Hérault, propose encore, sans succès, au Sénat, en juillet 1906, une taxe de 240 francs sur les alcools d'industrie, 200 francs sur les alcools de vin et une prime de 20 francs par hectolitre pour les alcools dénaturés.

Quant au monopole de l'alcool acclamé par surprise au Congrès viticole de Béziers (janvier 1907), il n'a fait l'objet d'aucune proposition de loi de la part des Représentants de la viticulture au Parlement. Le projet de MM. Astier, Chaigne et Ruau (27 février 1903), et le projet Jaurès-Briand (1904), ont également échoué.

Ainsi la politique viticole relative aux alcools échouait : il fallait renoncer à faire fonctionner dans des conditions lucratives la soupape de sûreté de la distillation. Mais parallèlement se poursuivait une campagne contre la concurrence des vins de sucre et la fraude.

Il existe entre le sucrage clandestin et le mouillage une solidarité facile à saisir. Le sucrage clandestin n'est profitable et lucratif que grâce au mouillage qui augmente les quantités mises en vente. En frappant le mouillage on atteint indirectement le sucrage. La répression du mouillage était assurée par la loi du 24 juillet 1894, mais le système répressif est inefficace tant que l'on n'organise pas un système préventif. Ce système,

c'est l'exercice. — L'exercice consiste dans le contrôle de la Régie sur les entrées et les sorties chez les assujettis : on compare les entrées aux sorties — comparaison rendue facile par les pièces de régie auxquelles donnent lieu ces mouvements — l'écart entre les entrées et les sorties doit correspondre au stock en cave dont on fait l'inventaire. Tout excédent révèle un mouillage.

Le système intégral aurait été l'application de l'exercice aux propriétaires, aux négociants et aux débitants.

L'exercice des propriétaires avait jadis fonctionné de 1804 à 1809, mais il avait donné lieu à de tels mécomptes que l'Administration impériale elle-même, l'ayant jugé inutile, en avait prononcé la suppression. — L'exercice n'était appliqué qu'aux négociants et aux débitants. La loi de 1900, en supprimant le droit de détail payé par le débitant, avait supprimé aussi l'exercice : à quoi bon le maintenir, la Régie n'étant pas intéressée, puisque le droit, en vue de la constatation duquel ce système était en vigueur, venait d'être abrogé. D'autre part, l'exercice du débitant avait toujours présenté de grosses difficultés : les entrées donnaient lieu à des titres de mouvement, mais les sorties ? Il n'était pas possible d'exiger des pièces de régie pour des quantités de quelques litres, parfois d'un litre seulement, enlevés d'heure en heure par la clientèle. Dès lors il n'existait aucun contrôle efficace, à tel point que la Régie préférait abonner à forfait les débitants. Le contrôle préventif du mouillage ne s'exerçait plus que chez les négociants — et encore pas chez tous. Ceux de Paris, en effet, n'étaient pas soumis à l'exercice : « Avant le vote de la loi du 29 décembre 1900, écrivent MM. La Clavière et Antonelli (1), le commerce

(1) *La Législation du mouillage et du sucrage des vins.*

des vins étant presque entièrement concentré dans les entrepôts réels, car les négociants n'avaient pas intérêt à constituer des approvisionnements qui acquittaient à l'entrée des taxes élevées. Mais lorsque les vins n'eurent plus à supporter que le droit de circulation de 1 fr. 50 par hectolitre, nombre de négociants transportèrent leurs opérations des entrepôts réels dans l'intérieur de la ville. Ils échappaient ainsi à toute surveillance et pouvaient avec une quasi-certitude de l'impunité, se livrer à de fructueux allongements ».

Il faut enfin ajouter qu'à l'intérieur de Paris certains négociants fabriquaient, avec des raisins de vendange, une boisson d'abondance, et les épiciers, à l'aide de produits de toute nature, une boisson dite de ménage.

Ce n'est pas tout. Même soumis à l'exercice, l'assujéti pouvait déjouer le fisc. Il suffisait de majorer ses entrées réelles par des titres de mouvement fictifs obtenus, soit avec la complicité du récoltant, soit en imaginant un récoltant fictif. En tout cas, on levait un titre de mouvement qui ne correspondait pas à une entrée réelle. Ces acquits fictifs donnaient une marge fort appréciable au sucrage.

Cette pratique était prohibée par l'art. 4 de la loi du 6 avril 1897, mais sans système préventif.

Ainsi la lutte contre le mouillage devait comprendre une série de mesures :

- 1° La prohibition des acquits fictifs ;
- 2° La prohibition de la fabrication de boissons fermentées dans Paris ;
- 3° L'exercice des négociants parisiens ;
- 4° L'exercice des propriétaires, des négociants et des débitants.

1° La loi du 18 juillet 1904 édicte, à l'égard des

acquits fictifs, deux sortes de dispositions : les acquits devront porter la signature du récoltant et être visés en cours de route, afin de permettre au Service de s'assurer de la réalité du chargement. Le visa sera exigé à partir de 20 hectolitres. C'est le système appliqué à l'alcool par l'art. 8 de la loi du 16 décembre 1897.

La loi du 6 août 1905 rend ces dispositions encore plus rigoureuses : le visa est exigé à partir de 10 hectolitres. De plus, l'art. 10 de la même loi autorise le récoltant à rechercher dans les registres de la recette-buraliste s'il n'a été fait aucun abus de son nom.

Enfin, la loi du 15 juillet 1907 exige le visa à partir de 5 hectolitres.

2° Pour ce qui est de la fabrication des boissons fermentées dans Paris, la même loi du 18 juillet 1904 comporte prohibition des boissons fermentées dans Paris, sauf pour le cidre et la bière. Mais les épiciers sont autorisés à fabriquer des boissons de ménage à emporter à condition qu'elles titrent moins de 2 degrés. (Circulaire de l'Administration des contributions indirectes, n^{os} 572, 595.) Cependant, sur l'intervention très énergique des groupements viticoles et de leurs représentants, la circulaire 696 du 17 juillet 1907 a retiré la tolérance de cette fabrication.

3° La loi du 6 août 1905 rétablit l'exercice dans Paris.
« A partir du 1^{er} janvier 1906, toute personne exerçant
« dans Paris la vente des vins en gros sera tenue de
« placer dans les entrepôts publics les boissons desti-
« nées à la vente. Une tolérance est accordée jusqu'au
« 1^{er} janvier 1906 à ceux dont les locaux auront été
« agréés par l'Administration pour service d'entrepôts
« fictifs ».

La loi du 15 juillet 1907 les astreint à la vérification,

par le Service, des quantités reçues, avant d'en pouvoir disposer. (Art. 1^{er}.)

4° Pour ce qui est de l'exercice intégral, le principe n'en a pas été reconnu, on s'est arrêté à des demi-mesures : la déclaration de récolte par le propriétaire et le contrôle plus efficace du mouillage.

Le principe de la déclaration obligatoire de récolte acclamé par les différents Congrès viticoles dès 1905 et réclamée par les différents organes de défense viticole est reconnu par la loi du 29 juin 1907. Tout producteur devra déclarer, après la récolte, à la mairie de la commune, où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite ;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids des vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues ;

4° S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre; il en sera donné récépissé. Copie sera transmise par les soins de la mairie au receveur ruraliste de la localité qui ne pourra délivrer au déclarant des titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée. (Art. 1^{er}.) La publicité de ces déclarations est assurée par l'affichage qui permet à chacun d'en contrôler la véracité.

La déclaration de récolte est un exercice mitigé; elle

maintient le principe même de l'exercice : correspondance des ressources et des emplois. — Seule, la visite domiciliaire des agents est évitée au propriétaire. — La loi du 6 août 1905 prévoit cependant des perquisitions domiciliaires par le Service en cas de suspicion légitime mais en les entourant de garanties judiciaires. (Ordonnance du Président du Tribunal ou du Juge de Paix, assistance d'un Officier de police judiciaire.)

On a vu la difficulté d'établir l'exercice chez le détaillant par suite de la difficulté de faire correspondre les litres de mouvement aux sorties. On avait imaginé un système différent pour vérifier le mouillage chez le débitant sans contrôler les quantités : c'était d'exiger la suite du vin en volume et en degré à l'aide de titres de mouvement portant indication et du volume et du degré.

Dès la propriété, le degré alcoolique du vin aurait été surveillé; il n'aurait pas été possible au débitant d'altérer le vin. Mais il eût fallu renoncer aux pratiques des coupages indispensables au commerçant pour satisfaire sa clientèle et on eût abouti à des écritures extraordinairement compliquées. Le principe fut rejeté.

Mais une surveillance rigoureuse est établie sur tous les débitants de boissons par la loi du 1^{er} août 1905. Cette loi, tout en définissant de façon plus compréhensive que les anciens textes les délits de tromperie et de falsification, renforce toutes les pénalités des lois sur les fraudes en supprimant l'article 423 et le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, en abrogeant la loi du 27 mars 1851 et celle des 5-9 mai 1855 et en leur substituant des pénalités nouvelles beaucoup plus élevées.

Le décret du 10 juillet 1906 organise la procédure des prélèvements.

Deux circulaires du Ministre de l'Agriculture, l'une

du 20 février, l'autre du 26 février 1907, instituent un service de prélèvement d'échantillons des marchandises et service de laboratoires agréés par l'Etat, une véritable administration de surveillance sanitaire et d'hygiène publique à l'égard de l'alimentation.

Il faut enfin ajouter à toutes ces mesures préventives à l'égard du mouillage la surveillance des mares et des lies (qui peuvent produire du vin par dilution d'eau). Tout expéditeur de mares de raisins et de lies sèches sera tenu de se munir, à la recette la plus proche, d'un passavant de 0 fr. 10 indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire. (Art. 8 de la loi du 6 août 1905.) L'art. 3 de la loi du 29 juin 1907 astreint les levures à la même formalité.

L'art. 12 de la loi du 6 août 1905 modifie le dernier paragraphe de l'art 3 de la loi du 6 avril 1897 pour comprendre les piquettes dans les prohibitions qu'elle édicte : « La circulation des boissons de mares, piquettes, provenant de l'épuisement des mares par l'eau « sans additions d'alcool et de sucre ou de matières « sucrées est interdite..... sauf quand elle n'a pas lieu « en vue de la vente ».

Restait le sucre, contre lequel les représentants de la viticulture ont concentré leur effort. Pour prévenir les abus du sucrage, notamment le sucrage clandestin, trois procédés étaient possibles : celui de la suspicion légitime de la détention d'une certaine quantité de sucre chez les possesseurs de produits viticoles; celui de la suite des sucres à l'aide de titres de mouvement, comme les matières premières des boissons (vendanges par exemple pour le vin); ou suite des sucres combinée avec une surtaxe des sucres allant à la vinification.

Par le premier système, on surveillait les accumula-

lions de sucre; par le second, on s'assurait que les quantités légales pour le sucrage n'étaient pas dépassées; par le troisième, en imposant au vin de sucre un régime analogue à celui des vins de raisins secs, on limitait la production des vins de sucre en élevant artificiellement leur coût de production.

Le premier système est celui de la loi du 28 janvier 1903; le second, celui de la loi du 6 août 1905; le troisième, celui de la loi du 29 juin 1907.

L'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903, tout en édictant les limitations légales, impose, en outre, la déclaration et la justification d'emploi de la part de tous ceux qui détiennent simultanément plus de 50 kilogr. de sucre et des vendanges, moûts et marcs de raisins.

La loi du 6 août 1905 étend ce principe. Tout détenteur d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 200 kilogr., et dont le commerce ou l'industrie n'en comporte pas la possession, est tenu de faire une déclaration à la Régie et de se soumettre aux visites des employés de la Régie. (Art. 3.) — D'autre part, l'art. 7 de la loi du 27 janvier 1903 est modifié. Il n'y a pas que les vendanges, les moûts et marcs de raisins frais, qui, par addition de sucre et d'eau, peuvent donner du vin de sucre : le vin nouveau qui contient encore des ferments est susceptible de servir de levain au vin de sucre. Aussi, le mot de « vin destiné à la vente » est-il ajouté à la liste des marchandises dont la détention simultanée avec celle d'une quantité de 50 kilogr. de sucre paraît suspecte. (Art. 2.)

Mais les débitants de vins et détaillants auraient été sous le coup de la loi et exercés à raison du sucre qu'ils détiennent pour leur commerce; aussi sont-ils exonérés de l'obligation de l'art. 2, sauf s'ils détiennent des vendanges, moûts, lies, marcs, ferments ou levures.

La suite des sucres fut adoptée par la loi du 6 août 1905, mais avec des atténuations. Elle n'est imposée que pour des quantités supérieures à 50 kilogr. et que si ces quantités sont à destination de personnes dont le commerce ou l'industrie n'en comporte pas l'emploi. En ce cas, le sucre est accompagné d'un acquit à caution. (Art. 3.) Tout négociant de sucre convaincu d'avoir violé ces dispositions sera soumis à l'exercice.

Quant à la suite intégrale du sucre, elle fut repoussée dans le désir de ne pas gêner les épiciers.

La loi du 29 juin 1907 étend le principe de la suite du sucre et applique la surtaxe :

1° « Tout commerçant qui vendra du sucre ou du « glucose par quantités supérieures à 25 kilogr. est tenu « d'en faire préalablement la déclaration à l'Administra- « tion des Contributions indirectes. Il devra inscrire ses « réceptions de sucre et de glucose sur un carnet con- « forme au modèle qui sera fourni par l'Administration.

« Il mentionnera sur le même carnet les livraisons « supérieures à 25 kilogr. Ce registre sera représenté à « toute réquisition du service des Contributions indirectes qui procédera à toutes les vérifications nécessaires « pour le contrôle des réceptions et des livraisons. » (Art. 8.)

2° Le premier paragraphe de l'art. 7 de la loi du 28 janvier 1903 est complété comme suit : « Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de « 40 francs par 100 kilogr. de sucre raffiné : cette taxe « est due au moment de l'emploi ».

3° Enfin, la loi du 29 juin 1907 restreint la fabrication des vins de sucre de deuxième cuvée et des piquettes : 20 kilogr. de sucre par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, et par 3 hectolitres de

vendange, sans pouvoir dépasser 200 kilogr. par exploitation, et 40 hectolitres de piquette réservée à la consommation familiale par exploitation.

La loi du 29 juin 1907 donne donc satisfaction, — malgré l'intransigeance de quelques-uns — aux revendications viticoles. Le mouillage est enrayé par le contrôle des commerçants de Paris, la surveillance des débitants, la déclaration obligatoire de récolte, la limitation de la fabrication des piquettes; et le suerage, par la suite des sucres et la surlaxe des sucres allant à la vinification, surlaxe qui élève le prix de revient de l'hectolitre de vin de sucre à 40 fr. + 25 fr. = 65 fr. + 30 fr. de prix d'achat = 95 francs environ les 100 kilogr. de sucre employé à la vinification; soit à raison de 17 kilogr. pour un vin de 10°, 17 francs environ l'hectolitre, sans compter la manipulation et les substances complémentaires.

* * *

Bien qu'il soit malaisé d'apprécier un système dont le couronnement date de quelques mois à peine, on peut cependant se livrer à des considérations pessimistes sur son efficacité. Sans doute, des interventions politiques scandaleuses ont arrêté parfois le cours normal des lois; mais cependant, malgré quelques défaillances soigneusement exploitées, le Service a fait son devoir : du 1^{er} août 1905 au 1^{er} juillet 1907, 4.203 poursuites ont été engagées, dont 3.640 ont abouti à des condamnations. Dans le ressort de Paris, 1.740 procédures ont été suivies de 1.538 condamnations; à Montpellier, 637 ont donné lieu à 619 condamnations; 256 à 251 à Douai; 231 à 136 à Aix; 174 à 154 à Nîmes.

Malgré le vote des lois nouvelles, malgré leur application chaque jour plus rigoureuse, malgré un ensemble de circonstances favorables pourtant au relèvement des cours, gelées en Bourgogne, inondations générales et dévastations dans le Midi, c'est à peine si l'on enregistre une légère hausse. Dès lors, n'est-on pas fondé à penser que la politique viticole a fait fausse route et que sa faiblesse éclate en pleine victoire ?

M. Atger, dans deux ouvrages dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, s'est efforcé de rechercher les raisons et du succès apparent de la politique viticole jusqu'en 1900, et de son échec depuis cette date.

Avec beaucoup de minutie, cet auteur s'est attaché à démontrer pour la première période que les dégrèvements n'avaient pas activé les plantations et que les faveurs accordées aux fabricants de vin de sucre n'avaient pas été accueillies par les viticulteurs, qui n'avaient pas utilisé toute la tolérance légale, et dont la fabrication de vins artificiels était restée bien en deçà des limites imposées par la loi — alors même que sous le régime du dégrèvement des sucres, cette fabrication était lucrative et rémunératrice. De même, les mesures prohibitionnistes contre les vins étrangers ne portaient point, parce que les vins algériens avaient pris leur place. Ainsi toute cette législation se serait trouvée complètement inutile, mais comme elle avait coïncidé avec le développement de la viticulture, on avait pris pour un rapport de cause à effet une simple coïncidence. Ainsi aurait pris naissance le préjugé qu'on peut combattre la crise viticole à l'aide d'une législation protectrice soi-disant dirigée contre la fraude.

De même, examinant la législation de 1900 à 1907, M. Atger s'est efforcé de démontrer qu'elle était inopé-

rante, non pas parce qu'elle n'atteignait pas les fraudes, mais parce qu'elle était dirigée contre un ennemi imaginaire : le vin de sucre et le mouillage.

Le vin de sucre, par suite de son prix de revient relativement élevé (12 francs environ), ne pouvait guère être rémunérateur que pendant la campagne 1903-1904.

On ne saurait donc imputer l'accroissement de la consommation du sucre, les années suivantes, à la fabrication clandestine. C'est donc l'accroissement de la consommation de 1903 à 1904 qu'il faut retenir.

Voici quelle est la consommation du sucre :

1900-1901 : 438 541 tonnes.

1901-1902 : 432.992 tonnes.

1902-1903 : 371.119 tonnes.

1903-1904 : 699.030 tonnes.

1904-1905 : 540.274 tonnes.

L'accroissement de 1904-1905 par rapport à 1902-1903 peut être considéré comme normal et résultant du taux de la détaxe (puisque la fabrication clandestine dès cette époque ne constituait plus une bonne affaire). C'est donc la différence entre 1903-1904 et 1904-1905 qui indique les quantités ayant pu, selon toute apparence, alimenter la fraude, soit 159.000 tonnes, ce qui donnerait environ 13 millions d'hectolitres de vin de sucre.

Entrant plus avant dans les statistiques, M. Alger s'attache à montrer que la fabrication n'a guère pu être faite que de septembre à mars, car en mars les mares sont détériorés et d'ailleurs dès ce moment les cours s'effondraient. Il aboutit ainsi, à l'aide d'inductions ingénieuses, à un chiffre de 108.000 tonnes pouvant produire 8 millions environ d'hectolitres de vin de sucre, dont il

faudrait défalquer le vin de sucre déclaré, ce qui laisserait en fin de compte une fraude possible de 5.400.000 hectolitres (1). Or, en 1903, la récolte était déficitaire, 35 millions d'hectolitres environ, tandis qu'elle était de 57 millions en 1901, et de 39 en 1902 !

L'accroissement de la consommation du sucre en France serait d'ailleurs parfaitement explicable par des causes naturelles et normales : à la suite de la convention de Bruxelles, l'Allemagne, de 1903 à 1907, passe d'une consommation par tête de 13 kilogr. à une consommation par tête de 19 kilogr. La France, de 12 kilogr. à 17 kilogr. L'écart est donc parfaitement légitime et il ne faut voir dans son amplitude que l'effet du dégrèvement des droits accélérant la consommation de bouche.

Quant au mouillage, qui paraît indiscutable, nous ne pensons pas qu'il ait été un facteur prédominant : il semble, en effet, que c'est surtout avant la crise, quand le vin se vendait à des prix rémunérateurs, que l'intermédiaire avait intérêt à couper le vin et à en augmenter le volume. Le mouillage, s'il se produit, doit certainement s'effectuer sur une plus petite échelle qu'autrefois, parce qu'en temps de crise il est de moins en moins rémunérateur.

Ni mouillage, ni sucrage, en un mot ni fraudes, ni falsifications ne sont en cause, d'où l'échec des mesures répressives qui ont l'air de combattre des moulins à vent.

La crise serait-elle donc due à la surproduction ?

La Commission d'enquête parlementaire de 1907 ne l'a point pensé. M. Cazeaux-Cazalet, dans son premier

(1) Atger. *Protection légale de la viticulture*, p. 134.

rapport, a pu écrire que « l'étude des statistiques montre
« que la production naturelle du vin ne peut pas suffire
« à la consommation de cette boisson, les excédents des
« années d'abondance devant être forcément consommés
« dans les années de disette... Si la surproduction était
« la cause de la crise, on n'aurait pas vu le prix de vente
« se relever après la production extrêmement abondante
« de 1900 et de 1901. La crise se serait prolongée, dès
« ce moment, d'une façon ininterrompue. Or, les cours
« des vins s'étaient relevés en 1903; la crise est donc due
« à d'autres causes que la surproduction ».

Sans nous attarder à vérifier si l'on a trop planté, si les rendements sont supérieurs à ceux d'autrefois, si les récoltes actuelles sont plus considérables que jadis, si la consommation de bouche a diminué par suite d'une prétendue concurrence des eaux minérales et si la distillation et l'exportation ont fléchi — assertions dont la dernière, relative à la faiblesse de la distillation et de l'exportation, est seule exacte — essayons de mettre en opposition, dans un tableau, des ressources et les emplois sur le marché des vins. Parmi les ressources figurent les récoltes, l'importation, la fabrication artificielle légale; parmi les emplois, la consommation de bouche taxée (c'est-à-dire celle qui paie l'impôt, par opposition à celle qui s'exerce en franchise chez les vignerons, à domicile) et la distillation. Il va sans dire que le tableau des emplois n'est pas complet, car il faut tenir compte de la consommation en franchise et des déchets.

Toutefois, on peut comparer les ressources et les emplois pour mesurer l'écart qui existe entre les premiers et les seconds.

On obtient ainsi le tableau suivant :

	Ressources	Emplois	Ecart
1900.....	78 mill. d'hect	40 mill. d'hect.	+38 mill. d'hect.
1901.....	61	49	+12
1902.....	44	50	—6
1903.....	43	44	—1
1904.....	75	43	+32
1905.....	64	48	+16
	—	—	—
Moyenne	60	45	+15

Soit un écart moyen de 15 millions d'hectolitres.

Le même travail opéré pour les périodes quinquennales précédentes donnerait les écarts moyens respectifs que voici :

1865-70 : 13 millions.	1885-90 : 5 millions.
1870-75 : 14 millions.	1890-95 : 15 millions.
1875-80 : 18 millions.	1895-1900 : 8 millions.
1880-85 : 11 millions.	

Ainsi l'écart moyen de 1900-1905 a déjà été atteint de 1890 à 1895 et même dépassé de 1875 à 1880, sans qu'il ait été question durant ces périodes d'une mévente quinquennale. Et d'ailleurs cet écart moyen se résout aisément si l'on tient compte :

1° De la consommation en franchise, soit 12 millions environ d'après l'Administration.

2° Des déchets, consume, etc., soit 3 % d'un stock de 60 millions d'hectolitres = 1.800.000 hectolitres.

Il reste environ 1.200.000 hectolitres. Il n'y a donc pas excès, partant, pas de surproduction. Mais les partisans d'une explication de la crise par l'intervention de la surproduction peuvent élever une double objection.

La première, c'est que l'adaptation de la consommation aux ressources du marché n'est qu'un effet même de la crise : c'est parce que le vin est bon marché que l'on en consomme davantage. C'est la mévente qui facilite l'équilibre.

A cette première objection, on peut répondre en faisant remarquer qu'elle prend pour accordé que la consommation du vin est fonction de son prix. Que l'on boit plus de vin quand il est bon marché et qu'on en boit moins quand il est plus cher. Or, pendant la période antéphylloxérique, les cours moyens étaient de 10 à 12 francs l'hectolitre. On consommait de 1860 à 1875 une moyenne de 25 millions d'hectolitres (consommation taxée). Pendant la période phylloxérique où les cours moyens n'ont jamais été inférieurs à 20 francs et ont même atteint 40 francs dans le Midi (à plus forte raison ailleurs) la consommation taxée atteint 27 millions de 1871 à 1890 et 30 millions de 1891 à 1895. Si donc la consommation Taxée passe de 35 millions de 1896 à 1900, à 43 de 1900 à 1905, on ne peut pas imputer purement et simplement cet accroissement à une baisse des cours.

Une autre preuve de l'indifférence relative de la consommation du vin par rapport aux prix est donnée par le tableau de la consommation parisienne qui n'a guère augmenté malgré la suppression d'un droit d'octroi de 18 francs en 1900, et la baisse énorme des vins depuis cette date :

1897 : 4.900.000 hect.	1900 : 6.802.000 hect.
1898 : 4.460.000 hect.	1901 : 6.880.000 hect.
1899 : 5.360.000 hect.	1902 : 6.623.000 hect.

La deuxième objection que l'on peut opposer à tous

ces raisonnements ingénieux est la suivante : il faut tenir compte de la concurrence des succédanés, bière, cidre, alcool. Leur concurrence a pour effet de faire baisser le prix du vin. Il n'y a pas surproduction de vin peut-être, mais sûrement surproduction de boissons fermentées; d'où mévente des vins.

M. Atger a pu démontrer que ni le cidre ni la bière ne sont des rivaux dangereux pour le vin. Un graphique, annexé à sa brochure sur la crise viticole, tend à établir que les *faibles* récoltes de cidre n'ont eu aucune influence sur la consommation du vin qui a continué sa marche ascendante, et que la fabrication de la bière avait été à peu près constante.

Reste l'alcool.

L'alcool et le vin sont antagonistes. On boit moins de vin quand on boit plus d'alcool, on boit moins d'alcool quand on boit plus de vin. M. Atger a également montré en un graphique la marche symétrique des deux phénomènes. Mais on constate ici, contrairement à ce qui a lieu pour le vin, la sensibilité de la consommation de l'alcool par rapport à son propre prix. Le prix de l'alcool est en effet constamment bouleversé par d'énormes surtaxes fiscales — notamment des droits d'octroi. Il est impossible que des variations de cette amplitude (64 francs de surtaxe en 1900 : soit 415 francs de droits à Paris et 320 francs à Lyon et à Marseille, avec l'octroi) n'aient aucun relentissement sur la consommation.

Quand l'alcool est bon marché, on en boit davantage; partant on boit moins de vin. Quand il est cher, on en boit moins, partant on boit plus de vin.

Le prix de l'alcool est donc le régulateur de la consommation de l'alcool et du vin.

Mais la concurrence de l'alcool est en baisse depuis 1900 :

1.782.000 hectolitres en 1900, contre 1.387.000 en 1905.

Parlant la consommation du vin a augmenté : 35 millions 900.000 hectolitres en 1900 contre 43.680.000 en 1905.

Ni le cidre, ni la bière, ni l'alcool n'ont provoqué la mévente du vin.

Nous inclinons à penser, et il s'est produit dans le monde des viticulteurs un revirement d'opinion dans ce sens, que l'explication de la crise est, pour une grande part, ailleurs que dans l'intervention des fraudes ou de la surproduction. Il faut, croyons-nous, attribuer à la désorganisation du commerce et à l'indisponibilité progressive des capitaux le marasme où se débat la viticulture.

Autrefois deux grands marchés, le marché des alcools avant le phylloxéra et le marché des importations pendant la crise phylloxérique, agissaient moins par les *quantités* sur lesquelles ils opéraient, que par la régularisation des cours. Or, le marché des alcools a disparu devant la concurrence inéluctable des alcools d'industrie, et le marché des vins étrangers devant la concurrence victorieuse des vins nationaux. Dès lors, il n'y a plus eu de dépôts d'alcool, ni d'entrepôts de vins, de marché avec entrepôts comme autrefois : plus de spéculation, plus de commerce de gros. On a acheté au jour le jour. Le commerce s'est émietté; il n'y a plus eu qu'une cohue de détaillants en face d'une cohue de récoltants. Il n'y a plus eu de cours d'ensemble mais une foule tumultueuse d'individus isolés, agissant à la merci d'une panique ou d'une impulsion irraisonnée.

D'autre part, la viticulture, par suite de l'augmentation croissante des frais généraux, s'est vue obligée d'immobiliser de plus en plus ses capitaux. C'est ainsi

que les capitaux de réserve ont été lentement engloutis dans les entreprises. De sorte que, à la veille de la crise, il n'y avait pas un commerce de gros capable par des spéculations habiles, de répartir une grosse récolte sur l'année suivante, et il n'y avait pas davantage une majorité de viticulteurs possédant des capitaux pour attendre l'instant favorable à la vente. On se trouvait donc en présence d'un acheteur paresseux et d'un vendeur pressé. La crise de 1900 s'est trouvée déchaînée. Conjurée en 1903 à l'annonce d'une récolte déficitaire, elle a repris par suite d'une campagne maladroite de hausse inconsidérée — et depuis elle dure encore.

Le remède, pensons-nous, consisterait dans une réorganisation du marché. Cette réorganisation selon les plans ambitieux du Trust des vins du Midi, ou de l'Entente de la betterave et de la vigne, nous paraît une vue audacieuse et chimérique : il ne dépend pas de quelques bonnes volontés de l'accomplir; elle naîtra de la pression des circonstances, après l'élimination des incapables et l'éviction des moins habiles. En attendant, des solutions particulières seules sont à préconiser : polyculture, vente directe, réduction des frais généraux, utilisation meilleure des sous-produits.

* * *

Que faut-il penser de cet aperçu critique de la législation viticole et de la situation actuelle de la viticulture, ainsi précisée ?

Nous avons dit dès le début la répugnance que nous manifestions à l'égard des argumentations statistiques.

Il paraît évident que la fraude n'a pas provoqué à elle seule la crise : elle l'a certainement rendue plus aiguë. En admettant même que la fabrication clandestine ait été exagérée, il est certain que la simple *possibilité* des fraudes, que cette possibilité résulte des lacunes de la législation ou de l'impunité des auteurs des infractions, suffit à elle seule à effondrer les cours. Ce n'est pas l'offre réelle qui agit sur un marché, mais l'offre éventuelle, et il est certain que la possibilité d'offrir le vin de sucre à 12 francs l'hectolitre, suffit à abaisser les cours aux environs de ce prix.

D'autre part, est-il absolument sûr qu'il n'y ait pas surproduction ? La surproduction ne consiste pas uniquement dans le flot qui submerge, mais dans la goutte d'eau qui fait déborder le vase : une quantité minime suffit à amener la saturation. Qui oserait affirmer que la goutte d'eau « marginale » n'est pas tombée ?

Il est donc difficile d'éliminer pleinement l'intervention des fraudes et de la surproduction. Mais une chose est vraie, c'est qu'il est peut-être téméraire d'attribuer à la législation un effet libérateur. Les lois votées au Parlement auront moins une efficacité matérielle qu'une efficacité morale : c'est moins la protection réelle que la croyance en une protection salutaire qui enrayera la fraude. Le remède consiste donc dans l'exercice intelligent des initiatives privées ou collectives. — Dans un sens unilatéral ? Non pas. La grosse erreur des docteurs ès-sciences viticoles, ou tout au moins de la majorité d'entre eux, est de croire à l'unicité du problème. Il y a autant de solutions partielles qu'il y a d'aspects divers de la question.

Et d'ailleurs, s'il convient d'enregistrer, comme nous l'avons fait, les plaintes des viticulteurs formulées par

leur organe le *Tocsin*, il convient aussi de rappeler la devise — peut-être pas toujours suivie — qui s'étalait en épigraphe : *Le salut de la Viticulture sera l'œuvre des Viticulteurs eux-mêmes.*

C'est à l'examen des différentes branches de salut que sera consacrée la deuxième partie de ce travail.

DEUXIÈME PARTIE

LES REMÈDES

Quand on feuillette d'un coup d'œil distrait les nombreux journaux où des correspondants improvisés révèlent chaque jour de nouveaux remèdes, on finit par être gagné par ce déconcertant optimisme.

Que de remèdes !

L'envie nous prend d'en dresser comme une sorte de tableau synoptique qui est loin d'ailleurs d'être complet.

Réduction de la production	A) Arrachage.		b) Arrachage avec prime ou dégrèvement.		c) Arrachage avec prime payée par un Syndicat.		d) Surtaxe des vignobles.		e) Suppression du dégrèvement des plantiers.		f) Polyculture (Canaux du Rhône.	
	A l'Etranger		*) Exportation des vins.		Ports francs.		1. Sacrifices consentis sur certains articles au profit du vin.		2. Abaissement du degré alcoolique pour l'admission au droit d'entrée des vins communs dans les pays où les vins étrangers à haute teneur alcoolique concurrencent les nôtres.		3. Clauses de faveur.	
Accélération de la consom- mation	B) Des eaux-de vie;		c) Des raisins : Exportation en Angleterre et en Allemagne des raisins communs.		Débits de boissons hygiéniques.		Campagne contre l'alcool.		Campagne contre les eaux minérales.		Vin aux soldats.	
	A) des vins		1. Primes à la distillation accordées par un Syndicat.		1. Primes à la distillation accordées par un Trust.		1. Primes à la dénaturation des alcools d'industrie.		1. Encouragement aux usages industriels de l'alcool de nature (moteurs, éclairage, chauffage.		1. Surtaxe des pétroles.	
	B) des eaux-de-vie		Encouragement à la distillation.		2. Taxe différentielle		3. Monopole.		Consommation de bouche.		Confitures.	
	En France		c) des raisins		A) Raisins secs.		B) Raisins secs.		C) Raisins secs.		D) Raisins secs.	

B) FRAUDES

C) ORGANISATION COMMERCIALE

1. Extérieur	Respect et extension de la convention de Madrid. Interdiction de la francisation en transit.	
2. Intérieur	1. Vins Application des lois existantes } Exercice des débiteurs, Suite du vin en volume et en degré. Suppression du sucrage remplacé par le vinage en franchise Surtaxe de 65 fr. pour les sucres destinés à la vinification Surveillance de l'acide tartrique et de l'acide citrique Surveillance des sucres dénaturés Répression du « blanchissement » des acquires Discrimination plus sérieuse des raisins secs à boisson et des raisins secs de table 2. Eaux-de-vie 3. Raisins	
A l'extérieur	a) Création d'agents onologiques spéciaux auprès des Consuls b) Voyageurs de commerce collectifs pour l'étranger c) Création d'offices privés de renseignements et d'assurances pour l'exportation d) Réduction du fret	
	Amélioration des transports	Unification des tarifs Abaissement des frais de transport Multiplication des canaux
	Suppression des intermédiaires et vente directe	a) Par des particuliers } A des particuliers A des Associations A des particuliers A des Associations A des particuliers A des négociants Par mutualité Par crédit mutuel Par Sociétés immobilières Par caisses d'épargne b) Par des coopératives de production } A des particuliers A des Associations A des particuliers A des Associations A des particuliers A des négociants Par mutualité Par crédit mutuel Par Sociétés immobilières Par caisses d'épargne c) Par un trust des vins du Midi
A l'intérieur	Organisation	a) De caves coopératives b) De caves communales c) De foires aux vins d) De grands marchés, avec entrepôts et opérations à terme
	Entente entre viticulteurs et betteraviers Confédération générale des vignerons	1. Enoncer des vœux 2. Faire respecter la loi à l'aide d'agents assermentés

Voilà, semble-t-il, la majeure partie des revendications formulées — revendications dont quelques-unes sont contradictoires.

Quand on jette un coup d'œil d'ensemble sur toutes ces mesures, on est frappé d'une chose : c'est de l'égoïsme profond que quelques-unes décèlent. Il n'entre pas dans la pensée du promoteur qu'elles puissent gêner d'autres branches de l'agriculture ou de l'industrie, imposer au pays des charges disproportionnées aux bénéfices qu'il retire de la viticulture par rapport aux autres forces productives. Cela est très sensible notamment en ce qui touche la politique viticole relative aux alcools et au commerce extérieur. Peut-être ne faut-il pas s'en étonner outre mesure. C'est une application aux intérêts économiques du principe très général de la lutte pour la vie; il est inévitable que certains soient opprimés ou lésés, et il est difficile pour ne pas dire impossible de les contenter tous à la fois. La politique économique vit de réalités brutales plutôt que d'idées pures. Des intérêts s'affirment et cherchent à se réaliser : dans cette tentative, ils rencontrent de certaines alliances, de certaines oppositions. La politique se présente comme un conflit de forces qui se résout par une composante, c'est-à-dire par un compromis.

Dans l'examen d'un problème de politique économique, ce n'est pas la question de justice qu'il importe d'envisager, c'est la question de l'opportunité, des chances de réalisation qu'il convient d'examiner. Une mesure n'est ni juste ni injuste : il faut voir quelles oppositions elle peut rencontrer, quelles alliances peuvent la favoriser, quelles concessions il faudra accorder. C'est à l'intérêt général à se défendre, et l'intérêt général n'est que la somme des intérêts particuliers.

C'est dans cet esprit qu'il faut aborder l'étude de la politique viticole.

Allons-nous suivre pas à pas le tableau que nous venons de tracer ? Il y aurait certainement double emploi.

Est-il possible d'examiner le commerce extérieur sans tenir compte d'une organisation commerciale appropriée, de la répression des fraudes, contrefaçons des marques et des produits français qui paralysent son extension ?

Est-il, d'autre part, possible de s'occuper de la répression des fraudes sans faire état de l'intervention autrement efficace parce que indépendante des agents non pas publics, mais privés, nommés par les syndicats ?

Est-il enfin possible d'examiner l'organisation commerciale sans tenir compte sinon de l'intervention de l'Etat, du moins des facilités que pourrait accorder une législation libérale et favorable ?

Nous diviserons, pour plus de commodité, toute cette partie en deux sections :

La première section sera consacrée au marché extérieur, la deuxième sera consacrée au marché intérieur.

La première section sera divisée elle-même en deux chapitres : la décadence de nos exportations — le relèvement de nos exportations.

La deuxième section comprendra également deux chapitres : la police du marché — l'organisation du marché.

PREMIÈRE SECTION

LE MARCHÉ EXTÉRIEUR

Malgré l'accélération notable de la consommation intérieure à la suite de la loi de 1900 et de la mēvente, on peut se demander s'il n'y a pas intérêt à assurer au vin français un débouché extérieur en rapport avec la situation économique qu'il apporte.

Quand on examine l'exportation française, on est frappé de son peu d'importance : elle n'atteint que deux millions d'hectolitres, malgré des récoltes de soixante millions ! A peine le trentième de la production totale.

Notre vin est, en majeure partie, absorbé par le marché national.

Cette situation ne va pas sans présenter plusieurs inconvénients.

Sans doute, les pays comme l'Italie et l'Espagne, pour lesquels le marché étranger est d'une importance primordiale, voient leur économie viticole à la merci d'un tarif douanier ; mais sans faire du marché étranger le principal débouché de nos produits viticoles, on peut déplorer la faiblesse de nos exportations. Nous sommes abandonnés aux seules fluctuations du marché local, sans que l'influence des marchés étrangers vienne régu-

lariser les cours : un fort tirant à l'extérieur aurait certainement pour résultat de rendre le marché plus ferme, moins nerveux, moins inconstant.

Ce n'est pas tout. Sans doute il n'y a pas surproduction au sens littéral du mot, mais peut-être satiété; il suffirait de délester d'un million ou deux d'hectolitres le marché national pour produire une amélioration notable.

Quelle est donc au juste notre situation extérieure et pourquoi est-elle peu satisfaisante ?

Comment pourrait-on l'améliorer ?

C'est à ces deux questions que nous devons nous préoccuper de répondre.

CHAPITRE I^{er}.

La Crise de notre Exportation

Voici d'abord le tableau de nos exportations de vins.

I. — *Tableau de nos exportations de vins par catégories (en hectolitres Statistique française)*

ANNÉES	VINS EN FUTS		VINS EN BOUTEILLE				VINS de liqueur en fûts	Exportation totale
	de la Gironde	d'ailleurs	de la Gironde	d'ailleurs	mousseux	de liqueur		
1875	1,413,234	1,939,283	106,670	109,548		132,242	29,845	3,730,862
1876	1,163,569	1,807,128	101,084	103,139		121,260	34,731	3,330,911
1877	1,130,654	1,606,926	97,935	105,150		112,947	28,026	3,101,638
1878	946,342	1,496,674	91,438	111,500		26,573	22,660	2,794,987
1879	1,334,199	1,359,689	103,635	204,401		25,626	19,137	3,046,737
1880	1,033,393	1,057,436	106,637	248,927		29,581	11,607	2,487,381
1881	1,060,917	1,138,531	104,658	221,524		31,440	15,126	2,572,196
1882	1,090,902	1,166,549	95,134	227,268		27,056	11,367	2,618,276
1883	1,000,245	1,160,445	100,447	238,975		27,469	10,820	2,538,401
1884	1,130,659	983,299	96,195	227,996		23,763	10,853	2,471,765
1885	1,053,797	1,199,248	96,223	218,442		19,072	10,994	2,602,776
1886	1,160,257	1,100,752	100,835	212,146		19,000	8,575	2,601,565
1887	1,218,830	845,620	83,555	225,891		20,368	7,654	2,401,918
1888	1,040,689	734,917	72,388	234,035		24,351	11,608	2,117,988
1889	1,101,832	716,176	79,441	232,748		22,949	13,696	2,166,842
1890	967,549	818,535	81,269	254,573		30,991	18,912	2,161,839
1891	737,854	876,834	73,589	264,302		23,297	17,862	2,043,739
1892	769,378	751,614	63,938	228,554		20,673	11,338	1,837,495
1893	687,234	574,462	52,956	219,958		22,622	11,877	1,569,109
1894	872,027	562,625	47,566	56,393	156,405	17,793	11,659	1,724,468
1895	651,757	731,545	46,782	62,756	161,330	24,526	18,047	1,696,743
1896	637,842	732,279	58,735	59,296	203,282	30,242	12,149	1,783,825
1897	605,814	762,089	55,779	53,416	196,088	27,359	14,317	1,774,862
1898	567,883	726,490	43,082	47,324	200,317	32,251	18,865	1,636,207
1899	635,535	742,753	47,207	45,341	180,348	37,150	28,186	1,716,520
1900	695,315	857,890	40,127	47,125	196,090	40,770	27,514	1,904,831
1901	677,226	1,005,324	73,708	48,549	182,648	38,032	26,834	2,022,321
1902	664,591	1,028,426	56,799	40,172	191,059	24,098	31,809	2,051,588
1903	639,483	737,344	45,481	38,260	197,614	41,332	26,335	1,725,849
1904	594,483	703,085	42,091	31,959	194,398	41,630	27,921	1,642,568
1905	741,677	1,682,063	61,964	47,306	199,529	47,131	25,667	2,605,000
1906	693,078	1,033,048	54,354	16,980	198,633	57,119	26,856	2,110,000

NOTE : De 1875 à 1878, les vins mousseux étaient assimilés aux vins de liqueur. De 1878 à 1891, ils ont été classés parmi les vins d'ailleurs. Ils sont séparés depuis 1894 des uns et des autres.

L'examen du tableau de nos exportations de vins pendant les trente dernières années, de 1875 à 1905, nous fait constater d'abord que, pendant cette période, nos ventes à l'étranger ont baissé de près de moitié. Après avoir atteint, en 1875, presque le chiffre de 4 millions d'hectolitres, nos exportations se maintiennent quelques années aux environs de 3 millions, mais dès 1880, elles tomberont bien au-dessous de ce chiffre, conservant une moyenne de 2 millions 500 mille hectolitres de 1880 à 1887, se rapprochant de 2 millions de 1888 à 1891, et perdant encore du terrain depuis 1892 pour descendre à 1.642.000 hectolitres en 1904. Deux fois seulement en 1893 (1.569.109 hectolitres) et en 1898 (1.636.207 hectolitres), le chiffre de notre exportation avait été plus faible encore. En 1905 il se relève sensiblement, à cause du bas prix de nos vins, comme il s'était relevé, exceptionnellement, en 1901 et en 1902, pour la même raison, et à cause aussi du relèvement des droits en Suisse.

Ce premier aperçu général sur la marche de notre exportation est véritablement affligeant, et nous comprenons qu'on ait pu dire qu'il n'y a rien à attendre de l'exportation ! (1) Mais, si sans nous décourager, nous regardons de plus près cette marche si lamentablement descendante de notre exportation, si nous recherchons pourquoi elle n'est pas meilleure, peut-être nous sera-t-il possible de retirer d'une semblable étude et des conclusions pratiques et plus de confiance en l'avenir.

(1) Dr Cot. cité par M. Tallavignes : L'Exportation des vins français de 1874 à 1904, publié par la *Revue de viticulture*, 1, rue Le Goff, Paris, 1905.

A quoi tient la faiblesse de nos exportations ?

A des circonstances naturelles, frauduleuses, douanières, commerciales.

Examinons séparément chacun de ces ordres de causes.

En premier lieu, les circonstances naturelles.

La faiblesse de nos exportations peut dépendre de notre production et de la production mondiale. Voyons d'abord quels rapports existent entre notre production viticole et notre exportation.

Nous admettons que la récolte de l'année s'exporte dans le courant de l'année suivante.

L'exportation de 1875 correspond donc, dans le tableau suivant, à la récolte de 1874, et ainsi de suite.

II. — *Influence de notre production viticole sur notre exportation.*

ANNÉES	PRODUCTION	EXPORTATION	Proportion entre l'exportation et le production
			%
1874	63.146.125		
1875	84.632.391	3.730.872	5.9
1876	42.840.748	3.730.911	3.9
1877	56.405.363	3.101.638	7.2
1878	48.720.553	2.794.987	4.9
1879	25.769.552	3.046.737	6.2
1880	29.667.472	2.487.381	9.5
1881	34.138.715	2.572.196	8.9
1882	30.886.352	2.618.276	7.6
1883	36.029.182	2.538.401	8.2
1884	34.780.726	2.471.765	6.8
1885	28.536.151	2.602.776	7.5

ANNÉES	PRODUCTION	EXPORTATION	Proportion entre l'exportation et la production
			$\frac{a}{b}$
1886	25.053.345	2.601.565	9.1
1887	24.333.284	2.401.918	9.5
1888	30.102.151	2.117.988	8.7
1889	23.223.572	2.166.842	7.2
1890	27.416.327	2.161.829	9.3
1891	30.139.555	2.043.739	7.4
1892	29.082.134	1.837.495	6.1
1893	50.069.770	1.569.109	5.4
1894	39.052.809	1.724.468	4.4
1895	26.687.575	1.696.743	4.3
1896	44.656.153	1.783.825	6.5
1897	32.350.722	1.994.862	3.9
1898	32.282.359	1.636.207	5.1
1899	47.907.680	4.716.520	5.2
1900	67.352.661	1.904.831	3.9
1901	57.963.514	2.022.321	3
1902	39.883.783	2.051.588	3.5
1903	35.402.336	1.725.849	4.3
1904	66.017.000	1.642.568	4.6
1905	56.666.000	2.605.	4.6
1906	52.079.000	2.110.000	4.
1907	66.070.000	2.581.000 (1)	

Il ressort de l'examen du tableau ci-dessus que l'exportation n'a jamais présenté en ces trente dernières années, qu'une très faible part de la production. Elle n'atteint jamais 10 % de celle-ci.

Si nous groupons les années correspondantes à chacune des périodes : ante-phylloxérique, phylloxérique et postphylloxérique, nous obtenons les moyennes et proportions suivantes :

1° Avant le phylloxéra (1874-1879) :

(1) Ce chiffre est celui de l'exportation des 11 premiers mois de 1907.

Moyenne des récoltes : 58.950.290 hectolitres.

Exportation moyenne : 3.201.029 hectolitres.

Proportion : 5,4 %.

2° Pendant la crise phylloxérique (1879-1893) :

Moyenne des récoltes : 29.227.037 hectolitres.

Exportation moyenne : 2.299.376 hectolitres.

Proportion : 7,8 %.

3° Depuis la reconstitution (1893-1907) :

Moyenne des récoltes : 43.055.397 hectolitres.

Exportation moyenne : 1.789.071 hectolitres.

Proportion : 4,4 %.

Si pendant la période phylloxérique la proportion de l'exportation s'est sensiblement élevée, c'est que les déficits de nos récoltes étaient comblés par une importation considérable de vin qui a atteint jusqu'à 11 millions d'hectolitres. La proportion, si on tient compte de cette importation et si on l'incorpore à la récolte, retombe à un chiffre plus en harmonie avec la décadence continue de notre exportation.

Notre exportation n'est pas absolument proportionnelle aux récoltes. C'est ainsi qu'après la récolte fabuleuse de 1875 (83 millions d'hectolitres) l'exportation de 1876 est en baisse sur celle de l'année précédente qui suivait une récolte moindre (63 millions d'hectolitres). L'exportation de 1894 qui correspond à la belle récolte de 1893 n'est supérieure que de 155.000 hectolitres à celle de 1893 qui correspondait à une médiocre récolte de 29.000.000 d'hectolitres (1892). Cependant, en 1900, 1901 et 1902, nous observons un relèvement très net correspondant aux trois récoltes abondantes de 1899, 1900 et 1901; le chiffre de notre exportation s'est aussitôt abaissé de nouveau. Il reprend en 1905, à la suite de la récolte abondante de 1904, en 1906 et 1907.

On peut en conclure que l'importance plus ou moins

grande des récoltes exerce, sauf quelques exceptions, une influence certaine sur notre exportation.

Cette influence serait encore mieux mise en lumière si, au lieu d'examiner l'exportation totale, nous défalquions de cette exportation les vins en bouteilles, les vins mousseux, les vins de liqueur dont les prix sont assez indépendants de l'abondance plus ou moins grande des récoltes et dont la vente ne correspond pas toujours à l'année qui suit leur production. Elle serait plus nette encore si nous ne considérions que les exportations de ces vins que la statistique qualifie de « vins d'ailleurs » parce qu'ils n'ont pas été expédiés via Bordeaux.

TABLEAU III

ANNÉES	RÉCOLTES	VINS EN FUTS de la Gironde	VINS EN FUTS d'ailleurs
1898	32.282.359 hect.		
1899	47.907.680	635.525 hect.	742.753 hect
1900	67.352.661	695.315	857.900
1901	57.963.514	677.226	1.005.324
1902	39.883.783	664.591	1.028.426
1903	35.402.336	639.483	737.344
1904	66.017.000	594.483	703.085
1905	56.666.000	741.677	1.482.062
1906	52.079.000	693.078	1.033.048

On aperçoit immédiatement, en examinant ces chiffres, que les vins de la Gironde ont une exportation peu influencée par l'abondance ou la pénurie de la dernière récolte, ce qui s'explique par le séjour plus ou moins prolongé de ces vins en cave, et par l'influence supérieure de la qualité. Il n'en est pas de même pour les

vins des autres régions, et particulièrement ceux de la région méridionale. Leur exportation est nettement influencée par l'abondance plus ou moins grande des récoltes qui entraîne une baisse des cours. Dans les conditions actuelles, notre exportation ne s'accroît sérieusement que lorsque les vins communs en raison de leur bas prix, correspondant à une forte récolte, peuvent figurer sur les marchés extérieurs. Cette constatation nous permet d'attendre beaucoup de l'exportation en temps de crise pour soulager un marché encombré de vins communs.

On objecte, il est vrai, à ces espérances un certain nombre de circonstances étrangères qui s'opposent à l'extension de notre exportation et menacent même de la restreindre : c'est l'accroissement des vignobles à l'étranger.

Lorsque la France, à peu près remise de la crise phylloxérique, a voulu étendre son exportation de vins, elle s'est trouvée en présence d'une situation nouvelle. Tandis que le vignoble français diminuait de jour en jour, tandis que nos récoltes devenaient de plus en plus médiocres, les pays étrangers profitaient de notre détresse pour créer des vignobles ou développer ceux qu'ils pouvaient posséder. Si bien, que beaucoup de marchés, bons autrefois, nous étaient maintenant complètement fermés et que d'autres s'étaient sensiblement resserrés.

De ce chef, notre exportation se trouve évidemment en plus mauvaise posture que jadis. Est-ce à dire que l'on doive attribuer au développement des vignobles étrangers la raison capitale de la diminution de nos exportations ? Nous ne le pensons pas.

Il convient de distinguer entre ces pays trois catégories :

1° Ceux qui ont développé leurs vignobles au point, non seulement de ne plus être nos tributaires, mais encore de devenir des concurrents sérieux ;

2° Ceux chez lesquels la création ou l'extension du vignoble a réduit notre commerce ;

3° Ceux, enfin, qui n'ont jamais été pour nous des clients importants, mais qui, par leur production, viennent encombrer le marché des vins.

Dans la première catégorie rentrent : l'Italie, l'Espagne, l'Algérie et la Tunisie.

L'Italie — l'ancienne OEnotria — a toujours été un pays de vignobles; mais, encouragée par l'élévation générale du prix des vins qui était la conséquence de la chute de la production française, elle a développé ses plantations de vignes au point de leur consacrer aujourd'hui une superficie double de celle du vignoble français, trois millions cinq cent mille hectares environ. A vrai dire, la production de ce vignoble, qui est le plus étendu du monde entier, n'avait jamais été excessive. Elle oscillait autour du chiffre de 30 millions d'hectolitres avec un maximum de 44 millions en 1901, quand quelques récoltes abondantes, notamment celle de 1907, sont venues menacer ce pays d'une redoutable crise de mévente, assez analogue à celle que traverse la viticulture française méridionale. De sorte que non seulement il ne saurait plus être question d'importation dans ce pays, mais encore que nous rencontrerons les Italiens au nombre de nos concurrents les plus redoutables sur le terrain de l'exportation vinicole.

L'Espagne, dont nous avons été si longtemps les meilleurs clients pour les vins (à l'époque de la crise phylloxérique, où, sous le régime de la loi du 6 février 1882, autorisant l'entrée des vins étrangers en France à

2 francs par hectolitre jusqu'à 15 degrés, le commerce bordelais atteignit son apogée dans l'exportation des vins dits de cargaison) l'Espagne nous en a acheté de son côté jusqu'à 183.253 hectolitres en 1886. Ses achats se réduisent aujourd'hui à 17.686 hectolitres (1904) et encore faut-il défalquer de ce chiffre 14.000 hectolitres qui transitent en Espagne pour sortir de Passages, port spécialement désigné (loi du 14 juin 1894 et décret royal du 4 avril 1899) où les négociants exportateurs de Bordeaux furent admis à établir des entrepôts, quand la loi française du 1^{er} février 1899 élevant les droits d'importation à 12 francs jusqu'à 12 degrés et 2 fr. 80 par degré et par hectolitre en sus, eut supprimé les entrepôts spéciaux dont bénéficiait notre commerce d'exportation.

Depuis 1892, les achats de l'Espagne fléchissaient d'année en année jusqu'à descendre au chiffre de 1.304 hectolitres en 1898. L'industrie de Passages a fait un moment relever ce chiffre jusqu'à 33.000 hectolitres en 1901, mais on sait que la fabrication des pseudo-vins de Bordeaux n'est pas en voie de prospérité. Nous devrions, au reste, à cause du mal que cette fabrication fait à notre grande marque nationale, nous réjouir de la diminution de l'exportation de nos vins en Espagne.

En somme, sauf en quelques rares années, nous n'avons jamais exporté beaucoup de vins dans ce pays, et l'Espagne, comme l'Italie, mais plus encore que cette dernière, nous porte un préjudice plus grand par sa concurrence sur tous les marchés du monde que par la diminution de nos exportations chez elle. Nous verrons plus loin comment cette concurrence est favorisée par le mode de taxation adopté dans la plupart des tarifs douaniers; du côté de l'Espagne elle est encore secondée par le taux du change; elle est menacée, il est vrai, par

l'extension de la crise phylloxérique dont elle se défend moins bien que l'Italie (1).

L'Algérie était autrefois une des meilleures clientes de la France pour les vins; elle nous achetait de 250 à 300.000 hectolitres de vin par an; en 1897 ses achats montaient même jusqu'à 380.304 hectolitres; mais elle ne nous demande guère plus que des vins de liqueurs. C'est le marché le plus atteint par la création de nouveaux vignobles. Et l'Algérie ne se contente pas de ne plus nous acheter des vins, elle nous envoie les siens. En 1904, elle a jeté sur la place de la métropole, déjà si encombrée, 5.224.455 hectolitres de vin; et près de 5 millions en 1907. Nous la trouvons aussi en concurrence avec la métropole pour la conquête des marchés extérieurs. Elle est favorisée pour son exportation en France par des tarifs de transport spéciaux et pour son exportation en pays étrangers par l'initiative d'un gouverneur général actif, intelligent et pratique dont les procédés devraient bien être imités dans la métropole. Il nous est pénible d'avoir à constater que l'Algérie ne produit pas des vins assez différents des nôtres pour que ceux-ci ne soient une charge lourde pour notre marché intérieur et des rivaux réels sur les places de l'étranger. De sorte que la conquête et la mise en vignobles de l'Algérie n'ont guère été profitables à la viticul-

(1) D'après des statistiques récentes, la superficie plantée en vignes dans les 49 provinces espagnoles s'élève à 1,398,770 hectares, dont 1,221,370, correspondant à 41 provinces, sont envahis par le phylloxéra.

La production de vin a considérablement diminué depuis l'invasion du fléau; elle est tombée de 30 millions d'hectolitres à 13 millions en 1906.

(*La Dépêche*, de Toulouse, 30 mars 1908.)

lure française. Il n'en eut pas été de même si l'Algérie se fût attachée à produire les quantités de vins qui nous manquent au lieu de faire des vins trop similaires aux nôtres.

Nous pourrions en dire autant de la Tunisie, où avant l'établissement du protectorat, nous expédions une moyenne de 25 à 30.000 hectolitres de vins, alors qu'en 1904 elle ne nous en a plus demandé que 3.320. En revanche, la Tunisie a importé en France 116.330 hectolitres en 1904, 26.000 en 1907.

Dans la deuxième catégorie rentrent : les Etats-Unis, la République argentine et la Russie.

Le vignoble des Etats-Unis a actuellement une étendue de 200.000 hectares environ. La production n'a pas encore une énorme importance, moins de 2 millions d'hectolitres; mais le bluff américain a fait tant de bruit autour de cette production minime qu'elle a semblé à beaucoup la cause la plus sérieuse de la diminution de notre exportation de vins aux Etats-Unis. Il n'en est rien ; le développement du vignoble américain et en particulier du vignoble californien, non seulement n'a pas eu pour résultat de diminuer les importations totales de vins aux Etats-Unis, mais il est suivi parallèlement d'une progression constante de ces importations. La preuve en est dans ce fait que les importations totales des vins aux Etats-Unis ont passé de 113.550 hectolitres en 1895 à 220.000 hectolitres en 1905.

Contrairement à ce que l'on va répétant, l'exportation des vins augmente aux Etats-Unis à mesure que la production de son propre vignoble s'accroît.

Il est malheureusement exact que l'exportation des vins français aux Etats-Unis est en pleine déroute. En 1874, elle était de 218.301 hectolitres; en 1904 elle n'est

plus que de 28.408 hectolitres; mais on le voit, il faut chercher les causes de ce fléchissement ailleurs que dans la création du vignoble américain.

Dans la République argentine l'influence de la création de vignobles semble au premier abord la cause principale de la diminution des importations de vins. La République argentine achète, c'est incontestable, de moins en moins de vins à l'étranger, comme l'indique la statistique suivante :

Importations de vins en fûts en Argentine de 1892 à 1903

1892.....	518.696 hectolitres.
1893.....	684.084 —
1894.....	535.698 —
1895.....	653.063 —
1896.....	587.484 —
1897.....	533.249 —
1898.....	558.994 —
1899.....	459.255 —
1900.....	453.577 —
1901.....	449.474 —
1902.....	309.282 —
1903.....	370.485 —

Toutefois, le chiffre des importations est encore assez élevé pour ne pas expliquer la débâcle véritable de l'exportation des vins français dans la République argentine. Tandis que nous n'expédions plus vers ce pays que 95.000 hectolitres de vin en 1906, chiffre d'affaires qui paraîtra bien faible en regard de notre exportation de 1887 (501.133 hectolitres), nos rivaux d'Espagne et d'Italie défendent mieux leur exportation.

Sans doute la production du vignoble argentin peut

avoir entraîné une diminution dans les importations de vins étrangers, mais le véritable et principal ennemi de ces vins ne consiste pas dans les vins de Mendoza, mais plutôt dans le développement inouï pris par la fabrication et la falsification des vins en Argentine.

Le développement du vignoble russe ne saurait davantage expliquer la faiblesse de nos exportations de vins chez la nation amie et alliée. Les vins russes font évidemment une certaine concurrence aux nôtres, surtout lorsqu'ils s'affublent du nom de nos meilleurs crus, mais leur qualité, malgré tous les efforts des œnologues de Crimée et du Caucase, ne saurait leur créer un débouché sérieux que chez les consommateurs à qui les droits protecteurs russes ont jusqu'ici interdit l'achat de nos vins. Le jour où la suppression des tarifs prohibitifs actuels permettra l'entrée en Russie de nos vins communs et des Bordeaux d'un prix modéré, l'existence des vins russes ne leur sera pas nuisible. Elle aura, au contraire, rendu le service de préparer une bonne clientèle pour nos produits : déjà, le peuple russe, grâce à ses vignobles, consomme 2 à 3 millions d'hectolitres de vin de plus que jadis; l'émancipation qui marche à grands pas dans ce pays contribuera à augmenter considérablement le goût du vin presque ignoré de la masse du pays autrefois, et la Russie est assez grande et assez peuplée pour que les quelques millions d'hectolitres de vins russes ne puissent bientôt suffire à ses 130 millions d'habitants.

Dans la troisième catégorie rentrent : le Chili, l'Australie, le Cap, l'Autriche.

Le Chili est un des nouveaux venus à la vificulture; il produit déjà 2 à 3 millions d'hectolitres de vin, plus que

ses besoins, et il songe à organiser sérieusement son exportation; une loi récente (18 janvier 1902) la favorise par la création d'une prime de sortie de 0 centavo 05 par litre. Nous n'avons jamais exporté beaucoup de vins au Chili. Son vignoble n'a donc pas porté un coup sérieux à notre commerce. Le Chili, lorsque l'isthme de Panama aura été percé, pourra concurrencer nos vins sur certains marchés. C'est à ce titre qu'il peut être digne de notre attention, dans un avenir lointain.

L'Australie, avec sa production de 200.000 hectolitres est encore moins à craindre. Cette production n'a pas affecté beaucoup notre exportation en un pays qui fut de tout temps un très médiocre client pour nos vins. Quant à la concurrence que les vins australiens pourront faire aux nôtres, spécialement sur le marché anglais, les statistiques anglaises nous montrent qu'elle n'est pas d'une importance sérieuse : cette exportation a oscillé dans les dix dernières années autour du chiffre de 30.000 hectolitres.

Ces chiffres démontrent que le bluff australien n'a rien à envier au bluff américain.

Le vignoble du Cap ne joue plus aucun rôle : c'est à peine si cette colonie envoie à l'Angleterre quelques centaines d'hectolitres de vin et comme le Cap n'a jamais acheté beaucoup de vins français, les vignes de l'Afrique du Sud ne nous causent, on l'admettra, aucune concurrence sérieuse ni au dedans ni au dehors.

Depuis bien longtemps, l'Autriche est un client presque nul pour nos vins. Jusqu'en 1892, l'Autriche-Hongrie était un pays avant tout exportateur : elle achetait au dehors une trentaine de mille hectolitres de vins spéciaux et exportait jusqu'à 1 million d'hectolitres (1888). Soudain, la production de la Hongrie, ruinée par le phyl-

loxiéra, est presque anéantie. Elle tombe brusquement de 4 millions en 1890 à 983.000 hectolitres en 1891. L'exportation de l'Autriche-Hongrie diminue des quatre cinquièmes; par contre, l'importation des vins chez elle prend d'énormes proportions, variant de 644.000 hectolitres (1902) à 1.537.000 hectolitres (1898) pendant la période de 1892 à 1904. Nous n'en avons pas profité, l'Autriche ayant refusé, en invoquant des raisons sans fondement, d'accorder à nos vins les faveurs concédées aux vins italiens. La France, qui avait droit au traitement de la nation la plus favorisée, ne put venir à bout de l'entêtement autrichien. Et il faut bien le dire, si la France ne fut pas plus énergique, c'est que nos diplomates étaient convaincus que le marché austro-hongrois allait perdre de jour en jour de l'importance pour les vins étrangers en raison de la reconstitution du vignoble, reconstitution dont on vantait faussement la rapidité. Cette conviction ne reposait pas sur des bases sérieuses : elle n'en a pas été moins funeste à notre commerce d'exportation des vins; même à l'heure actuelle, la reconstitution des vignobles hongrois n'a pu réduire l'importation de vins jusqu'à la rendre subitement négligeable. L'effet de la reconstitution, qui n'est pas niable, est d'ailleurs facile à mesurer : il se chiffre par une diminution dans les importations de 600 à 650.000 hectolitres, mais si on compare l'importation actuelle à ce qu'elle était en 1890, on voit qu'elle lui est supérieure de 540.000 à 610.000 hectolitres. Les récoltes de 1890 et les récoltes de 1901 sont semblables : or, en 1890, l'Autriche avait importé 40.093 hectolitres; en 1901, elle importe 658.390 hectolitres.

Nous verrons plus loin comment une surélévation des droits d'entrée a eu sur les importations en Autriche

une toute autre action que la reconstitution du vignoble.

En résumé, en Algérie, en Tunisie et jusqu'à un certain point en Argentine, les créations de vignobles indigènes ou leur accroissement ont, évidemment, annulé ou diminué notre exportation de vins. Les vins d'Espagne et d'Italie font aux nôtres, sur certains marchés, une concurrence plus grande qu'autrefois ; mais, en dehors de ce cas, la création des vignobles n'a été ni aussi considérable ni aussi menaçante qu'on le croit généralement.

Le tableau de la production viticole dans le monde, en 1905, confirme ces conclusions :

France, Algérie, Corse, Tunisie	64.764.657 hect.
Italie.....	32.445.000 —
Espagne.....	16.200.000 —
Portugal.....	4.100.000 —
Autriche-Hongrie.....	7.295.000 —
Allemagne.....	3.100.000 —
Russie.....	2.900.000 —
Suisse.....	840.000 —
Turquie.....	1.300.000 —
Grèce.....	1.100.000 —
Bulgarie.....	1.200.000 —
Serbie.....	300.000 —
Roumanie.....	2.000.000 —

Total pour l'Europe..... 137.544.000 hect.

Açores, Canaries, Madère.....	145.000 hect.
Le Cap.....	170.000 —

Total pour l'Afrique (moins
l'Algérie et Tunisie)..... 315.000 hect.

Etats-Unis.....	1.287.000 hect.
Mexique.....	16.000 —
Argentine.....	1.300.000 —
Chili.....	2.800.000 —
Pérou.....	90.000 —
Brésil.....	212.000 —
Uruguay.....	105.000 —
Bolivia.....	23.000 —

Total pour l'Amérique..... 5.833.000 hect.

Australie..... 250.000 —

RÉCAPITULATION

Europe.....	137.544.000 hect.
Afrique.....	315.000 —
Amérique.....	5.833.000 —
Océanie.....	250.000 —

143.942.000 hect.

On voit que sur une production mondiale de 144 millions d'hectolitres environ, en 1905, la France, avec ses deux annexes, l'Algérie et la Tunisie, en fournit à elle seule 45 %. Les trois grandes nations viticoles la France, l'Italie et l'Espagne représentent ensemble les 78 % de la production totale. A côté d'elles, ni l'Amérique tout entière, avec moins de six millions d'hectolitres, ni l'Australie, avec ses deux cent mille hectolitres, ne sauraient du moins pour le moment, être des rivales bien puissantes, ni justifier des craintes que l'on a beaucoup exagérées.

D'ailleurs, un pays ne cesse pas forcément de devenir importateur de vins par le fait seul qu'il possède ou crée un vignoble. La France n'est-elle pas encore le plus grand pays importateur de vins ? Les Etats-Unis, malgré leur fameux vignoble de Californie, n'achètent-ils pas plus de vin à l'étranger ? L'Allemagne viticole ne voit-elle pas d'année en année, augmenter les importations de vin chez elle ?

Ce phénomène s'explique aisément : Tantôt les vins indigènes ont besoin des vins étrangers pour leur emprunter les qualités qui leur manquent; tantôt une récolte insuffisante ne permet plus, dans tel pays viticole, de satisfaire les besoins d'une consommation excitée au préalable par le commerce local; tantôt enfin, comme en Russie, les vins indigènes sont d'une qualité suffisante pour rallier à la boisson du vin une clientèle nouvelle, mais ne peuvent satisfaire les consommateurs plus raffinés. Dans tous ces cas, l'exportation peut très bien se développer parallèlement à l'augmentation du vignoble national.

Il n'y a donc aucun obstacle naturel au développement de notre exportation : nous restons encore le plus grand producteur de vins et les vignobles étrangers sont insuffisants à alimenter la consommation de leurs nationaux.

Mais, à côté de la production naturelle (nationale ou mondiale), il y a les fraudes, les fraudes à l'étranger. Les fraudes sur les vins, sous mille formes, prennent une déplorable extension dans tous les pays. Elles portent un préjudice énorme à la vente à l'étranger de nos produits et nous paraissent beaucoup plus redoutables pour l'avenir de notre exportation de vins que les vignobles nouveaux.

Nous n'en citerons pour mémoire que quelques-unes : chez les nations concurrentes, soit pour augmenter leur exportation, soit pour vendre plus cher leurs produits, le commerce et les récoltants n'hésitent pas à présenter leurs vins comme des vins français et à les revêtir, à cet effet, des noms de nos crus ou des noms moins compromettants et plus vagues de Bordeaux, Champagne, Bourgogne. Les plus loyaux — s'il y a des degrés dans la déloyauté — ajoutent à des vins ordinaires des *bouquets* spéciaux qui leur donnent quelque faux air lointain de ressemblance avec les nôtres. Ces fraudes ont largement contribué à diminuer notre exportation de vins de la Gironde.

Elles portent même parfois sur nos vins ordinaires et la fabrication des vins artificiels se développe rapidement partout. En Angleterre, elle menace sérieusement le commerce des vins; partout les vins naturels se heurtent aux vins factices.

Ces deux genres de fraudes expliquent en grande partie la décadence de notre exportation en Angleterre, en Russie, en Argentine, aux Etats-Unis, dans tous les pays de l'Amérique du Nord et du Sud; la première de ces fraudes est surtout dirigée contre nos bons vins; la seconde, contre les vins de toute nature et de toute provenance.

Il existe pourtant des conventions internationales pour la protection des propriétés industrielles et la répression des fausses indications de provenance : celle du 20 mars 1853 a été signée par la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Serbie, la Suède, la Suisse, la Tunisie. Celle du 14 avril 1891, dite de Madrid, et qui tend à

la répression des fausses indications de provenance, l'a été par le Brésil, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, la Suisse, la Tunisie, le Guatemala.

En outre, des lois spéciales existent en Suisse, en Allemagne, au Brésil, en Angleterre, aux Etats-Unis comme en France (loi du 1^{er} août 1905), mais ces réglementations d'une intention excellente sont rarement appliquées. Il y a beaucoup de nations qui n'ont pas encore adhéré aux conventions internationales que nous avons citées; chez les autres, ces conventions sont sans sanction sérieuse. Certaines nations ne se servent même de ces règlements que pour entraver les importations des vins; ainsi l'Italie, les Etats-Unis.

La mauvaise volonté évidente de la plupart des nations à l'égard d'une réglementation réellement protectrice des indications de vraie provenance se comprend aisément. Le jour où cette réglementation aurait son effet, la qualité des vins français rendrait bien difficile la concurrence des autres. On peut donc souhaiter une bonne organisation de la répression des fraudes sur la provenance sans espérer qu'elle soit jamais sévèrement appliquée. C'est à nos consuls, c'est à nos commerçants surtout, organisés en puissants syndicats de défense, qu'il appartiendra de dénoncer toutes les usurpations de provenance et de les poursuivre devant les tribunaux lorsque les lois le leur permettront.

On a signalé aussi, comme ayant pour but de frauder nos produits, l'importation des raisins de cuve français en Allemagne et en Suisse et le transit des vins étrangers par la France. Il est malheureusement probable que les négociants allemands ou suisses font plus d'une cuvée avec nos raisins et en augmentent encore le rendement par l'addition de moûts ou de raisins allemands.

Toutefois, ce genre de demi-fraude n'est pas dirigé contre nous plus spécialement puisque l'importation des raisins de cuve d'Espagne, d'Italie et d'Autriche en Allemagne était bien supérieure, jusqu'à ces dernières années, à celle de nos raisins. Les principaux fournisseurs étaient l'Italie, l'Autriche et l'Espagne, mais la France a augmenté le chiffre de ses envois depuis 1905 et s'est placée, en 1906, au premier rang des pays importateurs de raisins en Allemagne (1) passant de 81.200 quintaux métriques, en 1905, à 177.700 en 1906, malgré que le droit de douane, qui était antérieurement de 4 marks par quintal, ait été porté à 10 marks par le nouveau tarif douanier de l'Empire entré en vigueur le 1^{er} mars 1906. Aussi, et en dépit de la demi-fraude toujours possible que nous signalions ci-dessus, peut-on préconiser le développement des exportations de raisins foulés en Allemagne, en Suisse, en Belgique comme un palliatif à la crise viticole méridionale.

M. Cazeaux-Cazalet a longuement traité la question des vins en transit. Nous ne pouvons mieux faire que de lui emprunter ses chiffres et ses conclusions : envi-

(1) *Office national du commerce extérieur, Notices commerciales*, n° 65 (septembre 1907), page 3.

Voici, pour toute l'Allemagne, les importations globales de raisins foulés en 1906, comparées à celles des années précédentes :

Provenances	1903 Quintaux	1904 Quintaux	1905 Quintaux	1906 Quintaux
Espagne.....	121 903	65 959	121 583	3 712
Italie.....	83.231	49.625	38 544	25.903
Autriche...	42.030	33.196	40.896	30.326
France....	36 441	20.849	81.200	177.700

ron 5 à 600.000 hectolitres transitent par la France. Ils sont dirigés à leur sortie surtout sur la Suisse (389.283 hectos en 1905), un peu sur l'Allemagne (26.042 hectos), sur l'Angleterre (15.378 hectos), sur la Belgique (6.284 hectos) et sur l'Espagne (3.619 hectos).

La fermeture des entrepôts spéciaux (loi du 1^{er} février 1899) a réduit le transit mais ne l'a pas supprimé. L'importance des quantités de vins qui transitent par la France s'explique par l'avantage que ces vins retirent de leur francisation par leur seul passage chez nous. Il faut signaler cette fraude déguisée et demander des mesures pour que le transit soit loyal et que les vins, à leur entrée et à leur sortie, conservent leur nationalité et leur nom.

* * *

A côté des circonstances naturelles ou artificielles, il y a des circonstances légales : la législation douanière des Etats étrangers. Quelles sont les circonstances douanières défavorables ? On peut en discerner deux :

- 1° Des tarifs douaniers trop élevés ;
- 2° Des spécialisations défavorables aux produits viticoles français.

Le rôle des taxes douanières nous paraît capital. Ce sont elles qui, de tout temps, ont empêché notre exportation de vins d'avoir une importance en rapport avec notre production, ce sont elles qui l'ont peu à peu amenée au point où elle se trouve.

Toutes les nations étrangères frappent, en effet, les vins de droits d'entrée parfois prohibitifs, toujours très élevés. Les unes essayent de justifier cette rigueur sous

le prétexte d'une protection nécessaire pour leur propre vignoble, les autres attribuent un caractère purement fiscal à leurs tarifs. Le peu d'importance de leur vignoble ne saurait, dans la plupart des cas, excuser les premières, la balance de notre commerce avec la plupart des secondes proteste contre le traitement infligé au produit national par excellence de la France.

Il n'existe pas au monde une marchandise qui soit aussi généralement et aussi brutalement pourchassée que le vin, et nous mettrons d'accord toutes les écoles économistes en constatant qu'il en a été ainsi sous tous les régimes. Sous le régime des traités de commerce de 1860, l'Angleterre libre-échangiste frappait les vins en fûts d'une taxe par hectolitre de 27 fr. 51, et les vins en bouteilles d'une taxe de 68 fr. 78, les vins mousseux d'une taxe de 136 francs.

A l'heure actuelle, le droit de douane en France est de 12 francs par hectolitre jusqu'à 12°, avec, en sus de 12° : 2 fr. 20 par degré. Le vin en bouteilles n'est point catalogué à part : il supporte, en plus, le droit du verre de contenance, soit 3 fr. 50 par 100 kilos. Ceci dit, voici les droits auxquels sont soumis les vins français à leur entrée dans les pays étrangers :

		Tarif général minimum francs (le litre)	
Espagne.....	<i>Vins mousseux.....</i>	2.50	2 »
	<i>Vins généreux ou de liqueurs</i>		
	en fûts.....	1.50	1 »
	en bouteilles.....	2 »	1.50
	<i>Vins autres :</i>		
		Hectolitre	
	en fûts.....	65	» 50 »
	en bouteilles.....	80	» 62 »

		Tarif	
		général	conven- tionnel
		francs (l'hectol.)	
Italie.	<i>Vins de toute sorte :</i>		
	en fûts.....	20	» 12 »
	en bouteilles.....	68	» 20 »
		les 100 bouteilles	
		francs (406 kilos)	
Allemagne. ...	<i>Vins en fûts :</i>		
	de 14 p. 100 en moins d'alcool en poids (tarif conventionnel)...	25	»
	de 14 à 20 p. 100 d'alcool en poids.....	37	50
	de 20 p. 100 d'alcool en poids et plus.....	200	»
	<i>Vins en autres récipients :</i>		
	mousseux.....	150	»
	autres.....	60	»
		(Tarif général, pas de tarif conventionnel.)	
		francs (l'hecto)	
Angleterre.....	<i>Vins en fûts :</i>		
	jusqu'à 38 degrés d'esprit de preuve.....	34	38
	de 30 à 40 degrés d'esprit de preuve. ..	82	54
	<i>Vins en bouteilles :</i>		
	non mousseux (droit additionnel).....	27	51
	mousseux (droit additionnel)...	68	78
	<i>Vins :</i>		
Autriche-Hong.	en fûts (tarif conventionnel)...	63	»
	en bouteilles (tarif conventionnel).....	78	75

		francs (100 kil.)
	<i>Vins en fûts :</i>	
	jusqu'à 13°.....	81 37
	de plus de 13°5 à 16.....	146 48
Russie... ..	<i>Vins en bouteilles :</i>	
	non mousseux jusqu'à 25°....	97 65
	mousseux.....	227 86
	(Tarif conventionnel.)	
	<i>Vins :</i>	
Suisse.....	en fûts jusqu'à 15°.....	8 »
	en bouteilles.....	25 »
	mousseux.	40 »
	en bouteilles.....	34 »

On pourrait encore noter que le vin en bouteilles acquitte le droit de 0 fr. 42 le litre en Danemark, de 0 fr. 90 en Norvège, de 90 francs et 100 francs les 100 kilogr. en Roumanie, etc. En Belgique, il n'est soumis à aucun droit de douane, mais on lui fait supporter les droits d'accise suivants :

En bouteilles..... 60 fr. l'hectolitre.
En autres récipients... 20 fr. l'hectolitre.

Hors d'Europe, le vin français n'en se trouve pas mieux traité.

Aux Etats-Unis d'Amérique, le tarif réduit comprend les taxes ci-après :

Vins non mousseux :

En fût : 0 doll 35 cents le gallon.

En bouteilles : 1 doll 25 cents les 12 bouteilles.

Quant aux vins mousseux, ils sont encore plus fortement imposés.

Au Canada, le vin paie 49 fr. 60 l'hectolitre et le Champagne 17 fr. 20 les 12 bouteilles. Dans la République Argentine, le droit est de 0 fr. 25 par litre.

Le Japon a un tarif conventionnel assez modéré pour les vins de moins de 16°. Mais il frappe les vins mousseux du droit de 1 yen 550 sen la caisse de 12 bouteilles (1 yen = 2 fr. 54).

Il n'est pas besoin d'insister sur le caractère prohibitif de taxes semblables ! Les plus modérées représentent 30 % de la valeur des vins importés. La répercussion de pareilles taxes sur le développement de l'exportation est trop évidente pour qu'il soit bien nécessaire de la démontrer.

Elles surélèvent le prix du vin à un degré tel, qu'il demeure forcément une boisson de luxe dans la plupart des pays étrangers.

L'influence d'une simple modification de tarifs sur l'importation des vins dans un pays n'est pas toujours aussi claire, aussi visible, obscurcie parfois en totalité ou en partie par d'autres phénomènes concomitants. Par exemple tout tarif exagéré engendre l'organisation de la fraude. Il peut donc se faire que l'abaissement de ces tarifs ait quelque peu perdu de son efficacité, si la fraude est pratiquée depuis longtemps et si malgré cet abaissement elle se perpétue, les fraudeurs se contentant d'un bénéfice moindre mais réel encore.

M. Cazeaux-Cazalet a cherché à se rendre compte si les modifications dans les tarifs entraînaient fatalement une augmentation ou une diminution dans les importations des vins.

En constatant que l'importation des vins a subi des variations divergentes suivant les époques ou les pays sans que les tarifs douaniers aient été modifiés,

M. Cazeaux-Cazalet serait presque disposé à conclure que, sauf dans les cas d'une élévation brusque et absolue de ces tarifs, leur simple variation serait d'une influence douteuse.

Pour nous, cette influence est au contraire très manifeste et indiscutable dans la plupart des cas.

A *priori* on peut d'abord comprendre que les variations de l'importation ne sont guère ni sensibles, ni rapides, lorsque les modifications des taxes douanières sont d'une médiocre amplitude, et surtout lorsque ces modifications laissent au tarif leur précédent caractère prohibitif. Même en ces derniers cas, nous allons montrer que, souvent, les abaissements des taxes ont une réelle répercussion sur l'importation :

En Angleterre, les droits ont varié depuis 1875 entre 27 fr. 51 et 34 fr. 11 par hectolitre, pour les vins en fûts. L'augmentation des droits n'a pas eu un grand effet. Le droit de 27 fr. 51 était déjà suffisant pour ne permettre guère que l'entrée en Angleterre des vins d'un prix assez élevé. Pour ceux-ci une surtaxe de 0 fr. 07 par litre ne saurait être une entrave sérieuse.

En Allemagne, la variation des droits a été assez minime (20 à 25 francs par quintal), en Belgique, également (23 fr. à 20 fr.), pour provoquer à elle seule un mouvement sérieux dans l'importation des vins.

Mais, voyons les pays où la diminution ou l'augmentation des droits a été plus importante.

La Russie frappait les vins en fûts en 1875 d'un droit de 56 fr. 15. En 1881 elle porta ce droit à 119 francs, en 1895 elle le réduisit légèrement à 97 fr. 80.

Sous le régime du droit de 56 fr. 15, nos envois de vins en fûts en Russie s'élevaient, de 1875 à 1882, entre 37.032 et 50.661 hectolitres. Ces envois diminuent très

rapidement pendant la période de 1882-1895, où les droits étaient de 119 francs :

1882.....	32.135 hectolitres
1884.....	14.955 —
1883.....	20.991 —
1885.....	8.329 —
1886.....	5.950 —
1887.....	3.791 —
1888.....	2.186 —
1889.....	3.666 —
1890.....	4.406 —
1891.....	4.311 —
1892.....	6.474 —
1893.....	9.650 —
1894.....	8.979 —

Nos envois reprennent, avec la diminution des tarifs de 1895 :

1895.....	14.591 hectolitres
1896.....	13.893 —
1897.....	12.730 —
1898.....	12.981 —
1899.....	17.716 —

Notre exportation en Russie n'est pas revenue à son chiffre de 1875-1882 quoique elle se soit améliorée depuis 1895. C'est que le tarif de 1895 est supérieur encore de 41 fr. 65 par hectolitre à celui de la première période. Il est inutile d'aller chercher ailleurs les raisons de la décroissance de notre exportation en Russie. On pourrait, il est vrai, objecter que la diminution des

exportations provient de la faiblesse des récoltes affectées par la crise phylloxérique — phénomène qui s'explique par la corrélation de l'importance des récoltes et des exportations. Nous allons citer deux autres exemples plus décisifs.

On sait que l'Autriche-Hongrie, depuis le traité austro-italien de 1891, admettait les vins italiens au droit de 8 francs par hectolitre. Ce traité fût dénoncé fin 1906. Les droits furent élevés à 16 fr. 20 pour une quantité donnée de vins à la fin de 1904. A partir du 1^{er} janvier 1905, les droits définitifs furent portés à 50 francs par hectolitre. Le tableau suivant montrera les effets de ces diverses aggravations des droits ; pour qu'on ne puisse attribuer à la reconstitution du vignoble hongrois la diminution suivie de l'effondrement complet des importations, nous avons placé en regard de celles-ci la production viticole de l'Autriche-Hongrie :

ANNÉES	Production viticole de l'Autriche-Hongrie	Importations des vins en Autriche-Hongrie
1899	5.117.792 hect.	
1900	6.855.925 —	1.044.702 hect.
1901	7.411.214 —	658.370 —
1902	8.086.267 —	644.177 —
1903	7.031.401 —	1.218.897 —
1904	7.000.000 —	254.985 —

L'effet certain des tarifs a été de réduire d'abord des 2/5 en 1904 l'importation des vins en Autriche-Hongrie ; les Italiens, malgré les primes, n'ont pu envoyer sous le régime des droits de 16 fr. 20 que 150.000 hectolitres environ. L'importation est à peu près supprimée en 1905, à cause des droits prohibitifs actuels de 50 francs par hectolitre. La production de l'Autriche-Hongrie est cependant demeurée constante en ces dernières années, elle n'a donc eu aucune influence dans un sens quelconque.

Ces exemples ne sont-ils pas probants ?

La répercussion des tarifs est profonde lorsque leur redressement frappe plus particulièrement les produits d'une nation et favorise ainsi les nations concurrentes ; il nous suffira de rappeler brièvement l'histoire souvent relatée de la guerre de tarifs franco-suisse de 1892-1895 :

En 1892, le Parlement français refusa d'échanger nos tarifs contre le tarif suisse. La Suisse porta aussitôt de 3 fr. 50 à 25 francs par quintal la taxe sur les vins. Cette situation dura jusqu'au 19 août 1895, époque à laquelle la Suisse nous rendit le tarif de 3 fr. 50. L'exportation de nos vins se ressentit cruellement de cette surélévation momentanée des droits, comme il ressort du tableau suivant :

Importation des vins français en fûts en Suisse :

1890.....	288.594	hectolitres
1891.....	302.689	—
1892.....	247.673	—
1893.....	45.192	—
1894.....	18.389	—

1895.....	77.251	—
1896.....	128.537	—
1897.....	141.847	—
1898.....	130.696	—
1899.....	130.290	—
1900.....	154.897	—
1901.....	226.074	—
1902.....	330.724	—
1904.....	169.240	—
1905.....	756.000	—
1906.....	256.000	—

C'est une influence du même genre qu'a sur notre exportation l'admission, sous les mêmes conditions de tous les vins ayant une teneur alcoolique variable, mais dont la limite est très élevée. Il y a là, comme nous le montrerons plus loin, un réel traitement différentiel qui favorise les gros vins d'Espagne et d'Italie.

Les nations étrangères ne se contentent pas d'appliquer aux vins en général des taxes prohibitives, elles frappent plus sévèrement les vins français.

L'examen attentif des classifications adoptées par la plupart des tarifs douaniers permet d'affirmer que les vins français sont visés plus particulièrement que les autres.

Les douanes étrangères divisent ordinairement les vins français en 4 classes :

- Vins en fûts ;
- Vins non mousseux en bouteilles ;
- Vins en bouteilles ;
- Vins de liqueur.

Nous laissons de côté la catégorie des vins de liqueur relativement peu importante et nous passerons en revue les trois autres catégories :

a) *Vins mousseux.*

Ils ont, dans tous les tarifs douaniers, les honneurs de taxes exorbitantes :

100 bouteilles de vins mousseux paient à la douane :

Brésil, 716 francs, plus une surtaxe de 2% ad valorem.

Russie, 475 francs.

Cuba, 440 francs.

Etats-Unis, 345 fr. 20.

Portugal, 280 francs.

Suède, 278 francs.

Norvège, 208 fr. 50.

Chili, 189 francs.

Argentine, 177 francs.

Allemagne, 150 francs.

Espagne, 150 francs.

Canada, 147 fr. 44.

Uruguay, 124 francs.

Angleterre, 102 fr. 89.

Belgique, 100 francs (droit d'accise).

Roumanie, 100 francs.

Danemark, 72 francs.

Hollande, 42 fr. 20 (droit d'accise).

Suisse, 40 francs.

Or, ces vins qui sont gratifiés de droits aussi énormes, ce sont précisément des vins éminemment français, ce sont nos vins de Champagne et de Saumur, ce sont les

vins pour lesquels nous avons comme une sorte de monopole. Sur 73.519 hectolitres de vins mousseux qu'a achetés l'Angleterre, en 1903, 69.215 venaient de France, 4.304 seulement des autres pays. En Allemagne, sur un achat total de 17.760 hectolitres, 17.651 venaient de France, 109 seulement d'autres pays. En Belgique, sur 27.798 hectolitres, 27.186 venaient de France, 612 seulement d'ailleurs. En Autriche, sur 9.621 hectolitres, 9.335 venaient de France, 286 d'ailleurs.....

Donc, en frappant plus sévèrement les vins mousseux, les tarifs visent un produit particulièrement français. C'était avant la lettre, une de ces *spécialisations* que l'Allemagne vient de mettre à la mode: comme sur un mot d'ordre général, toutes les nations l'avaient déjà, depuis longtemps, imaginée contre nous.

b) *Vins en bouteilles.*

Les vins en bouteilles, sans être aussi maltraités que les vins mousseux, ne sont guère ménagés par les tarifs douaniers; par quintal brut ou net, par hectolitres ou par 100 bouteilles, ces vins ont à acquitter les taxes suivantes :

Portugal, 280 francs.
Russie, 247 francs.
Chili, 189 francs.
Argentine, 155 francs.
Suède, 139 francs.
Uruguay, 124 francs.
Roumanie, 100 francs.
Norvège, 97 fr. 30.
Danemark, 72 francs.

Cuba, 67 fr. 34.
Brésil, 62 francs.
Espagne, 62 francs.
Angleterre, 61 fr. 62.
Allemagne, 60 francs.
Belgique, 60 francs.
Etats-Unis, 53 fr. 94.
Autriche, 50 francs.
Hollande, 42 fr. 20.
Suisse, 25 francs.
Italie, 20 francs.

La France est, de toutes les nations, celle qui exporte le plus de vins en bouteilles. Son exportation de vins de cette catégorie est extrêmement importante : 300.000 hectolitres. Elle fournit à la Belgique, 94 %; à l'Allemagne, 65 % de leurs achats en vins de cette sorte.

Comme pour les vins mousseux, en créant des taxes fort élevées sur les vins non mousseux en bouteilles, les pays étrangers font une *spécialisation* de tarifs dirigée contre les produits particuliers à la France.

c) *Vins en fûts.*

La France n'a pas le monopole de la fourniture de ces vins. Au premier abord, les taxes douanières qui les concernent ne semblent pas mériter le reproche que nous leur adressons à propos des deux catégories précédentes. Mais il n'en est rien. Nous allons démontrer que, comme les taxes douanières sur les vins mousseux et les vins en bouteilles, celles-ci sont plus spécialement nuisibles aux vins français qu'à ceux de ses concurrents.

D'après les documents publiés par l'Administration des Contributions indirectes, la production viticole de la France pour les quatre dernières années, se subdivise, suivant le degré alcoolique des vins, en trois sections fort inégales :

ANNÉES	Production totale	VINS TITRANT		
		moins de 11°	11°	plus de 11°
	hectolitres	hectolitres	hectolitres	hectolitres
1902	39 883.783	36.345.001	2 473.087	1.064.795
1903	35.402.336	32.159.345	2.248.442	984.549
1904	66.017.000	55.854.354	6.425.343	3.736.860
1905	56.660.104	50.924.198	4.375.538	1.336.368
1907	66.070.000	58.925.671	5.318.184	1.826.418

La teneur alcoolique des vins admis à bénéficier de la taxe la moins élevée est la suivante dans les divers pays :

(Cette teneur est imprimée en volumes).

Suède.....	25°
Norvège.....	21°
Hollande.....	21°
Allemagne.....	17°5
Angleterre.....	17°22
Suisse.....	15°
Brésil.....	14°
Etats-Unis.....	14°
Russie.....	13°

Les conséquences de cette situation sont nombreuses : l'élévation excessive de la teneur alcoolique admise pour

les vins ordinaires en fûts encourage l'importation de vins non naturels, survinés jusqu'à la tolérance des tarifs, car s'il est fort peu de vins naturels au monde titrant plus de 15°, il n'en est pas qui aient une richesse alcoolique de 17°, 17°5, 21° et 25°, car on sait que la fermentation des moûts s'arrête lorsqu'ils contiennent de telles doses d'alcool.

Ce mode de tarification est la cause des fraudes les plus nombreuses. Les négociants de l'étranger ont un intérêt évident à acheter des vins dont le degré se rapproche de la tolérance douanière, mais comme ces vins sont trop alcooliques pour être consommés en nature, ils sont coupés avec des vins médiocres et, le plus souvent, simplement dédoublés avec de l'eau. Il en résulte une perte pour la douane qui perçoit les droits sur un nombre moindre d'hectolitres, une aggravation des effets de l'importation pour les vins indigènes sans aucun profit pour l'hygiène, bien au contraire.

Les mixtures de tout genre préparées avec les vins survinés ont encore l'inconvénient de fausser le goût des consommateurs qui ont de la peine à reconnaître nos bons vins dans ces breuvages innommables, décorés du nom de Bordeaux ou Bourgogne. On signale notamment les vins vendus sous cette étiquette dans quelques restaurants du Strand, à Londres, ou dans les salons américains.

Mais la conséquence la plus fâcheuse, pour notre exportation, de cet état de choses, c'est qu'il favorise réellement nos concurrents d'Espagne et d'Italie. Nous produisons fort peu de vins au-dessus de 13°. Sans doute, certains vins du Roussillon, quelques crus du Bordelais ou de la Bourgogne offrent une semblable richesse alcoolique, mais ce sont des exceptions, fort

intéressantes du reste. Ces vins, si alcooliques naturellement, sans aucun vinage, sont une excellente matière à exportation : ils sont malheureusement trop rares pour contribuer, d'une façon bien appréciable, au développement de l'exportation de nos vins. L'Espagne et l'Italie ont une proportion de ces vins alcooliques plus forte que la France. De plus, dans ces pays, comme en Grèce et en Turquie, le vinage, pratiqué sur une vaste échelle, augmente considérablement la quantité des vins répondant au titre élevé inscrit dans les taxes douanières. En France, au contraire, le vinage des vins destinés à l'exportation est entravé par beaucoup de formalités. Il est étroitement surveillé par la Régie, il n'est autorisé qu'au moment du départ des vins, condition de vinage déplorable; enfin il est limité.

Nous ne méconnaissions certes pas que ces précautions ne soient nécessaires pour éviter les fraudes fiscales et commerciales à l'intérieur et pour paralyser le trafic des bons de vinage que l'Administration pourrait délivrer aux exportateurs et dont quelques-uns, peu délicats, pourraient abuser en les revendant à des négociants de l'intérieur quand le vinage ne leur serait pas indispensable.

Cette surveillance, pour être délicate, n'en serait pas moins possible pour le service.

Quoi qu'il en soit, les entraves au vinage ne nous permettent pas de lutter à armes égales avec nos concurrents, soit qu'il s'agisse de vins naturellement très alcooliques ou de vins survinés; par conséquent, les tarifs douaniers en ne différenciant pas les vins au-dessus d'un titre élevé, favorisent indirectement nos rivaux.

Le jour où les pays étrangers accorderont la taxe minima aux vins en fûts titrant moins de 12° — comme

en France — nous pourrions exporter ces vins dits communs, mais qui sont si variés, si agréables et qui représentent plus des neuf dixièmes de notre production vinicole. Notre exportation ne grossira sérieusement qu'alors, car, dans les conditions actuelles, non seulement l'élévation générale des droits, mais encore la faveur accordée aux vins très alcooliques, chassent des marchés étrangers la plus grande partie des vins français qui, en raison de leur bon prix, auraient le plus de chance d'y être plus particulièrement appréciés.

* * *

Il reste enfin une quatrième sorte d'influence défavorable à notre exportation : c'est notre mauvaise organisation commerciale.

Il est hors de doute que notre marine marchande nous met en état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère : nos lignes sont mal desservies et le fret est trop cher. M. Martinet, dans son livre sur les ports francs et l'exportation des vins, a insisté longuement sur ce point. Il est parfois plus avantageux à un exportateur d'expédier son vin de Marseille à Hambourg et d'Hambourg pour l'Extrême-Orient que de Marseille directement sur l'Extrême-Orient.

D'autre part, notre commerce d'exportation manque d'agences spéciales de renseignements indiquant non seulement les tarifs de transport, les droits de douane, les frais généraux, les goûts du public, mais encore se chargeant des assurances et des recouvrements. Enfin, il faut bien encore redire que nos commerçants ne voyagent pas assez, et quand ils le font, n'ont pas un usage

suffisant de la langue pour s'entretenir avec leur clientèle de ses goûts et de ses desiderata.

Sous ce rapport l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne nous sont de beaucoup supérieures. Tous les rapports consulaires montrent notamment l'ingéniosité du commerçant espagnol : l'installation et le lancement de la Bodega ou débit de boisson espagnol, et son succès en Angleterre et en Allemagne. Il semble que des unions commerciales pourraient entretenir des agents à l'étranger et établir des comptoirs, à défaut de grosses maisons capables de supporter les frais d'installations coûteuses et de tâtonnements pénibles.

CHAPITRE II

Le Relèvement de notre exportation. Politique douanière viticole

Y a-t-il un remède à cette décadence de notre exportation, et comment peut-on espérer la relever ? C'est ce qu'il importe maintenant d'examiner.

Le vin constitue le principal article de notre exportation de produits alimentaires. Il laisse bien loin derrière lui les articles qui le suivent par ordre d'importance et en particulier les sucres dont l'exportation n'a jamais valu celle des vins, malgré les primes dont on l'avait gratifiée. Dans le tableau général de notre commerce, le vin se classe en troisième ligne après les tissus de soie et les laines.

Il s'en faut bien peu, pour qu'il arrive en tête de nos exportations en tous genres, et il semble qu'il doive y parvenir aisément le jour où nous pourrions obtenir des nations étrangères un traitement moins prohibitif. Comment en serait-il autrement ? A l'abri des droits protecteurs chaque nation organise chez elle des industries pour lesquelles elle faisait auparavant appel à l'étranger. Les machines sont faciles à déplacer, les usines à construire, les procédés et secrets manufacturiers ne peuvent demeurer longtemps la propriété d'un

seul pays. Peu à peu les demandes de l'étranger se feront de plus en plus rares pour nos produits manufacturés. Notre supériorité pour la construction des automobiles n'aura qu'un temps : déjà l'Italie, l'Allemagne, les Etats-Unis nous la disputent vivement. Il ne nous restera plus que le monopole d'articles de luxe pour la fabrication desquels le goût français demeure sans rival.

Dans la catégorie des produits alimentaires, le beurre notre second article d'exportation (59,784,000 francs) peut être fabriqué dans tous pays, comme le sucre. Ce ne sont pas là des produits nationaux comme le vin. Sur 144 millions d'hectolitres de vin — production mondiale en 1905 — la France, sans y joindre l'Algérie ni la Tunisie, a fourni 56 millions d'hectolitres, plus du tiers. Si elle est la première nation du monde au point de vue de la quantité, elle est inimitable pour la qualité de ses vins.

Il semblerait tout naturel que notre pays ait conservé grand souci de maintenir et même d'accroître l'exportation de ses vins. Il n'en a rien été, ni avant, ni après la crise phylloxérique, c'est-à-dire lorsque la production vinicole était exubérante. De tous temps, sous tous les gouvernements comme sous tous les régimes économiques, au temps de la vogue du libre échange et des traités de commerce, comme au temps de la vogue de la protection à outrance et des tarifs conventionnels, les négociateurs chargés de nos intérêts ont été très attentifs à l'avenir de l'exportation de nos produits manufacturés ou de certains produits alimentaires, le beurre, les fromages, les sucres, par exemple, mais ils se sont fort peu intéressés à l'avenir de l'exportation de nos vins. Des taxes douanières de 20, 25, 100 francs par hectolitres de vins en fûts les laissent parfaitement calmes et les

3 ou 400 francs de droit imposés à nos vins mousseux leur paraissent plus anodins qu'une taxe de 5 % *ad valorem* sur un autre produit de la plus médiocre importance ! Ce n'est pas pour les vins qu'on eût engagé jamais une guerre de tarifs avec une nation quelconque.

Devant cette attitude de la France, faisant bon marché des intérêts de l'exportation de sa meilleure marchandise d'échange, les nations étrangères ne se sont guère gênées pour relever des droits déjà presque prohibitifs et cela explique l'espèce de Ligue universelle qui s'est organisée contre les vins.

M. Cazeaux-Cazalet a fait cette constatation que presque partout en ces vingt dernières années les droits sur les vins ont été majorés. « L'Autriche-Hongrie de 20 à 50 francs, la Norvège de 11 à 55 francs, la Suède de 20 à 91 francs, l'Angleterre de 27 fr. 50 à 34 francs, l'Allemagne de 20 à 25 francs ». La Suisse a élevé son tarif en 1906 de 3 fr. 50 à 8 francs. M. Cazeaux-Cazalet a fait ressortir la tendance de tous les peuples à relever leurs droits de douanes et à introduire dans leurs conventions des spécialisations de produits qui aggravent la situation. Nous ajouterons que certains pays, par des règlements particuliers, mettent à nos importations des entraves presque aussi fortes que des tarifs prohibitifs, exemple l'Italie, qui à l'abri de ses règlements, arrêtant l'entrée des vins turcs et grecs comme elle arrêterait demain l'entrée des nôtres le cas échéant. Et nous laissons faire.

D'après M. Havey (Congrès de Liège 1905), cité par M. Cazeaux-Cazalet, les nations perçoivent sur les marchandises importées chez elles des taxes équivalentes *ad valorem* aux chiffres ci-après :

France.....	8,5 à 9 %
Russie.....	38 %

Argentine.....	30 %
Etats-Unis.....	28 %
Allemagne.....	9 %
Autriche.....	6 %
Suisse.....	4 %
Belgique.....	2 %
Italie.....	13 %
Espagne.....	115 %

Mais ce que M. Havey n'a pas mis en évidence, c'est que, en réalité, tous les pays, même ceux qui frappent le moins notre importation, sont des plus sévères pour notre meilleur et plus sûr article d'exportation, les vins. L'Autriche a mis une taxe de 50 % sur les vins : c'est un droit de plus de 300 francs *ad valorem*, car l'Administration des Contributions indirectes a fixé pour la valeur moyenne de nos vins français 15 francs. La Belgique avec ses 2 % de droits *ad valorem* sur l'ensemble de son importation perçoit sur les vins une taxe de 115 % et ainsi pour tous les autres pays.

Cette situation, qui est déjà si nuisible à notre commerce des vins et qui menace de s'aggraver encore n'est pas acceptable, et la nécessité s'impose d'inaugurer une politique vinicole qui n'a jamais existé.

Nous serions évidemment en droit de demander à la plupart des nations étrangères une réduction de leurs taxes sur nos vins en échange de notre tarif minimum actuel qui est demeuré le même depuis 1892, alors que ces nations ont modifié le leur en le majorant. Mais cette simple demande aurait peu de chances d'être favorablement accueillie. Si nous voulons engager une conversation profitable avec les divers peuples, il sera nécessaire au préalable, de faire comme nos voisins et

relever notre tarif. L'institution d'une politique douanière vinicole est intimement liée à la révision générale de notre tarif douanier.

Nous ne voulons pas soulever ici la trop grosse question d'une modification radicale dans notre régime et nous demander si la viticulture, si libre-échangiste autrefois, n'aurait pas intérêt à revenir à ses traditions et à réclamer la conclusion de véritables traités de commerce où les vins seraient moins maltraités. Le retour intégral aux traités de commerce paraît bien difficile aujourd'hui, à cause de la position prise par les autres nations. D'autre part nous avons vu que les tarifs douaniers dont nous nous plaignons étaient antérieurs pour la plupart à l'inauguration du régime actuel et remontaient au temps des traités de commerce.

En ces derniers temps il semble se dessiner, dans la politique commerciale, un mouvement particulier qui aboutit en somme à un régime mixte. Les spécialisations se multiplient dans les tarifs, favorisant tel pays au détriment d'un autre; les conventions nouvelles stipulent la consolidation de certains droits et parfois de tous pour une durée plus ou moins longue, et tout cela finit par ressembler quelque peu à un véritable traité de commerce.

Il nous sera bien difficile de ne pas entrer, à notre tour, dans cette voie.

Quoi qu'il en soit, il convient de passer en revue notre commerce avec chacune ou tout au moins quelques-unes des nations chez lesquelles nous exportons des vins et de voir si nous ne trouverons pas des motifs de conversation qui pourraient aboutir à une diminution des taxes douanières sur notre principal produit national.

Nous ferons cette revue le plus rapidement possible

n'ayant pas le but d'étudier ici — cela nous entraînerait trop loin — dans le menu détail tout le programme des réformes à introduire dans les conventions douanières de chaque pays.

Nous prendrons pour base les renseignements publiés dans le Tableau général du commerce, année 1904.

ANGLETERRE

Nous avons importé en Angleterre, en 1904, 1 milliard 217.129.000 francs de produits. Cette nation en a importé chez nous pour 523.862.000 francs, la balance du commerce est donc en notre faveur. Voici les principaux articles de notre commerce spécial :

Importations françaises en Angleterre	Importations anglaises en France	Droits perçus par la Douane française
en francs	en francs	
Tissus de soie... 143.779.000	Houille crue... 48.554.000	6.957.000
Tissus de laine... 104.099.000	Laines et déchets 41.914.000	51.000
Ouvr. de modes. 102.923.000	Machines..... 29.290.000	2.864.000
Beurre..... 50.000.000	Plumes brutes.. 27.625.000	7.600
Peaux préparées. 32.454.000	Prod. chimiques 23.754.000	1.302.000
Confection, ling. 41.896.000	Peaux préparées 22.523.000	774.000
Automobiles. ... 41.452.000	Tissus de laine.. 21.746.000	3.282.000
Vins (195.022 li.) 40.007.000	Etc., etc.	
Totaux.... 1.217.129.000	Totaux... 428.059.800	33.236.000

L'état de nos relations avec l'Angleterre indique la nécessité pour nous de faire quelques concessions à ce pays, si nous voulons, en retour, obtenir un abaissement des droits sur les vins. La houille est le pain de toutes

nos industries, nous avons un intérêt général à ce que cette matière alimentaire de nos usines leur soit donnée au plus bas prix possible. La France perçoit sur les houilles anglaises à peu près les mêmes sommes que l'Angleterre sur nos vins. Est-il donc impossible, par exemple, en échange de la réduction à 10 francs des droits sur les vins, de supprimer en grande partie nos droits sur la houille crue ?

Dans une interview récente donnée au journal *La Dépêche*, de Toulouse (1), M. Jean Périer, consul de France à Londres, indiquait l'importance des échanges du Midi avec l'Angleterre : « Le Bas Languedoc et le Roussillon exportent pour plus de cinq millions avec des noisettes, des pêches, des prunes reine-claude de Perpignan; des vins et eaux-de-vie de l'Hérault; les raisins noirs, les cerises du Gard, les prunes et les cerises bigarreaux de l'Ardèche. » N'y a-t-il pas moyen d'augmenter ce courant commercial déjà important ? M. Périer le pense et engage le Midi à se rendre à Londres avec ses produits agricoles, les vins, à l'occasion de la prochaine exposition franco-anglaise. Le Midi, en exposant, a des chances de se créer des débouchés nouveaux. Il y a en Angleterre foule d'ouvriers qui n'ont jamais bu de vin, qui n'en ont jamais vu et qui ne demandent qu'à en voir. Les membres du Conseil municipal de Londres étaient accompagnés de médecins quand ils sont venus à Paris. Ceux-ci ont constaté qu'il y avait peu d'ivrognes dans les rues de la capitale française, et pas du tout d'ivrognesses, alors qu'il n'est pas rare d'en voir à Londres. Ils ont attribué la bonne tenue des rues de Paris à

(1) Numéro du 27 janvier 1907.

l'usage du vin comme boisson, et le grand journal médical de Londres, *le Lancet*, a entrepris une campagne pour demander l'admission des produits de la vigne sur les tables anglaises.

Certes il ne faut pas songer que les Anglais renoncent du jour au lendemain au whisky, au thé, à la bière. Mais il semble que les vins légers du Midi doivent être préférés au gros vin australien qui pénètre en Angleterre assez abondamment et qu'on vend au détail 1 fr. 25 la bouteille de 82 centilitres. En tout cas, la condition préalable à l'entrée des vins du Midi sur le marché anglais, c'est l'abaissement des droits de douane très lourds qui pèsent sur les vins bon marché, droits fixés à 76 francs par pièce et s'appliquant à tous les vins jusqu'à 17°2.

L'exposition peut amener ce résultat excellent de fournir au gouvernement l'occasion opportune d'entamer de nouvelles négociations avec l'Angleterre en vue de la diminution des droits d'entrée sur les vins. L'important serait, pour nos producteurs, de savoir se présenter sur le marché anglais, qui paraît actuellement bien disposé, et d'y faire bonne figure. Le groupement par région, par syndicat, permettrait de se déplacer et un moyen de faire connaître le vin serait d'établir des comptoirs de dégustation dans les centres industriels, comme le font les marchands de cacao. La diplomatie pourrait se faire, après une tentative de ce genre, la servante du commerce et de notre viticulture méridionale.

Dans cette éventualité, son effort devrait tendre à obtenir la diminution des droits, ou du moins la création d'un droit réduit pour les vins de moins de 15°, comme cela existait avant 1890.

Jusqu'en 1890, en effet, la douane anglaise distinguait, à l'importation, trois catégories de vins :

Ceux de moins de 15° qui payaient un droit de 27 fr. 50 par hectolitre ;

Ceux de 15° à 17°2 qui payaient 68 fr. 78 ;

Enfin, ceux d'un degré supérieur qui n'étaient plus à proprement parler de véritables vins.

Depuis 1890, l'échelle des droit a été modifiée. Tous les vins de moins de 17°2, quelle que soit leur richesse alcoolique, paient indistinctement 34 fr. 30 par hectolitre; et ceux de 17°2 à 24°, également sans distinction de richesse, 82 fr. 62 par hectolitre. Les vins d'un degré supérieur sont soumis à un droit additionnel de 0 fr. 31 par gallon (=4 litres 54). Les vins importés en bouteilles paient également un droit additionnel de 1 fr. 25 par gallon pour les vins non mousseux, et de 3 fr. 63 pour les vins mousseux.

Ces modifications dans l'élévation des droits, appuyées dans une certaine mesure par des changements dans les goûts des consommateurs, changements que, d'ailleurs, elles ont pu contribuer à provoquer, ont été suivis de transformations considérables dans les conditions d'approvisionnement du marché anglais. En 1882, sous le régime des droits réduits pour les vins de moins de 15°, les vins de consommation courante arrivaient pour la presque totalité, en Angleterre, au-dessous de 15°; les entrées de vins de 15° à 17°2 étaient négligeables, mais celles des vins de liqueur, de plus de 17°2, représentaient des quantités presque doubles. Sur 13.156.892 gallons importés cette année-là, les vins de moins de 15 degrés en représentaient 4.525.902; ceux de 15° à 17°2, 605.183 gallons seulement; et ceux de plus de 17°2, 8.025.807 gallons (1). Le consommateur anglais

(1) Convert. *La Richesse alcoolique des vins en Angleterre, dans Revue de viticulture*, n° 657 (19 juillet 1906).

aimait les vins de Tiqueur, à très fort degré, et aussi les vins ordinaires.

La situation a été toute autre en 1905. Sur une importation totale de 10.871.229 gallons de vins en fûts, les vins généreux à degré élevé ne figurent plus que pour 3.241.525 gallons, et les vins de moins de 17°2 représentent 7.629.704 gallons.

Mais, fait très remarquable, pendant qu'en 1882, les vins de consommation courante arrivaient presque tous en Angleterre à moins de 15°, pour échapper aux surtaxes qui frappaient les vins plus riches, les vins de 15° à 17°2, placés depuis sur le même pied, représentent maintenant des quantités presque aussi considérables que ceux de moins de 15° : exactement 3.405.190 gallons contre 4.224.514.

Les importateurs tendent de plus en plus à faire entrer en Angleterre des vins à richesse alcoolique voisine de la limite maxima, comme s'ils cherchaient surtout à introduire de l'alcool.

Dans cette tendance à expédier des vins à degré de plus en plus élevé, les pays viticoles, et même les autres — car il faut de plus en plus compter avec leur concurrence — l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal serrent de très près le bénéfice du tarif actuel. La France, au contraire, n'a pas modifié ses traditions et, comme autrefois, la grande masse des vins courants qu'elle expédie en Angleterre 2.070.719 gallons sur 2.385.221 dosent de 9 à 12°6.

Le tarif des douanes anglais favorise donc l'importation des vins à fort degré, puisqu'ils ne paient pas plus que les autres. Ces vins de 15°, 16° et 17° peuvent théoriquement, et même pratiquement dans une certaine, être des vins naturels; ce ne sont évidemment en fait,

pour la plupart, que des vins vinés et survinés. Les droits en vigueur nous sont franchement défavorables, si même ils ne tournent indirectement la stipulation de la clause de la nation la plus favorisée qui nous est concédée en principe. Ils ne sont pas avantageux à l'Angleterre : les vins, même naturels, de 15 à 17°, ne sont guère des vins de consommation courante; les vins suralcoolisés le sont moins encore. Destinés au dédoublement, après acquittement des droits de douane, que ce soit par les marchands ou par les particuliers, ils frustrent, les uns et les autres, le Trésor de recettes sur lesquelles il devrait compter. Consommés en nature, ils habituent à l'usage des boissons de plus en plus fortes en poussant à l'alcoolisme dont les progrès inquiètent si justement nos voisins.

Ainsi, sous une apparence d'égalité de traitement, nous sommes placés sur un pied réel d'infériorité, par rapport à nos concurrents. Nous payons autant qu'eux pour des produits moins riches.

Ces considérations appuyées sur des documents positifs, montrent l'importance qui s'attache à la poursuite d'une équitable tarification dans les droits de douane perçus à l'étranger sur nos vins. S'il est regrettable d'avoir à subir des taxes exagérées, et si on doit s'efforcer d'obtenir leur réduction à de justes proportions, il l'est plus encore de se trouver dans une position défavorable.

La proportionnalité des droits à la qualité des marchandises est une question qui prime celle de leur élévation. Ce but ne devrait pas être perdu de vue si l'entente cordiale facilitait le remaniement du tarif douanier à notre avantage, le souci de la prospérité des colonies anglaises d'Australie venant à l'appui de notre cause;

car, comme les nôtres, les vins d'Australie sont plutôt des vins légers.

ALLEMAGNE

La balance du commerce franco-allemand est en notre faveur. Notre exportation dépasse, en 1906 et 1907, de près de 100 millions l'importation allemande. Ne pourrait-on demander à l'Allemagne de spécialiser une catégorie de vins d'origine française, ou encore de créer une classe de vins au-dessous de 12° ou 13°, avec des droits très modérés, de diminuer les droits sur les vins fins en bouteilles de Bordeaux ou de Bourgogne et sur le Champagne, en lui offrant, comme compensation, la diminution ou la suppression des droits sur les houilles crues, les poteries ?

Nous avons de tout temps vendu du vin aux Allemands, leur production vinicole du Rhin et de la Moselle, d'environ trois millions d'hectolitres, ne suffisant pas à la consommation. Mais, en 1907, une hausse considérable s'est produite dans le chiffre de notre exportation de vins de coupage et surtout de vins ordinaires du Midi, et il semble que la concurrence que nous pouvons faire sur le marché allemand aux vins italiens, espagnols ou de toute autre provenance, doit tourner à notre avantage. Grand consommateur de bière et, depuis quelques années, de cidre et de poiré, l'Allemand se met à boire beaucoup plus de vin. L'usage du vin dans les classes moyennes et même dans le peuple commence à se répandre et tend à se propager de plus en plus.

Le commerce des vins en Allemagne serait donc susceptible de prendre une nouvelle extension par la création d'une organisation adéquate, permettant d'en facili-

ler la vente et d'une classe de vins au-dessous de 12°, avec des droits modérés qui permettraient de fournir aux consommateurs des produits naturels à des prix abordables. Nous savons, en effet, que le régime douanier applicable aux vins français importés en Allemagne, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1906, les frappe jusqu'à 14° d'un droit de 25 francs par 100 kilogr. brut.

Mais même avec les tarifs actuels, il y a tout avantage pour les viticulteurs français à pénétrer sur le marché allemand et à y chercher, dans l'augmentation de nos exportations, une atténuation à la crise méridionale.

BELGIQUE

Les statistiques de la Belgique et de la France ne sont pas d'accord sur le chiffre de leurs importations et exportations réciproques. Cela tient à ce qu'un certain nombre de marchandises passent en transit dans les deux pays et sont plus ou moins francisées ou belgiées. Cependant la balance du commerce serait encore ici favorable à la France, d'après la statistique française.

Pour la Belgique, comme pour l'Angleterre et l'Allemagne, des concessions sur les houilles crues ne pourraient-elles nous faire accorder un meilleur traitement sur les vins. Ce meilleur traitement nous serait acquis, d'après certaines chambres de commerce, si nous consentions à la Belgique des droits sur les produits horticoles et les nitrates et superphosphates, si utiles à l'agriculture. Ce marché, où nous avons exporté en 1906 330.000 hectolitres de vins de toute sorte, pourrait constituer un de nos plus importants débouchés vinicoles.

PAYS-BAS

La balance du commerce est à peu près égale entre la Hollande et la France.

Le principal article de l'importation hollandaise en France est constitué par les fromages. Nous leur imposons une taxe de 6,5 % *ad valorem*. Les vins sont le principal article de notre exportation en Hollande; cette nation leur a imposé une taxe de 37 % *ad valorem* en 1905. Une élévation de notre tarif sur les fromages de Hollande amènerait sans doute ce pays à nous accorder de larges concessions sur les vins, qu'il frappe d'un droit presque prohibitif de 42 fr. 50 par hectolitre.

SUÈDE-NORVÈGE

La Suède nous achète beaucoup moins de produits que nous ne lui en achetons; elle taxe nos vins de droits prohibitifs, 90 francs par hectolitre pour les vins en fûts, 139 francs et 278 francs pour nos vins en bouteilles.

Nous n'avons guère à ménager la Suède qui est une cliente insignifiante pour nos produits. Une conversation avec cette nation au sujet des bois et des vins pourrait, d'ailleurs, ne pas nous conduire forcément à une guerre de tarifs avec cette nation.

Il en est de même pour la Norvège, à qui nous avons vendu, en 1904, seulement pour 2.788.000 francs de produits, alors qu'elle nous en a vendu plus de 23 millions. Sur ces marchandises nous avons prélevé un droit de 5,4 % *ad valorem*. En revanche, la Norvège a perçu sur

nos vins un droit prohibitif de 55 fr. 60 par hectolitre pour les vins en fûts, 97 fr. 30 et 208 fr. 50 sur les vins en bouteilles.

AUTRICHE-HONGRIE

L'Autriche nous vend plus de vin qu'elle ne nous en achète !... 3.141 hectolitres en 1905 contre 2.295 hectolitres de vins mousseux français et 266 hectolitres de vins ordinaires.

Comment en serait-il autrement, alors que nous lui ouvrons nos portes et qu'elle nous ferme les siennes par un droit prohibitif de 50 francs sur les vins en fûts. . . L'Autriche se moque littéralement de nous depuis 1892. Une conversation avec elle sur les bois et mieux une guerre de tarifs, où nous n'avons pas grand chose à perdre, la ferait peut-être réfléchir.

Quoi qu'on en ait dit, nous pouvons nous passer parfaitement des merrains hongrois, et la preuve c'est que leur importation en France a pu diminuer de plus de moitié en 10 ans sans que la tonnellerie en ait beaucoup souffert.

La *République Argentine*, grâce à ses tarifs prohibitifs sur les vins (47 francs sur les vins en fûts, 155 et 177 francs sur les vins en bouteilles) a essayé de supprimer l'importation des vins en favorisant, d'une part, la création d'un vignoble et, d'autre part, la fabrication la plus scandaleuse de vins artificiels. Elle y a réussi en partie, bien qu'elle reçoive encore près de 400.000 hectolitres de vins en fûts de l'étranger; la part de la France n'est plus, dans cette importation, que de 44.507 hectolitres, alors qu'autrefois nous étions les principaux fournisseurs de vins pour l'Argentine. La balance

du commerce est cependant tout en faveur de ce pays qui pourrait, à cause de cela, avoir plus de ménagements pour notre principal article d'exportation chez lui. Les exportations françaises en Argentine se sont élevées, pour l'année 1904, à 73 millions de francs, dont 10 millions de francs de vins; celles de l'Argentine en France ont atteint le chiffre de 252.160.000 francs, sur lesquels la douane française a perçu 5.077.000 francs, soit moins de 2 % *ad valorem*. La République Argentine frappe notre premier article des droits énormes que nous avons indiqués ! L'échange des tarifs avec cet Etat est donc une pure duperie. Nous devons demander que la convention commerciale qui nous lie à cette nation soit dénoncée. Nous trouverons ailleurs les laines que nous lui achetons, car la production lainière de l'Argentine n'est que les 13.8 % de la production mondiale. Il ne saurait être question de proposer des concessions nouvelles de notre part à un pays que nous traitons déjà avec une excessive générosité.

RUSSE

Nous en arrivons à l'examen de nos relations commerciales avec deux pays, la Russie et la Suisse, où nous espérons pouvoir mettre en relief le défaut d'une politique douanière viticole et constater, encore une fois, que le vin est constamment sacrifié dans les conventions commerciales. C'est l'histoire des conventions franco-suisse du 21 décembre 1905 et franco-russe des 16/29 septembre 1905, ratifiée par le Parlement en février 1906.

I. Les relations commerciales franco-russes étaient régies jusqu'au 1^{er} mars 1906 :

1° Par le traité de commerce et de navigation de 1871, aux termes duquel les deux pays s'étaient accordé le traitement de la nation la plus favorisée ;

2° Par la convention de 1893, qui avait accordé à la Russie le bénéfice de notre tarif minimum (réduit sur les huiles minérales), en échange du tarif russe conventionnel (modifié, suivant notre demande, pour un certain nombre d'articles), accordé aux produits français.

La convention de 1893, ayant été dénoncée par la Russie, venait à expiration le 1^{er} mars 1906.

Le régime douanier des vins, à l'entrée en Russie, était le suivant sous l'empire de la convention franco-russe de 1893 :

a) *Vins en fûts*, 97 fr. 65 par quintal brut, jusqu'à 16° ;

b) *Vins en bouteilles* : 1° non mousseux, 1 fr. 52 par bouteille de 61 centilitres $\frac{1}{2}$, soit 184 francs par hectolitre ; — 2° mousseux, 4 fr. 76 la bouteille.

Les droits qui nous étaient proposés par la convention commerciale de septembre 1905 étaient les suivantes :

Vins en fûts, jusqu'à 13°, 81 fr. 37 par quintal brut.

— de 13° à 16°, 146 fr. 48 par quintal brut.

Vins en bouteilles non mousseux : 178 fr. 50 par hectol.

— . mousseux : 4 fr. 46 par bouteille.

Malgré que la Russie nous vende beaucoup (223 millions de produits en 1904) et nous achète peu (41 millions) et que de ce fait elle ait intérêt économiquement à ménager une cliente comme la France, qui n'aurait pas grand' chose à perdre dans une guerre de tarifs avec la Russie, nous n'avons pu obtenir de concessions pour les vins. Nos vins continuent à être arrêtés aux portes de la Russie tout aussi bien par les tarifs de la convention de 1905 que par les tarifs anciens. La situation est même aggravée pour certains vins du Bordelais et de

la Bourgogne. Un droit de 81 fr. 37 par quintal brut, ce qui représente un droit d'environ 95 fr. 70 par hectolitre, représente 900 % *ad valorem* pour les vins communs. Ceux-ci ne pourront pas plus entrer en Russie que lorsqu'ils avaient à payer 97 fr. 65 par quintal brut. Nos envois dans ce pays n'ont pas de chance d'augmenter sensiblement, nos vins ordinaires et même nos grands ordinaires n'ayant pas la possibilité de supporter des droits qui dépassent leur valeur même.

La convention franco-russe a cependant été ratifiée par le Parlement le 12 février 1906 malgré les protestations des représentants de la viticulture, notamment de MM. Gaston Doumergue, ancien ministre du commerce, et Albert Sarraut.

Il est édifiant de montrer, à propos de la convention entre la France et la Russie, l'imprévoyance de la politique commerciale française.

La Russie n'a pas, à proprement parler, de droits de douanes : elle a des droits fiscaux qui sont presque prohibitifs et qui ont si peu le caractère de droits de douanes qu'ils frappent même les matières premières nécessaires à l'industrie; l'ensemble des droits de douane à l'entrée en Russie représente environ 38 % *ad valorem* des produits importés, tandis que notre tarif douanier français, qui consacre des droits uniquement compensateurs, représente une moyenne inférieure à 9 % *ad valorem*.

La situation des négociateurs français à Saint-Petersbourg, lorsqu'ils ont eu à causer avec les délégués de l'empire russe, s'est trouvée singulièrement difficile, surtout à cause de la raison suivante :

Les traités de commerce de la Russie venaient à échéance en 1905 et 1906, de même que les conventions commerciales des Etats de l'Europe centrale.

Or, la Russie d'une part et, d'autre part, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Suisse ont eu la précaution, avant l'expiration de leurs traités de commerce, et afin de s'armer pour les négociations futures, de se créer une base de discussions en établissant de nouveaux tarifs de douanes, des tarifs généraux notablement supérieurs à leurs anciens tarifs.

Ces puissances se sont ménagé, de la sorte, une base de discussion sérieuse qui échappait à nos négociateurs, puisque la France n'avait et n'a, comme tarifs, que le tarif général d'une part, et, d'autre part, le tarif minimum, qui ont été élaborés en 1892.

Le Gouvernement français, lui, n'avait rien fait, rien préparé, rien prévu dans cet ordre d'idées. « Nos négociateurs, a pu écrire M. Debussy, le rapporteur du projet de loi portant approbation de la convention franco-russe, n'avaient rien à offrir en compensation des avantages qu'ils devaient demander et rien à opposer aux prétentions des représentants du gouvernement impérial. Rien à offrir, puisque nous accordions d'emblée le bénéfice de notre tarif minimum à la Russie en lui continuant le traitement de la nation la plus favorisée. Rien à opposer, puisque lors même que nous aurions été amenés, en la menaçant d'une rupture économique, à lui refuser le bénéfice de notre tarif minimum, les conditions de notre tarif maximum n'auraient pu atteindre ses intérêts que dans une limite insignifiante ». Notre tarif général est une arme insuffisante en cas de rupture commerciale : c'est un tarif compensateur, ce n'est pas un tarif de guerre. Jamais peut-être mieux qu'à l'occasion des négociations franco-russes de 1905 n'est apparue la nécessité de réviser les tarifs de 1892 pour les mettre en harmonie avec

la politique économique de cette époque, comme l'ont fait, d'ailleurs, depuis 1903 tous les pays de l'Europe centrale, à l'exception de l'Angleterre; de relever systématiquement le tarif général, dont l'écart actuel avec le tarif minimum est dérisoire, en vue d'en faire un instrument utile et solide pour la défense de nos intérêts économiques, au cours des négociations qui pourraient être plus tard engagées avec des nations étrangères (1).

Quoi qu'il en soit, la Russie a fermé sa porte à nos vins. On pourrait peut-être, en échange d'avantages financiers que d'aucuns commencent à trouver excessifs, obtenir de la Russie un remaniement favorable. Ne pourrait-on pas éviter l'éventualité d'une guerre de tarifs qui serait autrement néfaste pour elle que pour nous, lui proposer des concessions nouvelles : Ces concessions pourraient consister — ceci serait applicable aux Etats-Unis — dans un abaissement des droits sur les pétroles.

En tout cas, il est regrettable qu'on n'ait pas dit plus fermement à la Russie, au cours des négociations que ses droits sur les vins absolument prohibitifs, ne peuvent être maintenus, et que puisque c'est le marché financier français qui a mis à sa disposition la majeure partie des capitaux nécessaires à la création de son outil-

(1) C'est dans ce sens que la Commission des Douanes de la Chambre a pris, l'an dernier, l'initiative de la révision générale douanière, avec l'assentiment général et la collaboration du Gouvernement. Une large enquête a été ouverte auprès de tous les groupements industriels, agricoles, commerciaux, sociétés d'agriculture, chambres syndicales, Chambres de commerce.

lage économique, il eût été simplement convenable de sa part d'accorder à nos produits un traitement acceptable

LA SUISSE

Si l'on examine le commerce extérieur de la France et de la Suisse, il est évident que la balance est en notre faveur.

Importations de France en Suisse

Soies et bourres de soies....	55.734.000 fr.
Bestiaux.....	13.002.000 —
Vins.....	8.863.000 —
Tissus de soie.....	8.863.000
Cuivre.....	7.576.000 - -
etc., etc.	
	260.027.000 fr.

Importations de Suisse en France.

Tissus de soie.....	21.719.000 fr.
Fromages.....	12.198.000 -
Horlogerie.....	10.588.000 —
Tissus de coton.....	7.159.000 -
Soies et bourres.....	6.130.000 - -
etc., etc.	
	102.307.000 fr.

Cette situation nous impose nécessairement des ménagements à l'égard de nos voisins et de la modération dans nos revendications sous peine de subir sur d'autres points des relèvements de tarifs désastreux.

Un remaniement consommé par la convention commerciale du 21 décembre 1905, en vigueur à partir du 15 juillet 1906, aggrave la situation de notre commerce extérieur de vins. La Suisse, en effet, vient de relever de 3 fr. 50 à 8 francs son tarif minimum sur les vins. En apparence nous sommes traités comme nos rivaux : l'Espagne et l'Italie, par des traités antérieurs étaient astreintes à un droit de 8 francs par 100 kilogr. brut (soit 9 fr. 50 par hectolitre). Equité apparente, car ces droits sont uniformes pour tous les vins ayant moins de 15 degrés et la majorité des vins français sont d'une teneur moindre. Aussi le négociant suisse préfère-t-il les vins vinés de l'Italie ou de l'Espagne. Peut-être y aurait-il lieu de chercher à obtenir des arrangements plus satisfaisants pour la viticulture française. D'autant que l'accroissement des importations des vins français en Suisse et notamment des vins algériens a déterminé dans le commerce italien un mouvement de curiosité, peut-être même d'inquiétude, qui nous paraît de bon augure pour l'avenir (1).

(1) *Bulletin de l'Office du Gouvernement général de l'Algérie*, 1^{er} novembre 1907, p. 326. Dans un Rapport en date du 20 juillet 1907, M. Caputi, agent œnotechnique du Gouvernement italien à Zurich, relève que le Gouvernement général de l'Algérie met tout en œuvre pour encourager et favoriser la pénétration des vins de la colonie en Suisse

« L'Espagne, dit-il, conserva jusqu'à 1903, la première place
» parmi les importateurs dans les cantons helvétiques. Dans
» ces dernières années, principalement en 1903, la crise vini-
» cole du Midi de la France a détourné en faveur de ce pays
» une partie du commerce suisse. Quant à l'importation des
» vins d'Algérie en Suisse, elle a atteint dans ces dernières

Il semble difficile, pour ne pas dire impossible, d'obtenir un abaissement du tarif et le retour à l'ancien droit de 3 fr. 50. On se rappelle que ce droit de 3 fr. 50 avait été institué par le traité du 19 août 1895 (conclu pour jusqu'au 1^{er} juillet 1906) et qui mettait fin à la déplorable guerre de tarifs qui s'était élevée en 1892, à l'expiration des traités de 1882, et dont le résultat avait été de frapper d'un droit de 20 francs les vins français. Les exportations avaient baissé pour le seul Beaujolais, de 1891 à 1894, de 300.000 à 1.500 hectolitres.

A la faveur du tarif de 1895, elles avaient repris pour atteindre 330.724 hectolitres en 1902, 756.000 en 1905. Elles ont été de 256.000 en 1906.

Le relèvement des droits est la conséquence de la conclusion des traités suisse, italien et suisse-allemand qui substituent le nouveau tarif à l'ancien.

Peut-être pourrait-on obtenir, malgré les protestations des fromagers du Jura, un abaissement de tarif ou plu-

» années, et en particulier dans celle qui vient de s'écouler,
» un chiffre qui ne laisse pas que d'impressionner à première
» vue. Voici, dans l'aperçu suivant, les chiffres relatifs à cette
» importation de 1900 au 1^{er} trimestre de l'année 1907 :

1900.....	2.836	hectolitres
1901.....	4.060	—
1902.....	8.280	—
1903.....	4.306	—
1904.....	5.390	—
1905.....	14.930	—
1906.....	19.520	—
1907 (1 ^{er} trim.)...	21.612	—

» On dirait que l'importation occasionnelle de ces vins, en
» 1905 (avant le relèvement du tarif douanier qui devait
» entrer en vigueur en 1906) ait eu l'avantage d'indiquer au
» commerce suisse une orientation nouvelle qu'il n'avait
» probablement pas bien entrevue auparavant. »

lôt une spécialisation favorable pour les vins de 11° et au-dessous, contre un abaissement des droits sur les fromages; tout au moins la suppression de faveurs accordées aux vins vinés.

D'après le tarif d'usage qui constitue le tarif normal de la Suisse, le droit sur les vins naturels et les moûts jusqu'à 15°, ainsi que le droit sur les vins de Marsala, Malvosia, Moscato jusqu'à 18° est fixé à 8 francs le quintal. Tout en déclarant dans une note additionnelle (117-120) que ne seront admis comme vins naturels que les produits de la fermentation de raisins frais, sans aucun autre mélange, le paragraphe 117 reconnaît cependant comme tels les vins ayant reçu une légère addition d'alcool pourvu que la force alcoolique ne dépasse pas 15° ou 18° suivant les cas. Toutefois, les vins titrant plus de 12° sont soumis, pour chaque degré en sus, à une finance de monopole de 80 centimes et à un droit supplémentaire de 20 centimes par quintal. En faisant disparaître les faveurs accordées aux vins de Malvosia et autres, on couperait dans la racine une concurrence déloyale faite par les vins étrangers aux vins français sur le marché suisse.

Nous ferons pour la convention franco-suisse les mêmes observations que pour la convention franco-russe. Des débats à la Chambre et au Sénat, il ressort nettement que si la France avait relevé son tarif général et son tarif minimum à l'époque où la Suisse faisait porter ses relèvements sur quatre cents articles, le traité du 1905 n'eût pas été pour nous un traité de dupes. Mais le gouvernement français a attendu jusqu'au dernier moment pour présenter des observations à la Suisse, pour opposer des tarifs nouvellement augmentés à des tarifs remaniés et relevés depuis 1902. Et finalement,

après de longues négociations, la Suisse ne faisait que de petites concessions à la France, qui concède un tarif minimum trop réduit. De plus, et cette concession a une importance capitale, la Suisse a obtenu que tout relèvement du tarif minimum français lui serait notifié et ne serait appliqué qu'un an après la notification.

Au Sénat, M. Méline, qui a si largement contribué à l'élaboration du tarif douanier de 1892, a signalé la gravité de ces concessions qui consistent à consolider successivement tous nos tarifs les uns après les autres :
« On l'a fait une première fois avec la Russie, disait-il;
« on va le faire également avec la Suisse; mais le danger
« est bien plus grave, bien plus considérable, vis-à-vis
« d'autres pays, et notamment vis-à-vis de l'Allemagne.

« N'oubliez pas que nous sommes avec l'Allemagne,
« aux termes du traité de Francfort, sur un pied d'éga-
« lité, mais à la condition que nous soyons maîtres de
« nos tarifs. L'Allemagne a le droit de relever ses tarifs
« comme elle l'entend, et elle en a usé; elle a le droit
« de créer des spécialisations de catégorie qui nous
« visent. Nous n'avons qu'un droit : celui de l'imiter et
« répondre à ces relèvements en relevant, à notre tour,
« notre tarif, ou en faisant des spécialisations. Comment
« pourrez-vous user de ce droit quand vous aurez con-
« solidé, vis-à-vis de la Russie, vis-à-vis de la Suisse,
« peut-être demain vis-à-vis de l'Espagne, l'ensemble
« de vos tarifs ? L'Allemagne ne dira rien, elle ne pro-
« testera pas; sa place sera prise par un des pays dont
« je parle, qui se présentera en refusant votre relève-
« ment sous menace de rupture et nous serons dans
« l'impossibilité de nous défendre ».

Pour résumer l'enseignement qui nous semble devoir résulter de l'examen que nous avons tenté des tarifs douaniers appliqués, ou plutôt opposés, aux vins français par les diverses nations, il nous paraît que l'effet direct de ces tarifs douaniers sur notre exportation de vins est indéniable, absolument certain. Le caractère prohibitif de la plupart des tarifs domine toutes les autres influences et c'est bien lui qui a toujours pesé sur la stagnation de l'exportation des vins.

Certes, pour les vins de prix élevés ou de réputation assurée, l'influence des taxes douanières est moins sensible que pour les vins communs, ceux précisément pour lesquels une crise de mévente existe et menace de se prolonger indéfiniment. Or, contrairement à l'opinion de plusieurs économistes, nous pensons que notre exportation d'avenir est celle des vins communs; notre chiffre d'exportation varie fortement, lorsque les vins communs peuvent, grâce à leur bon prix, pénétrer sur les marchés étrangers. La composition de notre exportation de vins en fûts en ces dernières années le prouve éloquemment :

Années	Vins de la Gironde		Vins d'ailleurs	
1899.....	635.535	hectolitres	742.753	hectolitres
1900.....	692.312	—	857.890	—
1901.....	677.226	—	1.095.324	—
1902.....	664.591	—	1.028.426	—
1903.....	639.483	—	737.344	—
1904.....	594.483	—	703.085	—
1905.....	741.677	—	1.482.062	—
1906... . .	693.078	—	1.033.048	—

Les tarifs à allures prohibitives peuvent, jusqu'à un certain point, être supportés par des vins déjà chers, mais qui, s'adressant à une clientèle très fortunée qui

n'a pas à se préoccuper du renchérissement d'une bouteille de vin occasionné par la taxe douanière. Le droit anglais, par exemple, de 76 francs par pièce, s'appliquant sur tous les vins jusqu'à 17 degrés, se traduit par une augmentation d'environ 0 fr. 30 par bouteille.

Cette augmentation est insignifiante pour des Bordeaux valant de 100 à 500 francs l'hectolitre à la propriété. Le même droit représente une taxe de plus de 300 % pour un vin des Corbières de 10 francs. La consommation du vin ne saurait sérieusement s'accroître dans ces conditions. Si les droits étaient plus modérés, si ce vin de 10 francs, des Corbières ou du Minervois, pouvait être vendu au consommateur de l'étranger de 0 fr. 30 à 0 fr. 50 le litre, son exportation prendrait de grosses proportions et permettrait, les années d'abondance, de dégorger le marché intérieur, qui restera toujours le meilleur.

On nous objectera que les goûts du consommateur vont à d'autres boissons dans beaucoup de pays. Il est vrai que, du jour au lendemain, le vin ne se substituerait pas à la boisson nationale de quelques peuples, bière, whisky, etc. Mais si l'on veut bien se rappeler combien, depuis 1900, la consommation du vin a augmenté dans nos villes du Nord d'où le chassaient auparavant des droits d'octroi aussi prohibitifs que les taxes douanières étrangères, on reconnaîtra qu'il suffirait qu'elle s'accrût d'une minime quantité dans le reste du monde pour nous assurer une exportation de plusieurs millions d'hectolitres.

Le prix élevé du vin joue un rôle essentiel dans le développement de sa consommation et c'est, au fond, la principale raison de son abandon momentané mais réel par la classe bourgeoise. Il y a bien un peu de snobisme

dans cette mode actuelle qui cause la vogue des eaux minérales les plus polluées, de la bière ou même de l'aqua simplex, mais à l'origine de cette évolution de la mode (mode médicale parfois) il y a eu la question du prix exagéré du vin dans nos restaurants. La moindre bouteille de vin à Paris y est vendue 1 franc et 1 fr. 50, un demi-litre de bière y est coté 0 fr. 50. Il ne faut pas chercher ailleurs le motif le plus sérieux de la concurrence de la bière. A mesure que le bien-être se multiplie dans le monde, la consommation de la viande, du pain augmente.

Celle du vin se répandra aussi, plus ou moins rapidement, et dans tous les pays, le jour où son prix sera accessible à toutes les bourses. Le vin classé encore dans certains d'entre eux parmi les articles de luxe et sacrifié quand les conditions économiques des consommateurs sont influencées défavorablement, cessera de l'être.

La création des vignobles étrangers que l'on redoute non seulement ne nuira pas alors à notre exportation, mais, pensons-nous, elle prépare merveilleusement le terrain pour l'arrivée de nos vins qui sont et demeureront les meilleurs du monde.

Malgré ses réserves, M. Cazeaux-Cazalet arrive, dans son rapport, à cette conclusion : « Ces diverses considérations n'empêchent pas cependant que la réduction des tarifs des vins à l'étranger ne soit éminemment désirable. Elle doit être poursuivie avec la plus grande activité et la plus grande persévérance. Toutes les occasions et tous les arguments nécessaires pour obtenir ces diminutions doivent être recherchées avec le plus grand soin. »

La Commission parlementaire d'enquête sur la situa-

tion critique de la viticulture, que préside avec tant de compétence le député de la Gironde, étudie en ce moment même (janvier 1908) les moyens d'accroître notre exportation de vins, et un rapport doit être prochainement déposé sur le bureau de la Chambre.

Déjà, en 1905, le Parlement s'était ému des entraves apportées à l'exportation de nos vins par les tarifs douaniers. Sur l'initiative de M. Bourrat, 138 députés ont déposé, sur le bureau de la Chambre, la proposition suivante :

« La Chambre invite le ministre des affaires étrangères à négocier avec les diverses nations pour obtenir un abaissement considérable des droits de douane actuels frappant les vins français, de manière que ces droits perdent le caractère de droits prohibitifs qu'ils ont aujourd'hui. » M. Cazeaux-Cazalet avait, au nom de la Commission des douanes, rapporté cette proposition.

L'idée du développement de nos exportations de vins est donc banale. On ne parviendra à la réaliser, selon nous, qu'après que le Parlement aura suivi la Commission des douanes de la Chambre qui va réviser nos tarifs, les ajuster aux conditions nouvelles de la concurrence extérieure, les compléter, les préciser et les spécialiser sur les points où ils ont besoin de l'être.

On n'a que trop tardé à le faire : les conventions franco-suisse et franco-russe en sont la preuve. Il est urgent de ne plus perdre de temps. Et quand ce travail de mise au point sera terminé, il se trouvera bien quelque'un pour assurer à cette réforme son complément naturel et nécessaire : la dénonciation de toutes les conventions existantes qui ne nous laisseraient pas la liberté entière, la liberté absolue de nos tarifs.

Alors seulement une politique douanière viticole pourra être instaurée, à l'abri de laquelle notre exportation de vins pourra se développer.

En attendant, nous devons pourtant enregistrer les résultats partiels que notre diplomatie a procurés à la viticulture par la conclusion d'accords commerciaux récents. Nous voulons parler de la convention franco-canadienne et de l'accord franco-américain.

La convention franco-canadienne, signée en septembre dernier, est le résultat des négociations engagées par le Gouvernement français avec celui du Canada en vue d'élargir les bases du tarif ancien du 6 février 1893, qui imposait à 28 fr. 50 les vins non mousseux jusqu'à 55 degrés.

Les vins non mousseux en fûts sont divisés en trois classes :

- 1° A partir de 11°6, ils paient 15 centimes par gallon (4 litres, 35) soit 16 fr. 50 par hectolitre.
- 2° De 11°6 à 13°3, ils paient 20 centimes, soit 22 francs.
- 3° De 13°3 à 15°, ils paient le droit ancien de 28 fr.

Les droits antérieurs sur les vins en bouteilles et les vins mousseux sont maintenus. Ce tarif nous met sur la voie des spécialisations, obtenues jusqu'ici par nos rivaux et refusées à nos vins.

Pareillement, les négociations qui se poursuivaient depuis plusieurs mois entre la France et les Etats-Unis pour la conclusion d'un accord commercial viennent d'aboutir.

Les relations commerciales entre la France et les Etats-Unis étaient régies par un simple protocole de mai 1898 qui n'avait apporté que de légères atténuations aux droits extrêmement élevés du tarif américain de 1897, le fameux tarif Dingley. Une tentative faite en 1900 pour

conclure un traité de réciprocité s'était heurtée à l'opposition irréductible des protectionnistes américains.

Depuis lors, un événement important est survenu. Un *modus vivendi* commercial, conclu au mois d'avril 1907 entre les Etats-Unis et l'Allemagne, est entré en vigueur le 1^{er} juillet. En échange d'importantes concessions faites par les Allemands aux produits américains, notamment aux conserves de viandes, le gouvernement de M. Roosevelt a accordé des avantages considérables. Il a consenti notamment, au point de vue qui nous intéresse, une réduction importante des taxes sur les vins mousseux allemands et surtout ceux qui se qualifient de « Champagne ». Point n'est besoin d'insister sur la gravité de cette dernière décision pour l'exportation viticole française. Il saute aux yeux que nos produits allaient se trouver exposés à une concurrence étrangère.

Les corrections de taxes ont exigé de longs pourparlers. Le traité qui vient d'être signé (février 1908) accorde à nos champagnes une réduction de droits de 20 % qui leur permettra de lutter contre la concurrence allemande.

On peut espérer que notre diplomatie tiendra à continuer ses succès. La récente création d'attachés commerciaux à l'étranger contribuera à l'y aider.

Mais si l'on peut faire disparaître, ou tout au moins atténuer en grande partie les entraves douanières qui gênent notre exportation, il ne faut pas oublier que l'exportation des vins ne se relèvera que du jour où le commerce s'organisera et s'outillera. On connaît l'indolence naturelle à notre race; le négociant aime mieux le train habituel de petites affaires que la lutte fiévreuse contre ses rivaux. Il ignore les langues étrangères, les tarifs de douane ou de chemins de fer, il ne sait à qui

s'adresser pour les renseignements. Il semble bien que le système des bourses de voyage à l'étranger pour les jeunes élèves des écoles de commerce contribuera certainement à faire perdre à nos commerçants leurs habitudes casanières et routinières. Quant aux renseignements, l'Office national du commerce extérieur publie de remarquables notices, malheureusement trop peu connues du public et qui constituent des fiches indispensables à tout exportateur sérieux. Il n'y a qu'à oser. Peut-être encouragé par l'action efficace de notre diplomatie, notre commerce extérieur prendra-t-il son essor et favorisera-t-il, par la décongestion du marché, l'écoulement des vins à un prix rémunérateur.

SECTION II

LE MARCHÉ NATIONAL

C'est sur le marché intérieur, nous l'avons vu, qu'il faut faire porter tous nos efforts. Sans doute, l'élargissement de notre commerce extérieur apportera quelque détente, mais il ne faut pas oublier que malgré tout, la concurrence de nos rivaux, la production indigène, les barrières douanières sauront toujours le rappeler à la modestie.

Si nous jetons un coup d'œil sur le marché national, il nous semble que le champ des activités fécondes est encore immense et qu'il reste beaucoup à faire, — ou plutôt à tenter — pour provoquer une amélioration de l'économie viticole. Cette tâche est double : assurer la police du marché, organiser le marché.

CHAPITRE I

La Police du Marché

A quelque école économique que l'on se rattache, soit qu'on veuille accroître, soit qu'on veuille réduire le rôle de l'Etat, il est un point sur lequel tout le monde semble d'accord : l'Etat doit assurer la loyauté des opérations commerciales. Qu'il s'agisse de protéger le producteur ou le négociant honnête contre des agissements déloyaux de concurrents sans scrupules, qu'il s'agisse, au contraire, de protéger le consommateur ignorant contre des manœuvres dolosives de ses fournisseurs, il est évident que des lois contre la fraude sont une nécessité absolue.

Et cette affirmation n'a rien de contradictoire avec toute la première partie de notre travail, dans laquelle nous avons constaté le peu d'efficacité des lois existantes. Certes, des lois contre la fraude sont impuissantes à résoudre la crise, et la grande erreur des viticulteurs et de leurs représentants a été de croire que des lois suffisent à guérir tous les maux, en particulier la fraude, et que la fraude étant le mal par excellence, il suffirait de la terrasser pour rétablir l'équilibre normal. Ce ne sont pas les lois contre la fraude que nous avons

critiquées dans leur ensemble, mais bien le rôle *disproportionné avec leurs moyens* que l'on avait voulu leur faire jouer. Ramenées à une fonction plus modeste, elles nous paraissent d'une utilité incontestable.

Mais que faut-il entendre par fraude ?

Il y a deux sortes de fraudes — les fraudes fiscales et les fraudes commerciales. Jusqu'ici ce sont surtout les fraudes fiscales qui donnaient lieu à l'action publique : c'est par des moyens fiscaux surtout que l'Etat assurait la police du marché.

Le Fisc définit ce qu'il entend par vin — ou plutôt, il le fait définir par les lois. Il soumet à un régime de faveur le vin et à un régime d'exception les succédanés. A mesure, d'ailleurs, que le vin naturel est exonéré par le fisc, la surveillance des succédanés est plus sévère. Le système consiste à isoler le vin naturel et à traiter les succédanés comme des dilutions alcooliques. A mesure que les droits sur l'alcool sont plus élevés, l'Etat punit plus sévèrement les usurpations des succédanés. On a vu appliquer ce système au vin de raisins secs, — toute une jurisprudence récente l'applique aux vins mouillés (arrêt de la Cour de Nancy, 5 novembre 1903; arrêt Cour de cassation du 4 juillet 1907).

La loi du 6 avril 1897 dans son article 1^{er} a exclu du régime fiscal des vins pour les soumettre au régime de l'alcool tous les vins artificiels autres que les vins de liqueur et mousseux et les vins de marc et de sucre. — Pourquoi fait-on exception pour ces derniers ? On a vu qu'un fort courant s'était dessiné, de 1903 à 1907, pour soumettre les vins de sucre au régime des raisins secs. Le Fisc ne l'a pas fait car il a pensé que le vin de sucre de deuxième cuvée et la piquette constituaient des boissons hygiéniques économiques dont on ne devait

pas priver la consommation familiale. Aussi en a-t-il autorisé la fabrication sous deux conditions : qu'elles soient fabriquées dans de certaines limites, et qu'elles ne soient l'objet d'aucune transaction commerciale.

Enfin, on a vu comment, par la déclaration de récolte, les formalités du visa, la déclaration des vins de sucre, la suite du sucre, le Fisc avait organisé un système préparé par l'Etat un contrôle efficace sur l'économie viticole.

On est ainsi arrivé par le détour fiscal à faire exercer par l'Etat un contrôle efficace sur l'économie viticole.

Mais ce contrôle présente un grave défaut. L'Administration n'agit que lorsqu'elle est personnellement intéressée. Sous le régime des lois fiscales, elle ne peut poursuivre des imitations de vins qui ne sont pas des dilutions alcooliques, elle ne peut atteindre l'industrie louche qui consiste à retaper des vins avariés, elle ne peut s'opposer à de fausses indications d'origine. Ainsi, à côté des fraudes fiscales il y a *des fraudes commerciales* qu'il a fallu atteindre d'une autre façon.

C'est l'œuvre de la loi du 1^{er} août 1905 qui développe les principes généraux de notre droit. Elle organise la répression de la tromperie et de la falsification. Non seulement elle élève les pénalités des lois antérieures, mais encore elle précise, définit les délits.

Elle punit : 1^o la tromperie ou tentative de tromperie; 2^o la falsification, l'exposition, la mise en vente de produits falsifiés, l'exposition, la détention, la mise en vente de produits propres à effectuer les falsifications; 3^o la détention de moyens de fraudes, de produits falsifiés propres à effectuer les falsifications.

Les pénalités sont : 1^o l'emprisonnement; 2^o l'amende; 3^o la confiscation; 4^o la publication par voie d'insertion.

Le décret du 1^{er} septembre 1907 indique ce que l'on doit entendre par vin, et la définition du vin commercial, art 1^{er}, est la même que celle du vin fiscal, art. 1^{er} de la loi du 14 juillet 1889. — Le décret énumère les opérations licites et en précise et limite la légalité : coupage, collage, pasteurisation, tannissage, soufrage, acidage, levurage, etc. : il constitue la contre-partie de la loi du 10 juillet 1891 qui énumérait un certain nombre d'opérations qu'elle considérait comme des falsifications.

Il faut ajouter que la loi du 29 juin 1907, dans son article 4 a porté atteinte au commerce marron que stigmatise dans son deuxième rapport M. Cazeaux-Cazalet. Elle ruine définitivement le commerce des mauvais vins, dont la concurrence a été désastreuse, par suite de leurs bas prix, aux vins loyaux et marchands : « Sont interdits la fabrication, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits ou mélanges œnologiques de composition secrète ou indéterminée, destinés soit à améliorer et à bouqueter les moûts et les vins, soit à les guérir de leurs maladies, soit à fabriquer des vins artificiels. »

Enfin, on sait que l'Administration a rapporté la tolérance des épiciers de Paris, relative à la fabrication de soi-disant boissons de ménage.

Du côté tromperie, le décret du 1^{er} septembre 1907 s'occupe surtout de mettre un terme à des usurpations d'origine qui nuisent aux vins de cru concurrencés déloyalement par des vins communs. On a travaillé, d'octobre à décembre 1907, à délimiter les zones des crus particuliers : Champagne, Beaujolais, Bourgogne, Bordelais, Armagnac, Cognac et Banyuls. (Circulaire du Ministère de l'Agriculture aux Préfets sur les délimitations régionales en date du 3 septembre 1907, pour

assurer l'application de l'art. 10 du décret du 1^{er} septembre, ainsi conçu : « En vue d'assurer la protection des « appellations régionales et de crus particuliers réservés aux vins, vins mousseux, eaux-de-vie et spiritueux qui ont, par leur origine, un droit exclusif à ces « appellations, il sera statué ultérieurement, par des « règlements d'administration publique, sur la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement « aux appellations de provenance des produits » (1).

On a reproché à la loi du 1^{er} août 1905 les lenteurs de son application.

Ici on ne se trouvait pas en présence d'une administration toute désignée, comme la Régie en matière fiscale; il n'existe en France aucun ministère d'hygiène sociale, chargé d'en assurer l'application. Si la répression des fraudes commerciales rentre dans les cadres de l'action publique, celle-ci, jusqu'à aujourd'hui, n'était pas mise en œuvre par une administration, mais par des particuliers. Il fallait organiser toute une administration. (Décret du 31 juillet 1906.) Le fonctionnement du service est assuré, sous l'autorité des ministres de la Justice, de l'Agriculture, du Commerce et du Travail, par les Préfets.

On s'est arrangé pour n'avoir pas à créer un service autonome, mais utiliser les ressources des différentes

(1) Les Commissions locales de délimitation ont terminé leurs travaux partout, sauf dans la Champagne. M. le Ministre de l'Agriculture vient de faire connaître à la Chambre (session de mars 1908) qu'il va soumettre au Conseil d'Etat un règlement d'administration publique visant ensemble la réglementation des délimitations régionales. On verra ensuite s'il y a lieu de procéder à des sous-délimitations.

Administrations. On a emprunté des agents et des laboratoires à un peu chacune. On a divisé les agents en deux catégories : service des prélèvements d'échantillons et service d'analyses. Les agents de prélèvement sont recrutés parmi les commissaires de police, les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports, les agents des contributions indirectes, les inspecteurs des halles, foires et marchés, les agents des octrois, sans compter les agents spéciaux qui peuvent être institués avec l'agrément du Préfet par les départements, les communes, ou les *syndicats*. Quant aux laboratoires, on a utilisé des laboratoires municipaux, fiscaux, universitaires.

Le mécanisme de la loi du 1^{er} août 1905 et du décret du 31 juillet 1906 est simple. Cette loi met entre les mains de l'Etat la recherche et la poursuite des infractions commises en matière d'alimentation, et pour faciliter la surveillance nécessaire, autorise expressément les agents, dûment qualifiés, à pénétrer librement chez les commerçants pour y opérer des prélèvements d'échantillons destinés à l'analyse d'un laboratoire officiel. Les fonctionnaires désignés par l'article 2 du décret doivent, pour chaque prélèvement, saisir quatre échantillons identiques (art. 5 et 7), l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts; ces échantillons sont tous les quatre placés sous scellés et munis d'étiquettes spéciales (art. 8). Ils sont envoyés dans les vingt-quatre heures aux préfectures des départements, et à Paris, à la Préfecture de police (art. 10). Un arrêté du 1^{er} août 1906 des ministres du Commerce et de l'Agriculture fixe les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons et édicte à cet effet des prescriptions minutieuses. Tou-

les les garanties possibles sont données aux commerçants, et les tribunaux n'hésitent pas à annuler des poursuites qui auraient été exercées sans que la stricte légalité soit observée. La 8^e Chambre du Tribunal civil de la Seine vient d'en donner tout récemment un exemple retentissant en acquittant un inculpé parce que les prélèvements qui avaient été faits à l'origine de son affaire étaient entachés d'irrégularité. Les laboratoires désignés conformément aux prescriptions des art. 11 et 12 du décret opèrent suivant des méthodes officielles (art. 12, § 2, 3 et 4); quand ils reconnaissent, après analyse, une fraude caractérisée, c'est-à-dire une infraction à la loi du 1^{er} août 1905, ils en avisent les préfets (art. 13) qui, à leur tour, informent les procureurs de la République (art. 15).

Le parquet saisit un juge d'instruction, lequel, à son tour, commet un expert chimiste; l'auteur présumé de la fraude est informé qu'il est inculpé et qu'il a le droit de réclamer l'expertise contradictoire prévue à l'art. 12 de la loi du 1^{er} août 1905 (art. 17); c'est à l'expert du Tribunal qu'échoit la mission délicate de prononcer si la fraude soupçonnée est réelle, et par suite, si l'inculpation doit être retenue et transformée en prévention. La loi permet à l'inculpé de désigner de son côté un expert investi des mêmes pouvoirs que son collègue. Le fonctionnement de l'expertise contradictoire, tel que l'ont institué la loi de 1905 et le décret du 1^{er} août 1906, est de nature à permettre, dans tous les cas, aux innocents d'éviter une condamnation inique, puisqu'elle leur accorde un véritable avocat technique chargé de faire triompher la justesse de leur cause.

Tout cela est clair, précis, mais est demeuré longtemps inexistant pour trois raisons : 1^o les préfectures

n'avaient pas de fonds pour organiser le service de réception et d'envoi aux laboratoires des échantillons saisis ; 2° les laboratoires qualifiés pour analyser n'avaient pas été officiellement désignés ; 3° les méthodes dont ils doivent se servir à l'exclusion de toutes les autres n'avaient pas été publiées. Les méthodes à employer pour l'analyse des vins l'ont été seulement au *Journal Officiel* du 22 janvier 1907.

Les campagnes de presse, les meetings hâtèrent la mise en application de cette législation nouvelle demeurée si longtemps lettre morte : l'année 1907 a vu fonctionner enfin sur toute l'étendue du territoire un service d'Etat de répression de la fraude.

Ainsi, à côté de la Régie, qui est avant tout une administration fiscale et qui ne s'occupe qu'accessoirement de signaler à l'autorité compétente les infractions de droit commun que ses agents relèvent à l'occasion des vérifications qu'ils effectuent dans l'intérêt du Trésor, une administration autonome et nouvelle a été créée de toutes pièces dont le seul objet est la répression des fraudes commerciales. Son action n'est pas étrangère au relèvement des cours que nous constatons à l'heure actuelle, malgré les chiffres donnés par la déclaration de récolte en 1907, soit 66.070.273 hectolitres, contre 52.079.000 (évaluations de 1906) et 8.061.228 hectolitres pour l'Algérie, contre 6.905.000 en 1906.

Il n'était pas inutile de rappeler comment, par le procédé fiscal et le procédé pénal, l'Etat est armé pour combattre la fraude.

Que faut-il penser du système et en quoi peut-on l'améliorer ?

(1) *Journal officiel*, 31 janvier 1908.

Nous adhérons sans réserve à l'œuvre de la loi du 1^{er} août 1905; il nous paraît hors de doute que le consommateur doit être protégé dans sa santé et dans ses biens. L'Etat a pour devoir de veiller sur la santé publique et la moralité des transactions commerciales. — Peut-être ferions-nous quelques restrictions relatives au système fiscal. La déclaration de récolte par exemple, quoique propre à tuer le jeu des acquits fictifs et, par là, à assurer la sincérité du vin, ne nous apparaît pas comme un moyen bien sûr d'arrêter le mouillage, pas plus que la suite des sucres d'enrayer un sucrage dont on s'est exagéré les effets. Il est assez probable que les fraudeurs seront tentés d'exagérer dans leur déclaration les quantités récoltées pour se réserver une marge.

La loi du 29 juin 1907 contenait une proposition dont on a ajourné le vote, et qui visait la limitation des débits. Si pareille mesure assure un contrôle plus efficace au point de vue des fraudes, on ne saurait la déclarer opportune, car on ignore dans quelle mesure elle ne restreindra pas la consommation.

D'ailleurs, le prélèvement d'échantillons dans les débits, selon le système de la loi du 1^{er} août 1905, mieux que la limitation ou l'exercice des débits, saura réagir contre la fraude.

L'Etat est donc armé pour son rôle policier. Il aura deux services, un service fiscal et un service spécial pour poursuivre les fraudes. Mais sévira-t-il ? Sans nous livrer à des critiques, qui ressembleraient plutôt à des polémiques de presse, tant elles éveillent le souvenir d'affaires récentes, on peut bien dire cependant que l'Etat ne s'est pas toujours trouvé à la hauteur de la mission qu'on lui a confiée. L'administration de la

Régie, si souvent incriminée, est-elle vraiment coupable des négligences qu'on lui impute ? Certes, le zèle de ses agents est indiscutable. Mais il faut le dire bien haut — on l'a dit d'ailleurs à la Chambre sur divers bancs — son action a été souvent entravée par des interventions politiques. Le député, le sénateur ont bien souvent sollicité la grâce d'un fraudeur influent de leur circonscription et bien souvent cet appel à la clémence a été entendu. La faute n'en est pas aux pouvoirs publics, mais à l'électeur dont ils dépendent directement ou indirectement, et celui-ci professe bien souvent — nous en parlons par expérience — une singulière mentalité. Un dicton dans le Midi enseigne « qu'il vaut mieux avoir un ami en place qu'un héritage » et cet axiome se passe de commentaires. Et, d'ailleurs, dans le Midi — peut-être ailleurs aussi — le paysan a horreur de l'autorité, du gendarme et de l'employé de la Régie. Ceux-ci notamment se meuvent dans une population foncièrement hostile, et cette haine sourde n'est pas faite pour leur faciliter la tâche. D'ailleurs, on a pris soin de les désarmer : la loi du 6 août 1905 a soumis, sous prétexte de liberté individuelle, les perquisitions domiciliaires à un tel luxe de formalités que leur action s'en trouve déjà amoindrie.

Sans doute, un revirement se fait dans les esprits, mais il y a là toute une révolution morale à opérer : il faudrait habituer le vigneron à considérer les agents de l'autorité comme leurs protecteurs et leurs collaborateurs, il faudrait supprimer le système des interventions. Mais pour cela peut-être faudrait-il supprimer aussi les liens de vassalité renversée qui rattachent le député à ses électeurs et remplacer le scrutin d'arrondissement par le scrutin de liste qui lui assurerait une plus grande

indépendance. — Pareille réforme dépasse, d'ailleurs, l'intérêt du problème viticole.

En attendant l'amélioration de nos mœurs politiques, la loi du 29 juin 1907 a constitué une innovation excellente. Elle a accordé aux syndicats viticoles le droit d'intervenir comme partie civile pour assurer l'exécution de la loi : « Tous syndicats formés conformément
« à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts
« généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du
« commerce et trafic des vins pourront exercer sur tout
« le territoire de la France et des colonies les droits
« reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64,
« 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle relatifs
« vement aux faits de fraudes et falsification des vins
« prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891,
« 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905
« et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent,
« à l'action ordinaire devant le Tribunal civil en vertu
« des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Cet article met fin aux hésitations de la jurisprudence qui n'accordait, et qui n'accorde encore aux syndicats en général, le droit d'ester en justice que pour défendre les intérêts directs de leurs membres. Le Syndicat national de défense de la Viticulture avait obtenu cependant, dès 1904, un jugement du Tribunal de Montpellier le déclarant fondé à se porter partie civile au procès pour obtenir réparation du préjudice causé aux viticulteurs français par les fraudes sur les vins de sucre (18 mai 1904). Idem, Villefranche (26 janvier 1905). Néanmoins, la jurisprudence ne semblait pas très bien fixée encore sur le droit d'intervention des syndicats en justice, ou, tout au moins, sur les limites de ce droit.

La Cour de Paris, par un arrêt du 11 janvier 1907,

avait déclaré qu'un Syndicat de viticulteurs, en l'espèce le Syndicat national, n'avait pas le droit d'intervenir comme partie civile dans les poursuites contre les débi-
tants accusés de mouillage. Elle avait justifié sa déci-
sion en considérant « que de même qu'un préjudice
« personnellement souffert est nécessaire pour permet-
« tre à un particulier de se constituer partie civile, ce
« droit n'appartient à un Syndicat que dans les poursui-
« tes relatives aux infractions pénales qui, au moment
« où elles se commettaient, ont causé directement une
« lésion aux intérêts collectifs qu'il représente ».

« D'autre part, disait cet arrêt, un Syndicat ne peut
« pas agir devant les Tribunaux comme représentant
« des intérêts individuels ou collectifs qui, bien qu'iden-
« tiques aux siens, ne sont pas compris dans cette asso-
« ciation.

« Donc, un Syndicat de viticulteurs, spécialement créé
« pour la recherche et la répression des fraudes commi-
« ses dans le commerce des vins, n'a pas, par le seul
« fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les
« poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié,
« pas plus qu'une Société fondée pour la répression du
« braconnage dans tous les procès pour délits de
« chasse ».

Cette doctrine de la Cour de Paris était absolument
contraire à une jurisprudence constante et qu'on pouvait
croire unanime. De très nombreuses décisions de jus-
tice émanant de Tribunaux et de Cours d'appel avaient,
en effet, reconnu le droit d'intervention des Syndicats
professionnels de toutes sortes. La Cour de cassation
par deux fois avait reconnu la recevabilité du Syndicat
national (affaires Dayon, et Rey et Sizaire). Le 18 janvier
encore, c'est-à-dire après l'arrêt de Paris, la Cour de

Nîmes avait admis cette recevabilité. Ces hésitations et ces divergences d'interprétation n'en étaient pas moins regrettables.

Désormais, les groupements viticoles ont le droit d'intervenir, non plus pour défendre tel ou tel intérêt particulier, mais l'intérêt général de la viticulture.

Ainsi le contrôle de l'opinion publique assuré par la publicité des faits intéressant l'économie viticole (déclaration de récolte, de fabrication de vin de sucre, etc.) l'action des associations viticoles sont autant de moyens puissants destinés à mettre en branle l'action publique et, au besoin, à relever ses défaillances.

Il ne reste plus qu'à coördonner et à organiser cette action syndicale. Elle peut s'exercer par l'institution d'agents assermentés, sorte de gardes particuliers destinés à aider les agents de l'autorité publique : c'est à quoi semble devoir s'occuper surtout la *Confédération générale des Vignerons*. Revenue de ses rêves mégalo-manes, elle semble vouloir collaborer activement avec la puissance publique à faire régner l'ordre et les bonnes mœurs dans les transactions viticoles.

L'action syndicale est apparue aux viticulteurs désabusés comme l'instrument le plus malléable, le plus aisé et le plus sûr qui soit : on a pensé à y recourir, à créer dans toute la région méridionale des Syndicats communaux, cantonaux, de défense viticole, de les grouper en une Confédération dont le siège est à Narbonne et dont font partie les Syndicats professionnels des vigneron de Béziers, Carcassonne, Montpellier et Narbonne et à laquelle peuvent s'affilier les Syndicats de vigneron qui seront ultérieurement constitués dans d'autres régions. D'après ses statuts, adoptés le 22 septembre 1907, son objet est notamment (art. 4) :

« 1° De poursuivre de tous ses efforts le relèvement du prix des vins jusqu'au niveau où ils deviennent vraiment rémunérateurs pour la propriété ;

« 2° De coordonner les efforts faits par les Syndicats adhérents pour la répression des fraudes qui se pratiquent sur les vins et de la fabrication artificielle ;

« 3° De recueillir et répandre les renseignements de nature à éclairer les producteurs et les commerçants sur l'état des récoltes, la situation des marchés vinicoles et les existences à la propriété et au commerce.

« 4° De propager et de favoriser par tous les moyens en son pouvoir la diffusion et le développement des Sociétés de Crédit mutuel ;

« 5° De provoquer dans tous les centres viticoles de la France la création de Syndicats régionaux de vigneron et d'obtenir leur affiliation à l'Union ;

« 6° Et, d'une manière générale, de s'occuper de toutes les questions intéressant le fonctionnement des Syndicats unis ».

Chaque Syndicat de vigneron affilié doit payer une cotisation annuelle fixée par le Conseil d'administration de l'Union, mais qui ne peut excéder le cinquième des cotisations professionnelles payées par ses adhérents.

Chaque Syndicat adhérent conserve d'ailleurs son autonomie et sa complète indépendance en ce qui concerne sa gestion

Les Syndicats régionaux se ramifient en sections communales chargées dans l'étendue de leur territoire : de rechercher les fraudes et de les signaler au Conseil d'administration du Syndicat régional; d'assurer l'exécution des décisions de l'Union ou du Syndicat; de gérer le patrimoine propre de la section.

La C. G. V. étudie, coordonne et synthétise l'effort des viticulteurs.

Par ses sections communales, les idées de chaque viticulteur adhérent sont transmises au Syndicat d'arrondissement. Là elles sont examinées par les Commissions compétentes et un rapport est immédiatement dressé analysant et commentant les communications ayant un réel intérêt pour la viticulture.

Ce rapport est soumis, au préalable, à chacun des Syndicats formant la C. G. V., qui le commentent à leur tour et, finalement, ces décisions font l'objet d'une discussion au sein du bureau de la C. G. V. qui, en dernier ressort, formule la réforme réclamée par la majorité des Syndicats, et l'adresse aux pouvoirs publics et aux représentants législatifs des régions intéressées.

Pour ceux qui comptent sur l'intervention du Parlement et des pouvoirs publics pour sauver la viticulture d'une irréparable déchéance et déterminer sa fortune à venir, cette organisation a l'avantage de substituer à la diversité des moyens préconisés, s'annihilant entre eux, une unité de vues devant décupler la force des revendications formulées avec ensemble par des milliers de vignerons fédérés pour la défense de leur produit en une grande association.

Au point de vue pratique, elle s'est, jusqu'à ce jour, surtout efforcée de collaborer à l'application des lois répressives de la fraude par l'institution d'agents spéciaux commis par les Syndicats de défense, commissionnés par les Préfets et assermentés, ayant qualité pour opérer des prélèvements, de manière à parer à l'insuffisance des fonctionnaires et aussi à contrôler leur action. Une récente circulaire du Ministre de l'Agriculture aux Préfets (23 décembre 1907), relative à l'intervention éventuelle des Syndicats dans l'application des lois sur la représ-

sion des fraudes détermine les conditions dans lesquelles les préfets peuvent accepter les fonds de concours destinés à permettre l'extension des opérations de prélèvement par la création de nouveaux agents du Service officiel, ou l'augmentation du nombre des prélèvements. Elle détermine aussi les conditions d'agrément des agents proposés par les Syndicats qui ne se contenteraient pas de fournir des subsides au service de répression des fraudes, mais qui veulent intervenir directement et officiellement dans la recherche des infractions au moyen d'agents rétribués par eux et agissant sur leurs indications.

Enfin, une circulaire du Ministre de l'Agriculture, du 21 mars 1908, permet aux Préfets de donner communication aux Syndicats des affaires signalées aux Parquets, sous la réserve que les faits ainsi révélés ne recevront aucune publicité et serviront uniquement à aider le Syndicat intervenant dans la défense de ses intérêts généraux.

Des résultats tangibles ont déjà été obtenus sous l'impulsion de la C. G. V. On ne saurait nier que les agents envoyés dans les diverses régions où des fraudes étaient signalées n'aient aidé puissamment les agents des divers Ministères à relever de nombreuses contraventions et que les condamnations qui ont frappé dans ces derniers temps les fraudeurs des grands centres de consommation ont salutairement impressionné les auteurs de ces frauduleuses pratiques. Le résultat est indiscutable et le commerce honnête a repris confiance, puisque, malgré la grosse récolte de 1907, les cours des vins ont légèrement haussé.

Un projet d'organisation de surveillance et de répressions des fraudes, présenté à la réunion ordinaire de

février 1907 de la C. G. V. par M. Audibert, au nom de la Section communale de Béziers, semble devoir assurer, sur toute l'étendue du territoire, l'efficacité de l'action syndicale en vue de l'assainissement du marché des vins.

CHAPITRE II

L'Organisation du marché

Nous avons déjà noté dans la première partie quelle incohérence règne sur notre marché. Evidemment une organisation, même rudimentaire, serait préférable à cette anarchie; mais, étant donné les difficultés d'une pareille œuvre, peut-être faudrait-il examiner, au préalable, quelques moyens destinés soit à enrayer la production, soit à accroître la consommation, sans toucher à la constitution intérieure du marché.

Le premier moyen proposé pour obéir à la surproduction, c'est l'arrachage. Il est simple et radical. — Mais qui arrachera ? Les soi-disants gros producteurs du Midi ou les derniers venus dans l'économie viticole ? Les vignerons de la Loire ou de l'Est ? Pourquoi ceux-ci plutôt que ceux-là ? — Faudra-t-il opérer une réduction proportionnelle ? Mais proportionnelle à quoi ? A la superficie ? Mais tel terrain est impropre à toute autre culture. A la production ? Mais le rendement est extrêmement instable.

En supposant l'arrachage admis, établira-t-on des

zônes de culture, comme le proposait M. Martin à la Chambre des députés, lors de la discussion de la loi du 29 juin 1907 ? Laissera-t-on au hasard le soin de décider ?

Les plus pauvres se retireront : les plus pauvres, ce sont ceux dont le coût de production est le plus élevé parce que leur rendement est le plus faible; mais ce sont ceux dont les vins sont de meilleure qualité : leur éviction correspondrait au triomphe du vin commun.

Mais la mévente ne poussera pas nécessairement à l'arrachage; elle poussera plutôt à l'intensification à outrance de la production pour abaisser le prix de revient, et même là où cet abaissement n'est plus possible, l'arrachage ne se produira que quand la ruine du viticulteur sera consommée.

La vigne représente, en effet, un capital que l'arrachage détruit. — On peut, sans perte du capital, transformer en champ de colza un champ de betteraves : mais on anéantit un capital quand on arrache une vigne. Mieux vaut vendre à perte et conserver son capital que de le supprimer en attendant des revenus d'autres cultures parfois tout aussi aléatoires.

L'arrachage ne pourrait fonctionner qu'à condition qu'une indemnité fût payée par l'Etat ou par un Syndicat. Mais à combien se monterait cette indemnité et quelle surface serait détruite ? Il faudrait être bien sûr qu'il y ait surproduction et connaître le montant exact des excédents pour se lancer dans une telle opération financière. Et, d'ailleurs, qui voudrait la supporter: les contribuables ? les viticulteurs subsistants ? Et même est-il sûr — si de tels procédés enrayant la surproduction faisaient reparaître des cours rémunérateurs — est-il sûr que la technique viticole n'obtiendrait pas un accroissement constant de production ?

Un second moyen consisterait à enrayer les plantations (1). L'Etat a supprimé les dégrèvements des plantiers. Au Congrès radical de Nancy du 27 septembre 1907 un député, M. Chauvin, a proposé de frapper les plantations nouvelles d'un impôt de 500 francs la première année, de 300 francs la seconde, 200 francs la troisième. Mais plante-t-on vraiment autant qu'on le dit, et peut-on imputer aux plantations depuis 1900 la crise que nous subissons ? (40.000 hectares depuis 1900.) On sait, d'ailleurs, que nous n'avons pas encore récupéré notre ancien vignoble, 2.288.000 hectares en 1880 contre 1.649.000 en 1907. On peut s'arrêter à la mesure de la suppression des dégrèvements sans aller jusqu'à des taxes vexatoires et inutiles.

La limitation doit donc porter sur les quantités produites.

Faut-il détruire l'excédent ? Mais qui le détruira ? L'Etat imposera-t-il, dès la déclaration de récolte, une dénaturation d'office au *prorata* des récoltes ? L'Etat

(1) C'est le système portugais. Afin de limiter autant que possible la culture de la vigne aux districts où le sol et les conditions climatiques sont les plus favorables, et dans le but d'encourager l'ensemencement du blé et du maïs, le Gouvernement a publié un décret-loi du 2 décembre 1907 suspendant pour trois ans la plantation des vignes nouvelles à moins de 50 mètres au-dessus du niveau de la mer dans les bassins hydrographiques suivants : Minho, Lima, Cavado, Douro, Tage, Sodo, Mira et Guadiana. (Ministère de l'Agriculture. Bulletin mensuel de l'Office de renseignements agricoles, février 1908, p. 143.)

achètera-t-il cet excédent avec l'espoir de l'écouler une année de forte hausse; c'est le système adopté par l'Etat du Brésil pour le café.

Ce procédé, dit de valorisation, n'a pas donné, jusqu'ici, de bien brillants résultats et il est loin de présenter de sérieuses garanties financières. Au surplus, il paraît, *a priori*, beaucoup plus difficilement applicable au vin qu'au café.

On comprend à la rigueur la destruction méthodique par un Syndicat de producteurs d'un excédent capable de faire baisser les prix; mais il y a toute une série de mesures possibles et moins radicales à l'égard de cet excédent : l'emmagasiner en attendant la hausse, vendre à perte à l'étranger, distiller et vendre au cours l'eau-de-vie; frapper d'amendes progressives les propriétaires ayant dépassé leur contingent, ou acheter leur vin à un taux inversement proportionnel au rendement. Mais cette politique n'est possible que dans un cartel ou un trust : elle n'est pas immédiatement utilisable.

Un fait est certain : tout le monde est d'accord pour vouloir écarter du marché les mauvais vins. La majorité des auteurs reconnaissent qu'il n'y a peut-être pas surproduction; il y a encombrement de mauvais vins. Que faire de ces mauvais vins ?

Les distiller, répondent en chœur les viticulteurs : la distillation, c'est la soupape de sûreté.

Nous avons vu les plaintes exhalées par eux à l'encontre de notre régime fiscal des alcools et l'échec partiel de leur politique sur ce point. Les viticulteurs voudraient que l'Etat établit entre les eaux-de-vie de vin et les alcools industriels une discrimination fiscale analogue à celle qui existe entre le vin et les succédanés du vin. Mais ils oublient que la politique du fisc à l'égard

du vin naturel n'a été possible que parce que le vin avait la priorité sur ses rivaux et parce que ceux-ci, derniers venus sur le marché des boissons, représentaient un contingent plus faible que le sien.

Sans doute, l'alcool de vin a occupé jadis la première place sur le marché; mais il s'est laissé distancer et de beaucoup trop par les alcools industriels pour qu'il soit possible de renverser les rôles. Si l'on fait la moyenne des quantités d'alcool de vin produites pendant les années 1900-1907 et si l'on met en regard la production moyenne des alcools pendant la même époque, on trouve, pour l'alcool de vin, 130.000 hectolitres, et pour les alcools pris dans leur ensemble, 2.350.000 hectolitres. L'alcool de vin représente à peine un peu plus de 5 % du contingent total.

Sans entrer dans les détails d'application de la taxe différentielle, quelques remarques critiques s'imposent. Sur les 2.257.000 hectolitres d'alcool produits en 1905, 1.387.000 ont été affectés à la consommation taxée de bouche, et 472.000 seulement livrés à la dénaturation pour les besoins de l'industrie.

Comment réaliser le beau programme que revendiquent les différents organes viticoles : les alcools de vin pour la consommation de bouche, et les alcools d'industrie pour les usages industriels ? Il est évident que si 1 million d'hectolitres d'alcool de vin était demandé par le marché des alcools, cela suffirait à absorber 12 millions d'hectolitres de vin et qu'il y aurait un débouché d'une ampleur incontestable. Mais de deux choses l'une : ou la taxe différentielle serait calculée de façon à rendre la distillation rémunératrice et alors en temps de crise des vins, on risquerait de se heurter à une crise de surproduction des alcools ; ou bien elle ne ga-

raintirait que des prix extrêmement modestes, et alors le marché des alcools de bouche ne serait plus alimenté que par intermittence, en temps de mévente du vin.

D'ailleurs que ferait-on des alcools d'industrie ? on les dénaturait, dit-on ; mais en Allemagne, pays typique de l'utilisation industrielle de l'alcool, le marché des alcools dénaturés n'absorbait en 1902 que 1.100.000 hectolitres d'alcools sur un contingent de 4.238.000, soit à peine le quart. En admettant que l'industrie des alcools dénaturés atteignit un semblable développement, elle n'absorberait que 7 ou 800.000 hectolitres d'alcools d'industrie. Que ferait-on des autres alcools ? On a vu que les systèmes de taxe différentielle procèdent soit à l'aide de détaxe, soit à l'aide de surlaxe: la détaxe favoriserait l'accès de l'alcool de vin sur le marché, la surlaxe écarterait l'alcool d'industrie, celui-ci serait en définitive sacrifié. Certes ces considérations ne sont pas de nature à décourager une politique réaliste d'intérêts et d'affaires : mais il est probable qu'on doit s'attendre de la part du « Nord » à une vive résistance et que dans cette résistance les partisans du Nord seront aidés par tous ceux qui ont souci des intérêts du Trésor. Déjà le rétablissement du vilège a soulevé des protestations violentes dans le Nord, et un représentant officiel du syndicat du commerce des vins et spiritueux de Paris a pu écrire à propos de ce privilège une brochure significative : « Une fraude de 100 millions : le privilège des Bouillleurs de cru. »

Combien coûterait la taxe différentielle ? Le taux du sacrifice budgétaire dépendrait des quantités respectives d'alcool de vin et d'alcool d'industrie sur le marché. L'Etat perdrait par exemple 50 fr. d'un côté,

qu'il gagnerait de l'autre ; mais dans la mesure ou l'alcool de vin l'emporterait, il subirait une perte notable.

De même aussi à 20 francs de prime par hectolitre d'alcool dénaturé, l'Etat perdrait à raison de 700.000 hectolitres, 14 millions environ sans compter la diminution très sensible des recettes portant sur les droits d'entrée des pétroles et des essences — puisqu'il est question non seulement de leur faire concurrence, mais encore de leur imposer des droits de circulation. Mais les raffineurs, qui ont su détourner de leur tête la menace de l'expropriation de leur monopole par l'Etat, ne se laisseront pas handicaper sans résistance : ils feront valoir l'infériorité technique de l'alcool par rapport au pétrole, et les aléas budgétaires du système. Enfin la régie ne renoncera pas sans protester à un dénaturant sans doute coûteux, mais qui seul lui donne pleine et entière garantie contre la régénération frauduleuse de l'alcool dénaturé.

Pour toutes ces raisons on peut penser que la taxe différentielle a peu de chances de succès. D'ailleurs si le coût de production des alcools de vin et des alcools d'industrie est différent, ils sont aussi différemment appréciés par les consommateurs qui savent attribuer des cotes différentes aux uns et aux autres : il suffit que l'on assure par des titres de mouvement différents l'identité de chaque espèce d'alcool pour empêcher toute confusion possible, les acquits blancs réservés aux seuls alcools de vin, et les acquits roses aux alcools d'industrie (art. 23 de la loi du 31 mars 1903).

D'autre part, si l'on ne peut se lancer aventureusement dans une politique de primes à la dénaturation, il faut reconnaître que des avantages successifs ont été accordées à cette industrie : la taxe de dénaturation a été abaissée de 37 fr. 50 à 3 fr. le 16 décembre 1893 ;

de 3 fr. à 0 fr. 25 le 29 décembre 1901; enfin la loi du 29 novembre 1905 établit une prime de 10 francs destinée à rembourser les frais d'achat du dénaturant. L'alcool dénaturé est donc complètement dégrevé par le fisc. Si le coût de production de l'alcool de l'alcool oscille entre 25 à 35 francs l'hectolitre suivant le rapport de la commission extraparlamentaire des alcools et spiritueux de 1902, l'alcool peut lutter contre le pétrole dont il suffirait de relever légèrement les droits d'entrée.

On peut penser qu'un système de prime à la distillation serait plus satisfaisant qu'un système de taxe différentielle : accorder 50 centimes de prime par hectolitre aux vins allant à la chaudière et payer cette prime en surtaxant le droit de circulation de 50 centimes c'est-à-dire en le portant de 1 fr. 50 à 2 fr.

Mais une marge de 50 centimes constitue un bien faible encouragement. Le mieux serait de constituer une caisse à l'aide de cette surtaxe et d'en répartir le montant entre les bouilleurs au prorata non des quantités d'alcool obtenues mais des quantités de vin distillées. L'inconvénient et l'avantage du système, ce serait son élasticité, la prime serait indéterminée. Si elle avait été rémunératrice lors de la dernière campagne, il y aurait suractivité de la distillation, mais aussi moindre rémunération et par conséquent ralentissement l'année suivante ; mais en même temps l'année où la distillation aurait été abondante le marché des vins aurait été délesté et la hausse du cours des vins aurait compensé la mévente des alcools et la modicité de la prime.

Pareil projet n'a rien d'impraticable, mais il entraînerait certainement de la part des autres producteurs

des revendications semblables; les distillateurs industriels réclameraient des primes à la dénaturation des alcools : les sucriers et les betteraviers des primes à la dénaturation des sucres pour le bétail, primes payées par le fisc à l'aide d'une surtaxe imposée au consommateur. Il reste à savoir si le consommateur accepterait une politique dont il ferait tous les frais ; le souvenir est encore récent de sa campagne victorieuse contre le système des primes à l'exportation du sucre et les 1200 millions de primes que l'on a reprochées depuis au sucriers. Et d'ailleurs ce remède même ne constitue-t-il pas un danger : la prime indemnité dégénère facilement en prime encouragement et elle a souvent pour effet de déclencher la surproduction à laquelle on voulait soigneusement obvier.

Rejeter la taxe différentielle et le système des primes, n'est-ce pas acculer le bouilleur à la mévente de l'alcool de vin ? — Les mauvais vins n'iront plus au commerce, la loi du 1^{er} août 1905 les considère comme non marchands et la loi du 29 juillet 1907 interdit le rhabillage des vins avariés ! On ne peut donc en faire autre chose que de l'eau-de-vie, et l'eau-de-vie ne se vend pas !

Sans doute on ne saurait nier la mévente des eaux-de-vie, mais on ne saurait nier aussi que cette mévente est facilitée par la fraude rendue plus facile par le privilège du bouilleur de cru. M. Cazeaux-Cazalet dans son rapport a parlé de contrebande à main armée par des gens sans aveu dans la ville de Béziers sans que les employés d'octroi ou de la régie puissent opposer autre chose qu'une lutte inégale. La fraude par infiltration, c'est-à-dire pratiquée par petits volumes à l'entrée des villes des régions productrices, n'en est pas moins nuisible au Trésor. Quasi-insaisissable, elle a

pris, malgré une répression sévère, plus d'extension depuis le relèvement des droits sur l'alcool.

Sous tous les rapports le privilège des bouilleurs de cru apparaît comme une aberration. — L'allocation en franchise de 20 litres d'alcool au bouilleur, allocation refusée au distillateur constitue une injustice et un sacrifice fiscal : soit 20 litres à 220 francs pour 500.000 bouilleurs, 20 millions de perte pour le Trésor. La distillation sans contrôle ne peut se justifier d'aucune sorte. En quoi le contrôle du fisc peut-il gêner le bouilleur ? La prise en charge est imposée à tous les négociants en vins et spiritueux et les distillateurs sont soumis à un régime infiniment plus vexatoire puisqu'ils sont astreints à supporter de « véritables garnisaires fiscaux ». Si les bouilleurs de cru se refusent à la prise en charge, c'est qu'ils espèrent pouvoir écouler leur alcool en contrebande et c'est cette offre frauduleuse d'alcool pouvant être vendu meilleur marché, puisque n'acquittant pas les droits, qui contribuent à avilir le cours des alcools.

La suppression du privilège s'impose donc.

Mais il est un débouché que l'on doit revendiquer hautement pour l'alcool de vin : c'est le vinage en franchise. Il est absolument contraire à l'équité et au bon sens que le relèvement du degré d'un vin soit autorisé par addition d'un produit étranger tel que le sucre et refusé par addition d'alcool de vin. Nous ne demandons pas la substitution du vinage au sucrage, mais l'admission dans les mêmes conditions et avec les mêmes garanties du vinage en franchise ou avec droits réduits : le rôle normal de l'alcool de vin serait donc de retourner à son origine, de redevenir un produit œnologique destiné à améliorer et à fortifier les vins. Nous avons

signalé l'importance du vinage en franchise au point de vue de l'exportation.

Et d'ailleurs, pour qui sait voir plus loin que les circonstances actuelles, il y a lieu de s'attendre à de graves perturbations sur le marché des alcools de bouche. Des campagnes antialcooliques vigoureusement menées et soutenues par de puissants appuis au Parlement, font présager l'avènement prochain d'une ère de proscription pour l'alcool. On réclame déjà la prohibition de l'absinthe et la limitation des débits. On sait qu'une disposition relative à cette limitation était insérée dans le projet de loi qui est devenu la loi du 29 juin 1907 et qu'elle a été reprise à la rentrée des Chambres. Nul doute que ces mesures ne soient l'objet d'une réalisation prochaine. Dès lors faut-il orienter avec prudence l'exode des alcools de vin vers un marché moins aléatoire que celui de la consommation de bouche, en l'espèce vers le vinage et la fabrication des vins de liqueur.

Mais si l'on peut s'attendre à une réduction notable de la consommation de l'alcool, par contre on peut espérer un accroissement de la consommation du vin, si la consommation de ces deux boissons est en raison inverse l'un de l'autre, comme le soutient avec quelque apparence de raison M. Atger. La campagne anti-alcoolique apparaît donc comme un moyen excellent d'activer la consommation du vin.

Peut-on espérer lui faire acquérir de nouveaux progrès ? Dans un article paru dans la *Revue d'économie politique* (juillet 1907), M. Charles Gide le conteste vivement : nous avons atteint, semble-t-il, la saturation et la consommation même ne va pas tarder à décroître par

suite de la campagne faite en faveur des eaux minérales que le snobisme substitue de plus en plus au vin. Ni ce scepticisme ni ce pessimisme ne nous paraissent fondés; on assiste à l'accroissement continu de notre consommation taxée, et celle-ci, loin de manifester des symptômes de décadence, est en continuel progrès. — Il n'est pas du tout évident que le Français tende à devenir un buveur d'eau minérale, et cette aberration de goût, là où elle se manifeste, est bien plutôt causée par les méfaits des vins sophistiqués vendus pour de bons vins dans les grandes villes. *Sublata causa, tollitur effectus*. Et s'il apparaissait que les eaux minérales tendent à faire une concurrence sérieuse aux boissons hygiéniques, il serait peut-être opportun de leur faire supporter tout au moins des charges fiscales égales à celles qui grèvent le vin, le cidre ou la bière. S'il est légitime d'exonérer une boisson tant qu'elle paraît destinée à des malades, il est parfaitement équitable de la frapper comme les autres boissons dès qu'elle devient un aliment normal. On peut s'attendre à une taxation prochaine à mesure que les budgets deviennent de plus en plus difficiles à boucler. Selon toute apparence, ce ne sont donc pas les boissons minérales qui enrayeront la consommation du vin.

Faut-il aller jusqu'à attribuer à cette consommation des virtualités illimitées ?

M. Gauthier a essayé de démontrer que la suppression de la fraude suffirait à écouler et au-delà tout notre stock de vin naturel : il n'y en aurait plus pour les derniers !

« On admet couramment, dit-il (*Journal*, 25 mai 1907), qu'en l'année 32 millions d'individus, sur 39 de tout âge et de tout sexe, boivent du vin. Sur ces 32 millions

d'individus, 22 boivent le vin qu'ils achètent : c'est ce qu'on appelle la consommation taxée. Les 10 autres millions représentent les propriétaires récoltants, les ouvriers non possédants attachés à la vigne.

Or, les 22 millions de consommateurs taxés ont bu, en 1905, 47 millions d'hectolitres de vin, soit un peu plus de 210 litres par tête. »

On peut admettre que les 10 autres millions en boivent autant, soit 21 millions d'hectolitres. Ce chiffre additionné à la consommation taxée donnerait une consommation globale de 68 millions, à laquelle il faut ajouter 4 millions de déchets, 2 ou 3 millions de vin distillé, 2 millions de vin exporté. Si l'on fait la somme, on trouve une consommation globale de 70 millions, tandis que la production est à peine de 56 millions.

Non seulement la consommation s'accroîtrait par la suppression des fraudes qui l'alimentent, mais encore la production actuelle serait insuffisante ! Il y a évidemment des exagérations paradoxales dans l'opinion de M. Gauthier. Le chiffre de 56 millions qu'il assigne à la production est variable.

D'autre part, peut-on évaluer à 10 millions de personnes les consommateurs en franchise ? On assigne 1.700.000 hectares au vignoble : cela supposerait 6 personnes par hectare de vigne. La thèse de M. Gauthier ne peut sérieusement se soutenir; il reste seulement très probable — et qui le nierait — que les vins falsifiés ou adultérés, fabriqués ou maquillés alimentent une portion difficile à apprécier mais très notable de la consommation. La campagne contre les fraudes aura donc pour effet d'encourager la consommation.

Peut-on trouver au vin de nouveaux débouchés sur

le marché intérieur ? Chaque année la discussion du budget de la guerre voit reparaitre la fameuse question du vin au soldat (1). On réclame la distribution d'un quart par homme et par jour : ce serait l'écoulement assuré de 500.000 hectolitres de vin environ. Mais il est probable et il est légitime que les producteurs de bière ou de cidre aspirent à partager la clientèle militaire. Cette amélioration de l'ordinaire serait bien vue du trou-pier, et si elle correspond à un sacrifice budgétaire, elle constituerait peut-être un remède plus efficace contre l'alcoolisme qui sévit dans les casernes que les conférences moralisatrices des capitaines et des majors.

En résumé, l'accroissement de la consommation dépendra surtout de la vigueur et de l'intelligence avec laquelle seront menées les campagnes contre l'alcoolisme et contre la fraude.

Nous avons énuméré les remèdes immédiatement applicables, selon nous, pour diminuer, dans la mesure du possible, les maux de la surproduction — si tant est qu'elle existe — et accroître la consommation : distillation des mauvais vins et utilisation de l'alcool de vin au vinage et à la fabrication des vins de liqueur, mais suppression du privilège, campagne contre l'alcool et les vins falsifiés.

Voilà les mesures que l'on doit réclamer des représentants de la viticulture au Parlement. Il est hors de doute notamment que les distillateurs du Nord échangeraient

(1) Proposition de résolution de M. Coutant ayant pour objet une distribution de vin à chaque repas aux soldats et marins. (Doc. parl. Ch. des Députés. Session ordinaire 1907, fol. 58, p. 920.)

la concession du vinage en franchise contre la suppression du privilège et que dans la campagne contre l'alcool et les vins frelatés, les viticulteurs rencontreraient des sympathies et des alliances utiles dans tous les milieux — particulièrement du côté des représentants ouvriers.

Nous avons donc tracé le rôle de l'Etat et des pouvoirs publics en matière de surproduction. Quel pourrait être leur rôle en matière d'organisation commerciale proprement dite ?

Et, tout d'abord, il est deux domaines où leur action peut se faire sentir de la façon la plus heureuse : en matière de transports et en matière de crédit.

La critique de nos tarifs de chemins de fer n'est plus à faire. La Commission parlementaire d'enquête sur la crise viticole et les moyens d'y remédier s'occupe de la question et a chargé l'un de ses membres, M. Sibille, de faire un rapport sur la question du transport des vins. Chacun sait qu'un barème savant peut, au gré du transporteur, isoler deux marchés voisins ou faire communiquer deux marchés éloignés. La Compagnie P.-L.-M., en accordant aux vins algériens des tarifs de pénétration qu'elle refuse aux vins de la région méridionale, a, pratiquement, illustré cette idée économique. Il n'entre pas dans notre pensée d'esquisser, à propos des tarifs de vins, une critique générale que l'on trouve dans tous les manuels. Qu'il nous suffise de relever deux anomalies de ces tarifs que l'intervention du Gouvernement pourrait faire disparaître. La première vise la différenciation des tarifs suivant les itinéraires, la seconde vise la surcharge considérable que supportent les vins.

Parmi les anomalies qui tiennent à la différence des itinéraires, M. Bourrat cite les suivantes (*Journal Officiel* 7 février 1905),

Il s'agit du prix de transport d'une tonne de vin (récipient compris) :

	KILOMÈTRES.	FRANCS.
De Perpignan à Tonneins....	371	14 64
— Neussargues.	366	27 63
De Cette à Port-Vendres.....	163	7 »
De Port-Vendres à Cette.....	163	15 48
De Perpignan à Calais.....	»	32 50
De Perpignan à Brest.....	»	42 »

La seconde anomalie consiste à imposer au vin un tarif plus élevé que celui des céréales et des farines. Autant une semblable tarification paraissait légitime avant la crise, autant elle est peu justifiée aujourd'hui. L'hectolitre de blé atteint des cours de 16 à 18 francs, tandis que le prix de l'hectolitre de vin gravite entre 8 et 12 francs.

On peut donc demander au Gouvernement d'agir vivement auprès des Compagnies pour unifier — ou tout au moins réduire les différences de tarifs suivant les itinéraires — et de même pour assurer aux vins les conditions du tarif commun P. V. n° 102, dont jouissent les céréales, notamment en appliquant au retour des fûts vides (emballage du vin) la gratuité accordée au retour des sacs vides.

Il est une autre revendication sur laquelle insistent les petits propriétaires et les petits commerçants : c'est l'unification des conditions de transport par wagons-citernes et par fûts. Les Compagnies assurent des conditions plus avantageuses au transport par wagon-citerne que par fûts : de Nîmes à Paris, il en coûte 3 fr. 50 par hectolitre en wagon-foudre et 7 francs par

fût. Mais il est douteux que les Compagnies fassent droit à cette réclamation, car la différence de traitement se trouve justifiée par la différence des frais de manutention.

On sait le rôle des pouvoirs publics en matière de crédit. On sait comment, par l'institution de Banques régionales, auxquelles ont été affectés les 40 millions de la Banque de France, on a soutenu le crédit rural et rendu bancable le papier des Caisses locales affiliées à la Caisse régionale. Il est inutile de dire quels bienfaits spéciaux résultent pour l'agriculture en général, et pour la viticulture en particulier, de cette extension du crédit. Nous avons vu combien la viticulture a besoin de capitaux, c'est la culture capitaliste par excellence. On peut donc avancer, d'une manière générale, qu'un crédit — prudent comme tout crédit bien organisé — rendra les plus grands services. On connaît l'extension de la Caisse régionale de crédit de Montpellier qui groupait, au 31 décembre 1907 (1), 143 Caisses affiliées, comprenant 10.312 sociétaires et qui a escompté à ses locales, pendant l'année, 27.206 effets, s'élevant à 15.003.156 francs, contre 13.281 prêts, s'élevant à une somme de 9.137.000 francs en 1905. Les avances de l'État s'élèvent à ce jour à 2.514.000 francs.

Il est difficile de savoir au juste dans quelles circonstances particulières le viticulteur fait appel à ce crédit. Est-ce pour régler les dépenses culturales, est-ce pour différer une vente qui serait momentanément ruineuse ? Il semble bien que le crédit rural ait surtout eu pour

(1) Chiffres communiqués par M. Astier, président de la Caisse régionale au banquet annuel. Montpellier. Février 1908.

effet de permettre au viticulteur d'attendre des cours plus favorables.

Peut-être le crédit pourrait-il s'aventurer plus avant. On reproche couramment aux vins non logés vendus à vil prix et d'urgence au pied de la cuve, d'avilir les cours : il y aurait intérêt à assurer le logement de ces trop-pleins, de ces « excédents », qui, jetés par grande masse sur le marché, occasionnent un fléchissement des cours. Il arrive que le propriétaire, par suite du prix élevé de la vaisselle vinaire (6 francs par hectolitre pour les foudres environ), hésite à engager une grosse dépense et liquide à bas prix un vin dont il tirerait meilleur parti s'il avait les capitaux nécessaires pour le loger. Le plus souvent, quand il veut éviter d'être « fusillé », suivant l'énergique expression des paysans, il s'adresse à un loueur de futailles, mais, au moment de la récolte, la location des fûts est hors prix; car c'est à ce moment que les retiraisons battent leur plein. Les fûts reviennent à 12 cent., parfois 15 cent. par jour le demi-muid de 5 hectolitres environ. Encore faut-il souscrire le plus souvent une location de trois mois au moins pour un certain nombre de fûts.

On pourrait se préoccuper de créer des caves communales ou départementales. Les communes ou les départements pourraient prendre l'initiative de créer des caves pour assurer le logement des trop-pleins. Il leur suffirait, pour trouver les moyens financiers, d'émettre un emprunt amortissable et de calculer le tarif de location au prix de revient. Ces caves communales et départementales présenteraient, en outre, l'avantage de constituer des magasins généraux inspirant plus de confiance aux prêteurs que la cave du propriétaire, et d'être des sortes d'entrepôts analogues à

ceux de nos grands marchés (des farines, des alcools, des blés ou des pétroles.

En somme, si l'on fait une revue rapide des moyens d'action des pouvoirs publics, on voit qu'ils se réduisent à peu de chose : autorisation du vinage en franchise pour délesler le marché, campagne contre l'alcoolisme pour accroître la consommation de bouche, création de caves communales ou départementales pour assurer le logement des trop-pleins et constituer des entrepôts réels. Voilà ce qu'on peut attendre d'eux. C'est à l'initiative privée, individuelle ou collective qu'il appartient de sortir du marasme où l'on se débat.

Tout d'abord, il semble que dans bien des cas, on pourrait sur certaines exploitations diminuer les prix de revient. Il n'est pas question, bien entendu, de réduire les salaires et de diminuer l'investissement des capitaux pour recourir à une culture extensive rétrograde. Tout au contraire — il faudrait utiliser là où ils sont possibles, les bienfaits de la culture intensive. En bien des endroits, le rendement est faible, inférieur et de beaucoup à celui qu'une technique intelligente aurait pu donner. Le viticulteur a planté un peu partout et certaines parcelles ne rémunèrent le propriétaire que lorsque les vins atteignent des cours exceptionnels : de même, certaines plantations ont été effectuées dans de mauvaises conditions sur Jacquez et autres plants peu productifs. En bien des cas, là où la vigne « lâche » et où on est contraint d'arracher, le mieux serait de ne pas reconstituer, en quelques autres d'arracher délibérément toute vigne de rendement trop faible. On pourrait faire porter tout l'effort sur la partie la plus favorisée, pousser son rendement et obtenir à peu de différence près la production

obtenue avec le vignoble primitif. Il en résulterait une double économie : d'abord, il est plus facile d'obtenir une production supérieure à 50 hectolitres, de 50 à 100 hectolitres par exemple, avec un supplément de dépense égal au tiers des dépenses primitives par hectare, que d'obtenir 50 hectolitres sur un autre fonds avec les mêmes dépenses primitives. D'autre part, les terrains délaissés par le vignoble peuvent être affectés en bien des cas à d'autres cultures, céréales et fourrages : cultures aléatoires, il est vrai, mais qui, si elles ne produisent pas des bénéfices, n'entraînent pas de pertes et rémunèrent tout au moins le travail et les capitaux. En tout cas, polyculture qui correspond à une assurance contre les risques qui atteignent la culture viticole. On a beaucoup raillé les conseils de quelques journalistes qui ont proposé aux viticulteurs de cultiver l'olivier : l'olivier est, en effet, un arbre long à produire, il faut au moins vingt ans pour obtenir une récolte. Soit. Mais il faut reconnaître que les viticulteurs ont imprudemment arraché leurs oliviers : il est vrai qu'ils alléguaient que ces oliviers, la plupart du temps plantés au milieu des vignes, gênaient la culture et entravaient le développement des souches dont le rapport était supérieur. Mais peut-être aussi, les a-t-on supprimés à la légère, alors qu'il suffisait de les transplanter en des terres spéciales — en l'espèce, sur les collines incultes des garrigues —. L'olivier, en effet, s'adapte aux terrains maigres, ses racines sont à fleur de terre, ce qui facilite sa transplantation. L'opération réussit presque toujours. En reboisant les garrigues on eut fait une œuvre utile à un triple point de vue : on eut tiré parti des terrains incultes, on eut arrêté les ravages des orages qui dégradent le sol déboisé et entraînent la terre arable, et on eut maintenu une

culture extrêmement productive. Sans doute, pendant la crise phylloxérique, l'oléiculture a été éprouvée par suite de la concurrence des huiles industrielles, coton, colza, arachides ; mais depuis quelques années, on assiste à une reprise très marquée du commerce des olives, dont Anglais et Américains se montrent très friands. Il n'est pas rare de voir acheter à la propriété, au prix de 40 francs les 100 kilogrammes, des olives vertes. Or, un arbre, bien soigné et bien entretenu, peut produire 30 kilogrammes d'olives. La récolte étant bisannuelle par suite de l'émondage, cela fait une moyenne de 15 kilos. L'amassage des olives revient à environ 1 fr. 50 les 50 kilogrammes. Les travaux auxquels donne lieu l'olivier sont l'émondage, le déchaussage, le fumage, qui ne dépassent pas en moyenne 2 fr. 50 par arbre. Un olivier peut laisser un revenu net de 2 à 3 francs, soit 200 à 300 francs par hectare. Et cela avec une avance très minime de capitaux, et sur des terrains de fertilité médiocre. Encore peut-on pratiquer dans une olivette des cultures intercalaires qui sont bien difficiles à tenter dans une vigne.

Ainsi, sans renoncer à faire de la viticulture son occupation principale, et sans diminuer sa production, le viticulteur pourrait abaisser son prix de revient, d'abord par l'accroissement du rendement de son vignoble, ensuite par l'appoint de cultures accessoires.

D'autre part, le viticulteur pourrait, en quelques endroits, tirer une utilisation plus satisfaisante de sa récolte. Le viticulteur songe à la vinification : n'y aurait-il pas possibilité de tirer un parti plus avantageux des raisins ? L'Office du Commerce Extérieur s'est efforcé de mettre à la portée d'exportateurs tous les renseignements utiles à la vente des raisins à l'étranger : goût du consommateur, frais de transport, adresses d'agences,

etc. Les raisins communs, l'aramon notamment, dont la grappe géante est on ne peut plus appétissante, serait bien vu sur bien des marchés anglais ou allemands. En France, il semble qu'il y ait peu d'avenir pour le commerce des raisins ; la baisse des raisins de table sévit aux Halles, et il arrive assez fréquemment que loin de toucher le prix de vente de la part du commissionnaire, l'expéditeur doit le lui abandonner tout entier pour les frais. quand il n'est pas obligé de lui parfaire la différence.

En matière de vinification, on pourrait désirer que le vigneron apportât plus de soin à la préparation du vin : le vin est fait à la hâte, lors du coup de feu de la vendange, en dépit de toutes les pratiques rationnelles, il est très souvent commun et grossier. Si l'on ne peut ramener la viticulture aux cépages choisis, on peut tout au moins utiliser, pour en faire le meilleur vin possible, les cépages communs à grand rendement. On éviterait ainsi ces vins instables qui cassent ou qui se piquent, et dont la liquidation à tout prix réagit sur le cours des bons vins loyaux et marchands.

En 1900, il semblait à beaucoup de vignerons que le remède serait dans la vente directe. Exaspérés de voir acheter par le commerce leurs vins bien au-dessous du prix de revient, ils s'imaginaient qu'ils étaient victimes d'une véritable spoliation. Aussi, s'efforcèrent-ils de se passer d'intermédiaire. Sauf de très rares exceptions, il ne semble pas que là doive être le salut : le vin a besoin de coupage pour plaire au consommateur ; le goût du terroir qui fait l'orgueil du propriétaire est mal vu du client qui demande du vin sans caractéristique spéciale et sensiblement constant d'une année à l'autre. D'autre part, le commerce exige des capi-

taux : capitaux pour futaillcs, capitaux pour avances des frais de transport, crédit enfin. Le commerce exige au surplus des aptitudes spéciales : il faut connaître la clientèle, voyager, soutenir la concurrence. On ne peut être à la fois sans préjudice pour l'une ou l'autre profession, vigneron et négociant.

Mais ce que ne peut faire un individu, une association peut le tenter avec succès. Tout le monde connaît la prospérité de l'Association des vignerons libres de Maraussan. Dans une enquête du Musée social sur les coopératives paysannes et socialistes de Maraussan (mars 1907), M. Augé-Laribé a dit le succès de l'Association des vignerons libres de Maraussan (Hérault). Le 15 février 1901 les paysans de cette commune fondaient un syndicat agricole professionnel et une caisse locale de crédit mutuel. Le 23 décembre 1901, M. Elie Cathala groupait 121 petits propriétaires et organisait la vente commune. Encouragés surtout par la grande coopérative socialiste la Bellevilloise, de février à décembre 1902, les vignerons libres écoulerent 5.520 hectolitres de vin et établirent un entrepôt à Charenton. Aujourd'hui, il y a 297 adhérents qui ont vendu, en six années de vie coopérative, c'est-à-dire depuis leur constitution, le 23 décembre 1901 jusqu'au 31 octobre 1907, 183.438 hectolitres de vin pour un total de 4.340.567 francs.

La coopérative viticole a même été le pivot et le support d'œuvres sociales diverses : Syndicat agricole, caisse de crédit, coopérative de consommation. Actuellement les vignerons libres sont possesseurs d'un chai coopératif et même d'un domaine collectif. — La coopérative est établie sur les bases suivantes : Sont seuls sociétaires les vignerons de Maraussan et font seuls l'objet de vente collective les produits ou sous-produits exclusivement récoltés par eux. Le capital social qui

était en 1901 de 3.025 francs divisés en 121 parts de 25 francs, s'est élevé en 1903 à 4.800 francs pour 192 parts et au 31 octobre 1907 à 8.300 pour 311 parts. Les nouveaux statuts de 1905 réservent les bénéfices de l'association aux seuls propriétaires récoltant moins de 400 hectolitres, afin de marquer le caractère prolétarien et paysan de la coopérative. La Société est administrée par un conseil de 12 membres élus par l'assemblée générale.

A la récolte les coopérateurs soumettent les échantillons de leur vin à la commission qui classe ces vins en cinq catégories. Des prix sont offerts par la commission. On appelle à la dégustation d'abord les plus petits propriétaires qui sont inscrits en tête de la liste des vendeurs. Celui qui refuse les offres de la commission est libre de vendre ailleurs. S'il accepte, sa récolte est retenue et retirée au fur et à mesure. L'Association a un agent commercial auquel on assure une rémunération de 0 fr. 50 par hectolitre.

La coopérative a pu obtenir des cours supérieurs de 1 à 2 francs à la moyenne des prix du commerce et surtout prélever de sérieux bénéfices par la réduction des intermédiaires. Les bénéfices sont répartis en frais généraux, amortissement, secours aux coopérateurs malheureux, œuvres sociales, etc.

Les trop perçus nets sont répartis ainsi :

- 1° 25 % aux organisations ouvrières de consommation au prorata de leurs achats.
- 2° 20 % aux œuvres de propagande coopérative.
- 3° 5 % à la Bourse nationale des coopératives.
- 4° 25 % à la Caisse de développement pour la construction de caves communes et la constitution d'un vignoble coopératif.
- 5° 25 % aux sociétaires et répartis également et uniformément entre toutes les parts sociales.

Il y aurait cependant quelque imprudence à pousser les viticulteurs méridionaux dans la voie de la coopération à outrance. Le succès tout spécial de Maraussan tient surtout à des circonstances toutes particulières : d'abord aux qualités hors pair de son administrateur, M. Elie Calhala, ensuite à la clientèle des coopératives parisiennes, notamment de la Bellevilloise, qui l'a aidée puissamment, non seulement par ses achats, mais encore par son concours financier.

Sans doute on assiste dans des pays étrangers, notamment en Allemagne et en Suisse à la prospérité très notable des associations de vigneron : les Winzervereine (1). M. Berget, dans sa thèse sur la coopération dans la viticulture européenne a raconté l'histoire des vigneron de Mayschotz et le succès grandissant des coopératives qui ont suivi leur exemple. Mais peut-être faut-il tenir compte des qualités du paysan allemand beaucoup plus solidariste que le paysan français en général et le paysan languedocien en particulier. Il faut enfin ajouter que la coopération, là où elle a pris naissance ne s'est pas heurtée aux circonstances très difficiles que crée la crise aux viticulteurs français. Tout en reconnaissant les bienfaits de l'association et tout en prônant comme il convient ses mérites, il faut n'y recourir qu'avec le plus grand discernement sous peine de courir à la faillite.

Il nous reste avant d'en finir avec la question de l'association dans la viticulture à signaler les projets grandioses — hélas mort-nés — qui ont hanté pour un temps l'imagination méridionale et sont tombés dans l'oubli

(1) M. Souchon à son cours. 1904-1905.

après la campagne du Midi. On sait l'attrait, ou plutôt le prestige étonnant des trusts américains sur les âmes populaires : on se représente les trusts comme des machines merveilleuses créant des richesses fantastiques au profit de leurs organisateurs et leur assurant une royauté despotique sur le monde économique.

Deux projets se sont quelque temps disputé l'attention du public, celui de M. Bartissol et celui de M. Palazy. Nous nous bornerons à en indiquer les grandes lignes.

L'idée essentielle et commune à M. Bartissol et à MM. Palazy consistait à assurer le monopole du marché à une association qui se serait insérée entre le propriétaire et le consommateur et qui aurait détenu la majeure partie du stock des vins en s'assurant, par des marchés à terme pour une période assez longue et d'après un tarif conventionnel, un contingent suffisant. La société, maîtresse du marché, aurait fixé les cours, et assurée de la majorité des stocks, elle aurait eu la ressource de livrer l'excédent à la distillation, les années où la récolte aurait été trop abondante. Sur la marge entre le prix d'achat et le prix de vente, la société aurait distribué des bonifications aux adhérents. Pour faciliter l'exploitation, **la société aurait fait des avances aux propriétaires sur leur récolte et aurait bâti des caves amortissables pour les propriétaires de vin non logé.**

Les différences entre le système Bartissol et le système Palazy consistaient surtout en ce que, pour M. Bartissol le trust était surtout une organisation commerciale destinée à supplanter le commerce actuel par la vente directe. Le trust aurait fait vendre, embouteillé et cacheté, 20 millions d'hectolitres de vin.

Cette organisation aurait nécessité 300 millions de capitaux. Aussi les financiers auraient-ils eu la haute

main sur l'entreprise. Les financiers auraient touché l'intérêt à 5 % des capitaux engagés et 45 % des bénéfices; les viticulteurs, 45 %, et les ouvriers agricoles, 10 %.

Par suite de critiques nombreuses qui reprochaient au trust la rémunération excessive des financiers, la durée des engagements (50 ans puis 30), les prix de base trop faibles, le système Palazy rallia la majorité des viticulteurs. Ce trust devait être non plus une organisation commerciale, mais une organisation viticole. On renouçait à la vente directe. On se contentait d'être seul vendeur vis-à-vis du commerce et l'on autorisait les associés à vendre directement à la clientèle. Le commerce était obligé de s'approvisionner chez les adhérents de l'association, ou plutôt chez l'association, leur seul représentant légal. Les capitaux de l'association auraient été de 50 millions et destinés uniquement à permettre de faire des avances aux associés, rémunérer les administrateurs et dégustateurs et employés du service des fraudes. Cette association — ou plutôt cette société civile de producteurs — était sur le point de fonctionner quand les événements du Midi ont tout remis en question.

Aujourd'hui le trust n'est plus qu'une chimère. Faut-il le regretter ?

Il est évident qu'une association groupant la majorité des producteurs et contrôlant la plus grande partie de la production aurait pu, maîtresse du marché, fixer les cours. Non pas, comme le croient des producteurs ignorants, en fixant des cours arbitraires — même si ces cours correspondaient à un juste prix — mais *en réglant l'accès des vins sur le marché*, en emmagasinant les trop-pleins pour les écouler les années de disette, ou en brûlant les excédents. Il est encore certain que le trust aurait permis de réaliser des bénéfices sur les frais

que prélèvent de nombreux intermédiaires. Il est aussi non moins certain que le trust aurait eu plus d'action parce que directement intéressé — pour combattre la fraude. Et ces avantages font fermer les yeux sur ses nombreux inconvénients : bureaucratie, arbitraire des experts, conflits, risques en cas d'échec, etc.

Mais le trust a contre lui un défaut : il est irréel. C'est une utopie. Non pas qu'il soit une idée fausse. C'est une utopie raisonnable; mais c'est une utopie en ce sens, qu'un trust est le couronnement d'une organisation économique. Un trust ne s'improvise pas : il apparaît comme le dernier terme d'une concentration économique. Partout où l'on assiste à la naissance de trusts, on les voit grouper quelques entreprises puissamment outillées, riches, prospères. Ce n'est pas le cas pour la viticulture. Le trust restera pour longtemps encore un rêve. Un beau rêve qui ne doit pas détourner les viticulteurs des organisations plus prosaïques et plus banales, qu'ils peuvent créer dans leurs communes, en attendant l'Association générale des producteurs.

A côté, ou plutôt en dehors de ces tentatives, il s'en est produit une autre, plus grandiose encore, pour concilier les intérêts des distillateurs, des betteraviers et des viticulteurs. C'est ce qu'un journal appelait la Charte de l'agriculture française (1); l'idée essentielle du projet consistait à appliquer au sucre, à l'alcool et au vin le système des cartels : la limitation des ressources du marché intérieur par l'allocation de primes payées, sur la caisse des bonis aux excédents dénaturés ou exportés.

(1) *Le Matin*, 25 mars 1907.

En l'espèce, il s'agissait de pousser à la dénaturation du sucre et de l'alcool d'industrie et à la distillation du vin. Le sucre dénaturé aurait été subventionné par le sucre — ce qui aurait été naturel, puisque le marché des sucres aurait bénéficié de l'allègement du marché. L'alcool de vin aurait été rétribué par la caisse des vins, alimentée par une légère surtaxe du droit de circulation des vins (0 fr. 50) et par la surtaxe des sucres et des alcools allant au vinage. L'alcool d'industrie dénaturé aurait été subventionné par une surtaxe de 5 francs de tous les alcools, et une partie de la surtaxe de 0 fr. 50 sur les vins. — En l'espèce, voici comment étaient calculés les prix et les primes. Le vin distillé aurait reçu 40 francs de prime par hectolitre d'alcool obtenu, et l'alcool dénaturé 15 francs. Les 40 francs auraient permis à l'alcool de vin de lutter à armes égales contre l'alcool d'industrie, et les 15 francs de prime à la dénaturation auraient permis aux alcools d'industrie de s'évacuer vers les usages industriels et d'y soutenir la concurrence des pétroles et essences.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'économie du projet.

Pas plus que pour les trusts, nous n'entrerons dans le détail. Il s'agit uniquement d'un projet — et d'un projet qui paraît à peu près enterré. On peut, toutefois, ne pas se borner à constater son échec prématuré et dire, en quelques mots, pourquoi cet échec ne doit pas inspirer de trop grands regrets.

Le système des cartels convient à merveille à l'industrie sucrière et à l'industrie des alcools dits industriels; en France, particulièrement, ces deux industries se trouvent réparties en un petit nombre d'entreprises; des ententes peuvent servir cette concentration économi-

que. En fait, en Allemagne, en Autriche, ces industries ont donné naissance à de puissants cartels (1). Mais est-il possible de leur assimiler la viticulture éparpillée, morcelée, inorganique ? — D'autre part, cette solidarité des trois marchés, s'il aurait pu constituer une force, n'aurait-elle pas été une cause de fragilité, en permettant que toute crise de l'un se répercutât sur les deux autres. — Enfin, le système des primes aurait-il pu fonctionner avec la régularité mathématique que l'on se plaisait à lui attribuer. Toutes questions pratiques pour lesquelles l'affirmative est loin d'être évidente, et où l'on doit cependant avoir des certitudes avant d'engager l'avenir de trois marchés aussi considérables.

Peut-être y aurait-il lieu — renonçant à la mégalomanie des trusts et des chartes de l'agriculture — de se préoccuper, non pas des conditions idéales, mais des conditions normales du commerce moderne. Il n'est pas nécessaire d'exiger une concentration qui ne se rencontre que dans quelques branches de l'industrie pour régulariser les cours et les stabiliser. Les trusts et les cartels sont des moyens qui demeureront toujours un peu particuliers et qui, d'ailleurs, ne sont pas sans présenter quelque danger. Ce qui paraît plus désirable et plus facilement réalisable, c'est l'institution d'un marché.

A mesure que la production de certaines marchandises augmente, l'évolution économique crée de nouveaux procédés, plus rapides et plus sûrs d'écoulement. Les volumineuses transactions de la période moderne s'opèrent à l'aide de marchés. Le blé, le coton, le café, les farines, les sucres, l'alcool, les pétroles ont un marché.

(1) Souchon. Les cartels de l'agriculture en Allemagne.

Il existe pour ces diverses marchandises, en de certaines places, des entrepôts réels, où elles s'accumulent, cataloguées, classées et réparties suivant des types spéciaux; une catégorie spéciale de courtiers y assure la direction des opérations commerciales, centralise les renseignements, établit les cours. La pratique souple et mobile des marchés à livrer et des marchés à terme, avec leur modalités, attire le public des spéculateurs. Il n'est pas dans notre intention de développer ici les bienfaits du marché à terme : c'est aujourd'hui un lieu commun suranné. Qu'il nous suffise toutefois de faire remarquer qu'il a généralement pour effet de répartir les marchandises, de rejeter les risques sur les spéculateurs, de fractionner ces mêmes risques entre eux, et que si le terme a, parfois aussi, pour effet de désorganiser le marché, par suite de la folie ou de l'esprit de lucre de quelques-uns — sur quelques places, les fâcheux effets du terme sont compensés par l'institution de caisses de liquidation qui lui sert de modérateur. Peut-être apparaîtra-t-il qu'il y aurait lieu d'appliquer ces nouveaux organismes de l'évolution économique à la viticulture. Si sa technique est devenue une technique vraiment moderne, si le cellier est devenu une usine à vin, en revanche le mécanisme d'échange y est resté désuet et suranné.

On pourrait concevoir sur quelques grandes places, Montpellier, Béziers, Narbonne, Nîmes, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, de grands marchés avec entrepôts réels, un type de vin choisi pour étalon et sur lequel porterait le terme. On objecte, il est vrai, que le vin est une marchandise instable et variable et qu'on ne saurait trouver un échantillon absolument fixe. Mais cette fixité, le négociant la réalise tous les jours dans ses

magasins, faute de quoi il perdrait sa clientèle. Il n'est pas même nécessaire que ce type de vin corresponde à un vin *réel*; il suffit qu'il corresponde à un type de degré, de couleur déterminés, et d'un bouquet moyen. D'un bouquet moyen, dira-t-on, grave problème ? — Mais n'est-ce pas ainsi que l'on fait pour les alcools ? et cependant chacun sait que la valeur d'un alcool ne dépend pas uniquement — et il s'en faut — de sa teneur en alcool pur. On pourrait ramener à ce type abstrait les vins concrets offerts ou demandés sur le marché. Mais, dira-t-on, qui pourra établir ce rapport ? Les variétés de vins sont infinies ? Sans doute, mais aussi celles du blé, car on en connaît plus de neuf cents espèces comestibles, encore s'en crée-t-il chaque jour de nouvelles. Il n'empêche que chaque jour on fait des spéculations sur du blé à terme et tout le monde sait quelle espèce de blé il faut entendre, et que, de même, on peut convertir du blé, type marché à terme, en blé de telle autre catégorie et inversement. C'est même cette possibilité de conversion qui fait l'avantage du marché à terme et permet à la fois de spéculer sur un futur dont on ignore la modalité réelle, et de se couvrir des risques en concluant un double marché à terme et à livrer.

L'institution d'un marché avec entrepôts, le classement en grandes catégories des vins communs de consommation courante, l'établissement d'un type pour marché à terme, ne présente ni plus ni moins de difficulté que pour les autres marchés.

Supposons pour un instant *le* marché — avec le terme — fonctionnant pour les vins ? Qu'arrivera-t-il ?

La récolte est abondante, les vins affluent sur la place, — le marché à terme permettra de répartir sur l'année

suivante cette grosse récolte. Des acheteurs — désireux de revendre à la hausse l'année suivante — par conséquent des haussiers, achèteront à terme pour l'année suivante et délésteront d'autant le marché. En pratique, ils se feront reporter pendant le courant de l'année, car les marchés à terme s'effectuent pour une durée moins longue. Mais l'effet produit aura été le même que s'ils avaient acheté en vue de l'année suivante. Leur offre éventuelle pour l'année suivante fera baisser les cours de cette année suivante, mais le marché réel aura été délesté. Le marché à terme, en permettant de répartir la récolte sur deux années, aura certainement pour effet des cours plus élevés que si cette récolte avait pesé sur une seule campagne.

Inversement, si la récolte est déficitaire, le terme de la période précédente et le terme qui s'engagera sur la période suivante, empêchera une hausse excessive des cours : les acheteurs à terme de la campagne précédente réaliseront et les marchés à terme de la période prochaine viendront faire concurrence aux cours excessifs qui se seraient produits si l'éventualité d'une prochaine récolte abondante ou normale n'avait pas été posée par le terme.

Le terme aurait donc pour effet non pas, sans doute, de solliciter la *hausse* des cours — mais de stabiliser ces cours.

D'autre part, l'établissement d'une marchandise *idéale* permettant toujours au spéculateur de se libérer par une différence en argent, les détenteurs de capitaux — étrangers à la technique viticole — cherchant uniquement un placement financier de leurs fonds, seraient amenés à assurer leur appui au marché vinicole. Dès

lors, les transactions augmenteraient de volume et de tirant, si l'on peut ainsi s'exprimer. Les capitaux qui font défaut au commerce afflueraient sur le marché. En même temps les commerçants auraient moins besoin que par le passé de capitaux, puisque les finances de ces capitalistes seraient normalement à peu près seules à assumer les risques.

Le terme aurait donc pour effet de faire *affluer* des capitaux sur le marché, d'*activer* les transactions et de libérer le commerce des risques.

L'établissement de grands marchés vinicoles est aujourd'hui d'autant moins aléatoire que les lois récentes ont imposé la déclaration obligatoire de récolte et que la spéculation — si elle ne peut songer à opérer à coup sûr — peut du moins agir d'après des données sérieuses et dignes de foi. Bien mieux, le marché des vins, à l'heure actuelle, s'il était organisé, serait celui qui fournirait à la spéculation les meilleurs renseignements et sur lequel elle serait le moins portée à se tromper et à s'égarer.

L'idée de faire bénéficier la viticulture des avantages des grands marchés n'est pas nouvelle : tous les auteurs, qui ont apporté quelque lumière dans cette question si complexe, ont préconisé cette application. Mais cette idée paraissait bien éloignée de toute réalisation. Le commerce, défiant par nature, se refusait à accorder quelque créance aux statistiques fantaisistes de l'Administration, et il s'effrayait des bruits de fraude illimitée que répandaient des propriétaires malavisés. D'autre part, les viticulteurs indolents se reposaient dans une confiance extrême sur l'efficacité des lois, et laissaient bercer leur sommeil du mirage séduisant des trusts.

Aujourd'hui, ces obstacles ont à peu près disparu : la

fraude a été endiguée, du moins autant qu'il est humainement possible, — des renseignements sérieux sont constitués : les trusts ont disparu de l'horizon viticole.

La viticulture trouvera-t-elle son chemin de Damas ? Peut-être. En tous cas, il faut laisser à l'initiative des Syndicats et des Chambres de commerce le soin d'instituer les marchés et d'en préciser les détails techniques.

Ce n'est pas à dire que l'institution de marchés soit la solution définitive. Les marchés ne solliciteront pas nécessairement la hausse des cours. — ils contribueront à les stabiliser. Chacun agira non d'après une impulsion individuelle ou une panique, mais d'après une pratique rationnelle.

En même temps que les cours seront plus stables, il y aura moins de précipitation, moins d'inquiétude pour l'avenir, et les décisions seront plus sérieuses et plus nettes. Le marché permettra à chacun de se rendre compte des « affaires ». Il ne créera pas nécessairement de « bonnes affaires ». Chacun pourra comparer les cours à ses moyens : il saura s'il peut ou ne peut pas vendre, s'il peut ou ne peut pas continuer son entreprise.

Le marché est une solution préliminaire, mais non définitive.

Et d'ailleurs y a-t-il une solution définitive ? Il y a des solutions individuelles, ou momentanées, du genre de celles que nous avons indiquées au cours de cette seconde partie, et dont bénéficieront les plus aptes et les plus capables. Il y a des solutions collectives par voie d'association — solutions plus dangereuses, plus délicates aussi, partant moins praticables.

Le problème viticole se résoud par des solutions d'espèces — mais la question du marché est la motion préjudicielle à toutes.

CONCLUSION

Après avoir guidé le lecteur dans le dédale compliqué de l'économie et de la législation viticole, après avoir essayé de montrer l'étendue de la crise, l'inanité de la plupart des lois votées, la raison et de leur succès et de leur impuissance; après avoir recherché les causes de la crise, étudié les différents remèdes préconisés, il nous reste à conclure.

De ce travail le lecteur emporte sans doute une impression de scepticisme : nous ne lui avons pas révélé la *cause* de la crise viticole, nous ne lui en avons pas indiqué le *remède spécifique*. Peut-être aussi ce scepticisme, - inspiré moins par une timidité inexplicable que par une probité scientifique, qui ne saurait se complaire à des affirmations tranchantes en face de faits incertains ou controuvés - peut-être ce scepticisme nous permet-il d'envisager les choses avec une âme plus confiante que la majorité des auteurs.

S'il est vrai que le mal a une origine complexe, si aucun remède comme tel ne peut parvenir à le conjurer, du moins peut-on penser que chaque mesure prise en elle-même peut apporter une atténuation notable très

sensible. Sans doute — et nous y avons insisté — il faudrait, pour rétablir la santé de notre viticulture, organiser la production, la grouper, l'enserrer dans un réseau d'institutions économiques puissantes; il faudrait réformer l'œuvre agricole en prêchant aux cultivateurs les progrès de la technique qui permettent d'abaisser le prix de revient et de lutter contre des rivaux mieux outillés ou plus instruits. Il faudrait, d'autre part, organiser le commerce, créer des marchés véritables avec entrepôts et marchés à terme, attirer les capitaux des spéculateurs, orienter les négociants vers l'exportation. Il faudrait surtout unir viticulteurs et commerçants, ces frères ennemis qui s'accusent mutuellement de leurs maux et dont l'accord et l'harmonie rétablirait la prospérité d'antan.

Mais ce sont là des projets lointains. Des mesures immédiates sont possibles : nous les avons longuement énumérées dans notre deuxième partie. Suffiront-elles à sauver la viticulture ?

Les plus dures expériences sont parfois les plus profitables.

Autrefois, il y a trente ans, un fléau sans précédent s'abattait sur la viticulture et semblait devoir tarir dans sa source même une des plus importantes de nos productions agricoles. Le phylloxéra ravageait les vignobles, détruisant des richesses accumulées depuis des générations, réduisant des populations à la misère.

La nécessité a été bonne conseillère : on s'est remis au labeur pénible, les fils ont repris la charrue, les filles ont abandonné leur piano. On est retourné à la Caisse d'épargne et le patrimoine a été reconquis.

Peut-être la crise sera-t-elle un salutaire avertissement aux populations méridionales, volontiers portées à

s'abandonner au train coutumier des choses, et qui ont gardé de leur contact avec l'âme orientale un peu de sa mollesse et de son indolence, qui partagent aussi avec les Romains de la décadence la confiance extrême à l'efficacité du pouvoir des lois. Nous sommes toujours les fils des Gaulois qui lançaient leurs flèches vers le ciel ou vers la nue pendant la tempête. A la moindre crise, au moindre ralentissement des affaires, nous dressons vers le Dieu-Etat nos mains tantôt menaçantes et tantôt suppliantes.

Souhaitons que cette crise, si complexe et si dure, ait ouvert les yeux des Méridionaux, qu'elles les ait tirés de leur torpeur et qu'ils réalisent la fière devise d'un de leurs journaux : « Le salut de la viticulture sera l'œuvre des viticulteurs eux-mêmes ».

VU : *Le Président de la thèse.*

SOUCHON.

VU : *Le Doyen,*

LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin des Lois.

Journal officiel : Débats parlementaires, Documents parlementaires. (On trouvera les renseignements bibliographiques pour chaque loi visée, soit dans le Sirey, soit dans le Dalloz, iv^e partie.)

Parmi les Rapporteurs parlementaires plus spécialement :

Rapport CLÉMENTEL, n° 3,024 (1902), présenté au nom de la Commission de la crise viticole sur les questions se rapportant à l'alcool. (Chambre des Députés.)

Rapport Honoré LEYGUES, n° 3,051 (1902). (Chambre des Députés.)

Rapport LAURAINÉ, n° 3,046 (1902). (Chambre des Députés.)

LAURAINÉ. — Projet de loi réprimant la fraude, n° 23,927 (1905). (Chambre des Députés.)

Rapport LAURAINÉ sur le régime des spiritueux, n° 1,729 (1905). (Chambre des Députés.)

Rapport de M. CAZEAUX-CAZALET au nom de la Commission d'enquête sur les causes de la crise viticole nommée le 25 janvier 1907 par la Chambre.

Rapport de M. CAZENEUVE, rapporteur de la dernière loi ten-

dant à réprimer le mouillage des vins et les abus du sucrage. (Voyez *Officiel* du 8 au 22 juin. Débats parlementaires. (Chambre des Députés.)

P. TAQUET. — Commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux de 1902. Rapport général. Paris, imprimerie Nationale, 1906.

La Betterave et la Vigne. Projet d'entente publié par le Comité permanent d'alliance de la viticulture et du commerce en gros des vins et spiritueux. (Paris, Société anonyme des publications périodiques, 13, quai Voltaire, 1907.)

SIREY (J.-B. — *Recueil général des lois et arrêts.*

DALLOZ. — *Jurisprudence générale*, recueil périodique.

DALLOZ. — *Code des lois administratives et politiques.*
Répertoire méthodique.

BEQUET. — *Répertoire de droit administratif*

TRESCAZES. — *Dictionnaire des Contributions indirectes.*
Annales du commerce extérieur.

Bulletin des Contributions indirectes.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Bulletin du Ministère de l'Agriculture, 1882-1902

Bulletin de l'Office des renseignements agricoles depuis
1902.

Journal d'agriculture pratique. Paris (hebd.).

Action viticole. Béziers (hebd.)

Progrès agricole et viticole. Montpellier (hebd.)

Revue de viticulture. Paris (hebd.)

Annales de la Société des viticulteurs de France. Paris.

Bulletin du Syndicat de défense de la viticulture française.
Paris (depuis 1906).

Moniteur vinicole. (Paris (hebd.).

Revue vinicole. Paris (hebd.).

Annales et Mémoires du Musée national.

Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault
(depuis 1907).

Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Gard
(depuis 1800).

Voyez en outre journaux locaux quotidiens : *Petit Méridional*, *Dépêche*, *Eclair*.

* * *

GUYOT (D.). — *Etude des vignobles de France.* 3 vol.
Paris 1869.

CONVERT. — La viticulture et la vinification de 1800 à 1870;
la viticulture après 1870; la crise phylloxérique. *Revue*
de viticulture de septembre 1899 à novembre 1900.

SEMPÉ (A.). — *Le Régime économique des vins.* Thèse.
Bordeaux, 1898.

BERGET (A.). — *La Viticulture nouvelle; la Pratique des*
Vins, les Vins de France, la Pratique des Vins.
(3 vol. Petite bibliothèque. Alcan, 1899-1900)

VILLAIN (C.). — Enquêtes économiques. La crise vinicole. *Le*
Temps, 25 septembre, 1, 18, 28 octobre, 8, 13, 19, 26
novembre, 9, 16 décembre 1900.

COSTE-FLORET. — *La Distillation des Vins, son influence*
sur la prospérité du vignoble. Montpellier, 1901.

GIDE (Ch.). — La Crise du vin en France et les Associations
de vinification. *Revue d'économie politique.* nov. 1901.

- A. BERGET. — *La Coopération dans la viticulture européenne*. Lille, Devoz, 1901.
- POURIAU. — *La Crise de la Viticulture française*. Thèse. Paris, 1901.
- GERVAIS (P.). — Une solution à la crise viticole (*Revue de viticulture*, janvier, février 1902.)
- AUDEBERT (L.). — La mévente des vins : *Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Gard*, 1903
- SERGUEF (Christophe). — Étude sur la crise viticole présentée à la Société nationale d'agriculture, 1902.
- AUGÉ-LARIBÉ. — Les ouvriers de la viticulture languedocienne et leurs Syndicats, 1904. Les Résultats des grèves agricoles dans le Midi de la France. (In *Musée social : Enquêtes*.)
- MARTIN JG.). — Essai sur la vente des vins. (*Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur*, 1904.)
- BOUSQUET. — *Le Régime économique des Vins; le Marché des Vins*. Thèse. Paris, 1905.
- BERGET (A). — Le Privilège des bouilleurs de cru. (*Pages libres*, 3 juin 1905.)
- ANTONELLI. — *La Protection de la Viticulture par l'Etat*. Thèse. Paris, 1905.
- GENIEYS. — *La Crise Viticole*. Toulouse, Edmond Privat, 1905.
- MARTINET. — *Les Ports francs et l'Exportation des Vins*, préface de M. Baudin. Paris, Larose, 1905.
- GIDE. — Bouilleurs de cru et viticulteurs. (*Revue politique et parlementaire*, 16 août 1906.)
- PIETRI — *Le Nord et le Sud de l'Italie et la question des vins*. Thèse. Paris, 1905.

ZOLLA. — Revue des questions agricoles. (*Revue politique et parlementaire*, décembre 1906.)

AUGÉ-LARIBÉ. — *Le Problème agraire du socialisme, la Viticulture industrielle du Midi de la France*. In-8. Paris, Giard et Brière, 1906.

AUGÉ-LARIBÉ. — Les Coopératives paysannes et socialistes de Maraussan. (*Musée social* : Documents, mars 1907.)

ATGER. — *La Crise viticole et la viticulture méridionale 1900-1907*. In-8. Giard et Brière, Paris, juin 1907.

AUGÉ-LARIBÉ. — La Crise viticole. (*Pages libres*, 8 juin 1907).

PASSAMA. — Thèse. Paris, 1907.

ANTONELLI et LA CLAVIÈRE — *La législation du sucrage et du mouillage*. Paris, 1907.

MOMMÉJA. — *A travers le Midi*.

LE BLOND (Maurice). — *La Crise du Midi*. (Fasquelle) 1907.



